

REVUE DU **MARCHÉ COMMUN**



La politique agricole commune et le contentieux CEE-Etats-Unis, C. COVA. — Le juste retour : loi communautaire ? (V. 2), R.M. TONELLI. — La fixation des prix agricoles pour 1982/83, P. BAUDIN. — L'industrie textile française à l'heure des négociations AMF : situation actuelle et perspectives d'avenir, A. BENTEJAC. — Le cadre juridique de la politique économique II. — Politique économique, N. MOUSSIS, Ph. D. — Les nouveaux protocoles financiers conclus entre la Communauté économique européenne et les pays du Sud de la Méditerranée, Y. RENIER. — Le passeport européen, E. DENZA.

Pierre
d'AMARZIT

Essai d'une politique pétrolière européenne

Préface de Pierre Desprairies

L'énergie est-elle le parent pauvre de la construction européenne ? La politique pétrolière est-elle une affaire strictement nationale ou peut-elle être envisagée en termes communautaires ? Autrement dit, face à la solidarité des pays producteurs au sein de l'OPEP, peut-il exister une solidarité des pays consommateurs ?

En répondant à ces questions, l'auteur démontre que la construction européenne est une réalité vivante et quotidienne.

A ce jour, vingt ans d'efforts ont été entrepris pour tenter de parvenir à la construction d'une politique énergétique européenne. Or, si cette politique n'existe pas encore, il n'en reste pas moins qu'un cadre juridique et des options fondamentales ont été mises en place. L'objet de cet ouvrage sera de présenter les orientations, les principales étapes et les applications de cette politique, notamment sous ses aspects pétroliers.

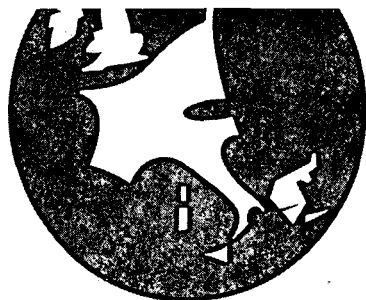
Ouvrage de base sur la politique européenne de l'énergie, cet « Essai d'une politique pétrolière européenne » constituera un manuel commode pour les hommes d'étude et les décideurs de l'industrie et de l'administration appelés à réfléchir sur les problèmes de l'énergie.

Extrait de la préface de Pierre Desprairies

... La politique européenne de l'énergie, aujourd'hui, qu'est-ce donc ? Pourquoi, jusqu'à présent, un ensemble plus vaste et plus efficace de mesures communautaires n'a-t-il pu voir le jour ? S'il peut naître dans l'avenir, quelle pourrait être son architecture générale ? Voilà des questions que se sont souvent posées ceux qui réfléchissent aux questions d'énergie. L'excellente et solide synthèse présentée par M. Pierre d'Amarzit, leur apporte des éléments de réponse qui faisaient jusqu'ici défaut. Il faut remercier l'auteur d'avoir entrepris une tâche qui a dû souvent se révéler bien ingrate — combien d'échecs enregistrés pour quelques heureux résultats ? — et de l'avoir menée à bien avec cette élégante clarté. M. d'Amarzit nous donne ici le petit manuel commode de politique européenne de l'énergie qui manquait aux hommes d'étude et aux décideurs de l'industrie et de l'administration. Qu'il en soit grandement remercié....

Un ouvrage 13,5 × 21 — 192 pages — Prix 90 F TTC

EDITIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES
3, rue Soufflot - 75005 PARIS - Tél. : (1) 634 10 30



sommaire

**problèmes
du jour**

- 439 La politique agricole commune et le contentieux CEE-Etats-Unis, par Colette COVA.
- 442 Le juste retour: loi communautaire? (V. 2), par Reno Maurizio TONELLI, Docteur en Sciences Politiques, Université de Bologne, Diplômé du Centre Européen Universitaire de Nancy.
- 460 La fixation des prix agricoles pour 1982/83, par Pierre BAUDIN, Maître de Conférences à l'Institut d'Etudes Européennes (Université de Bruxelles).
- 477 L'industrie textile française à l'heure des négociations AMF: situation actuelle et perspectives d'avenir, par Alain BENTEJAC, Administrateur civil au ministère de l'Economie et des Finances.

**l'économique
le social dans
le marché commun**

- 482 Le cadre juridique de la politique économique. II. — Politique économique, par Nicolas MOUSSIS, Ph. D.
- 484 Les nouveaux protocoles financiers conclus entre la Communauté économique européenne et les pays du Sud de la Méditerranée, par Yves RENIER.

**problèmes juridiques
et institutionnels**

- 489 Le passeport européen, par Eileen DENZA, Conseiller juridique auprès de la Représentation permanente du Royaume-Uni auprès des Communautés européennes.

**actualités
et documents**

- 494 Communautés européennes.
- 506 Bibliographie.



REVUE DU
**MARCHÉ
COMMUN**

Directrice : Geneviève EPSTEIN

Rédacteur en chef : Daniel VIGNES

Comité de rédaction

Pierre ACHARD
Jean-Pierre BRUNET
Jean DENIAU
Jean DROMER
Pierre DROUIN
Mme Edmond EPSTEIN
Jacques EPSTEIN
Pierre ESTEVA
Renaud de la GENIERE
Guy de LACHARRIERE

Patrice LEROY-JAY
Pierre MASSE
Jacques MAYOUX
François-Xavier ORTOLI
Paul REUTER
Jacques TESSIER
Robert TOULEMON
Daniel VIGNES
Jean WAHL
Armand WALLON

La revue paraît mensuellement

Toute copie ou reproduction, même partielle, effectuée par quelque procédé que ce soit, dans un but d'utilisation collective et sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-cause, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi du 11 mars 1957 et sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

**BULLETIN D'ABONNEMENT A
LA
REVUE DU MARCHÉ COMMUN**

Je m'abonne à *La Revue du Marché Commun* pour un an au prix de

- ☐ France : 383,65 + TVA 4 % 15,35 = 399 F
☐ Etranger : 426 F

Ci-joint la somme de.....

- ☐ Par chèque bancaire à l'ordre des
Editions Techniques et Economiques
☐ Virement CCP 10 737 10 Paris

NOM :

ADRESSE :

Date :

Signature :

à retourner à

**REVUE DU
MARCHÉ COMMUN**

**EDITIONS
TECHNIQUES
ET ÉCONOMIQUES**

3, rue Soufflot
F - 75005 PARIS

Tél. (1) 634.10.30

LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE ET LE CONTENTIEUX CEE-ETATS- UNIS

Colette COYA

La politique agricole commune (PAC) a suscité dès sa naissance de vives critiques de la part des Américains avec des périodes de crise plus ou moins intenses. Accuser la PAC d'être protectionniste est un leitmotiv permanent outre-Atlantique. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'administration Reagan, les « tensions agricoles » entre la CEE et les Etats-Unis se sont encore exacerbées et en un an les Américains ont déposé devant le GATT pas moins de cinq plaintes à l'encontre de la PAC. Bien qu'elle soit moins visible que celle de l'acier, moins politique que celle du gazoduc, la guerre agricole n'en est pas moins celle qui pourrait avoir les répercussions les plus graves pour la Communauté, car ce qui est en jeu, c'est tout simplement la PAC. Les Américains luttent sur deux fronts : ils souhaitent préserver l'accès de leurs produits au marché européen mais également vers les autres régions du monde, d'où la critique de la politique européenne à l'égard des pays tiers.

Comment expliquer ce regain dans la controverse ? Tout d'abord, des raisons politiques : les farmers américains sont la base électorale du Président Reagan qui en conséquence ne peut qu'approuver la thèse des Californiens : les difficultés que connaît l'agriculture américaine sont dues à la PAC, disent-ils, qui gêne de diverses façons les exportations américaines. La réalité est beaucoup plus complexe et les facteurs économiques y ont une large responsabilité. Les renversements de tendance sur le marché mondial alliés à une série d'excédents dans divers secteurs créent une situation explosive. La conjoncture a donc vivement amplifié une controverse que l'arrivée de Reagan au pouvoir avait déjà contribué à aviver. Par un mouvement naturel, la grande majorité des gouvernements projettent de sortir de la crise économique par une relance des exportations. M. Block, le secrétaire d'Etat américain à l'agriculture déclarait au début de l'année : « Le ministère est en train de travailler de façon agressive pour stimuler la croissance à long terme des exportations de produits agricoles américains ». Presqu'une déclaration de guerre ! Est-ce là un crédo libéral ? Il semble que par leurs offensives au GATT, les Américains essaient d'obtenir par la voie de la jurisprudence ce qu'ils n'ont pu obtenir par la négociation lors du Tokyo Round en 1979, où la politique européenne de subvention, cible favorite des attaques de Washington, a été admise sous certaines conditions.

Les critiques des Etats-Unis à l'encontre de la PAC

La volonté d'expansionnisme dans le domaine agricole affichée par la CEE ne peut évidemment



que déplaire aux Etats-Unis. Elle est le deuxième exportateur de produits agricoles et elle tend de plus en plus à devenir une puissance dominante dans ce domaine. Aussi, les Américains cherchent par tous les moyens à mettre un frein à certaines lacunes de la PAC, comme l'absence de protection à l'égard des importations de produits de substitution. Washington n'a pas hésité non plus à envoyer à tous les Commissaires une lettre de dissuasion quand ils s'apprêtaient à discuter de l'introduction éventuelle d'une taxe sur les importations de matières grasses végétales. Les Dix sont d'ailleurs toujours très divisés sur cette taxe qui permettrait la fixation d'un rapport de prix plus favorable entre l'huile d'olive et les autres matières grasses végétales.

Au GATT, les plaintes américaines se fondent, à travers différents dossiers sur trois accusations principales qui recouvrent chacune un aspect de la PAC. Première critique: *les restitutions à l'exportation* que Washington juge inadmissibles. C'est le cas pour 4 produits, les pâtes, la farine, les volailles et le sucre.

En ce qui concerne les pâtes et la farine, l'attaque est grave: les Etats-Unis estiment en effet que la Communauté accorde pour ces deux produits des restitutions à l'exportation d'une façon incompatible avec l'article 9 du Code des subventions; celui-ci interdit les subsides à l'exportation pour les produits autres que certains produits primaires et de l'avis américain les pâtes et la farine ne peuvent être considérées comme tels. Derrière ce dossier se profile évidemment une attaque contre le fonctionnement des restitutions européennes pour les produits transformés. L'enjeu est donc d'importance.

Quant au dossier volailles, les Etats-Unis soutiennent que les restitutions accordées par la Communauté auraient un effet néfaste sur les intérêts américains dans les pays tiers.

Le sucre est le dossier le plus complexe car il touche l'ensemble des producteurs. Selon les Américains, la Communauté serait ni plus ni moins responsable de la dépression des prix sur le marché mondial. Or, les producteurs européens sont tout aussi préoccupés de l'état actuel du marché puisqu'ils doivent maintenant financer l'intégralité des restitutions payées pour l'exportation de sucre communautaire. De leur côté, les Américains ont rétabli depuis le mois de mai un régime de quotas, politique un peu douteuse au regard du GATT et qui n'est pas une preuve d'ouverture de marché!

Autre élément néfaste de la PAC pour les exportations américaines: *les aides communautaires à la production et à la transformation*. Fruits en conserves et raisins secs font l'objet d'une plainte au GATT pour ce motif.

Dernier point de litige, mais non le moindre: *les avantages* dont jouissent les pays méditerranéens dans le cadre des accords que la CEE a conclus avec eux. Dès 1976, les producteurs d'agrumes américains avaient déposé une plainte, alléguant que les préférences tarifaires accordées violaient l'article 1 du GATT et nuisaient aux exportations américaines d'agrumes vers la CEE. Depuis la fin 1981, l'Administration Reagan a ressorti cette affaire. Or, si l'on examine les chiffres, les exportations d'agrumes des USA seraient plutôt en hausse. En fait, l'affaire est avant tout politique. Ce qui est en jeu, c'est l'accord Casey/Soames, arrangement officieux selon lequel la CEE acceptait de ne pas étendre ses accords préférentiels à de nouveaux pays et de ne pas solliciter de préférences inverses moyennant l'engagement des Etats-Unis de ne pas contester la légalité de ces accords. Une procédure de conciliation est actuellement en cours.

La PAC est-elle protectionniste ?

La CEE dispose d'un premier argument de poids pour prouver que son marché est largement ouvert aux produits américains: c'est l'importance du déficit agricole CEE/Etats-Unis. Il est passé de 5,8 milliards de dollars en 1979 à 6,8 en 1980, soit une hausse de 17 % et pour les 9 premiers mois de 1981 l'augmentation est de 13 %. La CEE reste le plus grand importateur de produits agricoles avec 1/4 des importations mondiales tandis que les Etats-Unis est le premier exportateur (17 % du marché contre 11 % à la CEE). Mais selon les experts, la croissance des exportations américaines n'atteindra que 2 % au cours des années 1980 contre 8 % dans les années 70: d'où les inquiétudes des Américains et le bouc-émissaire tout trouvé: la PAC. Mais ne devraient-ils pas également chercher chez eux les causes de leurs difficultés dans le secteur des exportations agricoles? La politique monétaire des Etats-Unis est préjudiciable à leurs agriculteurs: la hausse du dollar freine la croissance des exportations, les taux d'intérêt élevés gênent les investissements alors que les coûts de production augmentent de façon vertigineuse. L'embargo sur les céréales en 1980 et les menaces de sanctions contre la Pologne et l'URSS ont certainement fait perdre aux Etats-Unis des marchés importants que d'autres ont conquis car des concurrents sérieux sont apparus depuis quelques années (Argentine, Canada, Australie).

Pour répondre aux accusations directes, la CEE souligne que les subventions à l'exportation ne sont nullement incompatibles avec les règles du GATT puisqu'elles sont autorisées, selon l'accord du Tokyo Round en 1979, pour autant qu'elles ne nuisent pas à l'équilibre du commerce mondial.

Les Etats-Unis fournissent eux aussi à leurs agriculteurs un soutien important grâce à divers systèmes dont certains assez sophistiqués : crédit d'exportation, Disc Tax, aide alimentaire dans le cadre de la PL 480 (vente à crédit à très long terme), ce qui ne les empêche pas de critiquer les accords à long terme pour des livraisons de produits agricoles que les Dix essaient (sans succès d'ailleurs en raison de différends internes) de mettre sur pied. La prochaine adhésion de l'Espagne est également un motif d'inquiétude outre-Atlantique, par crainte d'un développement de la puissance agricole européenne.

Reprocher aux Dix le coût excessif de la PAC n'est pas très significatif non plus : il faut d'ailleurs noter que les efforts de gestion dans ce domaine ont amené une réduction des dépenses publiques pour le soutien des marchés en 1981 et il en sera vraisemblablement de même en 1982.

D'autre part, les Etats-Unis ne se gênent pas pour mener une politique d'exportation agressive :

ils exportent environ 60 % de leur production de blé contre seulement 40 % il y a 13 ans. Quant au maïs et au soja, autres principaux produits américains d'exportation, non seulement ils ne sont pas concurrencés par la Communauté mais celle-ci en est le plus grand importateur mondial.

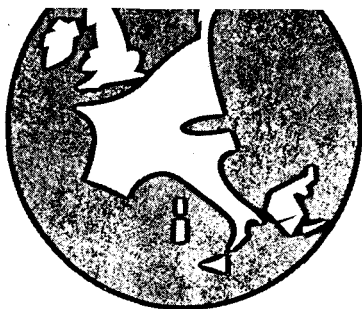
La sagesse voudrait que des engagements de modération soient pris de part et d'autre. Les Européens ont conscience de la nécessité de se doter d'une agriculture forte qui permet un approvisionnement sûr et à des prix stables. Ils ne sont donc nullement décidés à laisser démanteler la seule politique commune qu'ils aient mise sur pied, d'autant plus qu'ils ont conscience de s'appuyer sur les règlements internationaux. A bien examiner le fameux libre-échangeisme américain, on s'aperçoit qu'il comporte quelques failles. Il s'agit de jouer le jeu selon les règles établies dans les instances internationales en matière de commerce et de tolérer chez les autres ce que l'on s'accorde. Une trop grande agressivité ne conduirait-elle pas à un regain de protectionnisme ?

ERRATUM

Nous regrettons qu'à la suite d'une erreur de contrôle, l'article de Mme Colette COVA, Les conséquences de l'Elargissement pour les pays associés : un dossier insoluble, paru dans le numéro 259 de la Revue, se soit trouvé tronqué de son dernier paragraphe. Nous reproduisons ce paragraphe ci-dessous en priant l'auteur et nos lecteurs de nous en excuser.

Toutes les solutions envisagées sont fonction du degré de solidarité politique que la Communauté sera prête à mettre en œuvre au cours des prochaines années. Sera-t-elle capable de dépasser ses intérêts à court terme ? M. Natali, le Commissaire européen chargé de la politique méditerranéenne le souhaite : « la stabilité et la sécurité de la Communauté européenne sont directement

liées à la stabilité et à la sécurité de tout le Bassin méditerranéen et par conséquent, à l'approfondissement des liens de la Communauté élargie avec les autres pays de cette zone. Seule une solution de solidarité permettra d'atteindre ces objectifs, tous importants, mais je l'avoue, peut-être inconciliables dans une optique de simple défense d'intérêts immédiats, sectoriels et nationaux ».



LE JUSTE RETOUR : LOI COMMUNAUTAIRE ? (V.2)

Reno Maurizio TONELLI

*Docteur en Sciences Politiques, Université de
Bologne
Diplômé du Centre Européen Universitaire de
Nancy*

Cinquième thème (*) :

**Le dépassement du caractère
purement budgétaire du « juste
retour » au profit d'une concep-
tion globalisante qui en transforme
la nature : utopie ou réalité ?
(deuxième partie)**

LE PROBLÈME ANGLAIS ET LE « RETOUR » AU JUSTE RETOUR TRADITIONNEL

Le problème de la contribution britannique au budget communautaire a fait couler beaucoup d'encre et on ne saurait y revenir sans répéter ce qui a été déjà dit à maintes reprises ; on se limitera donc à un rappel des étapes les plus marquantes qui ont caractérisé cette controverse en essayant de mettre l'accent sur les points qui nous semblent revêtir le plus d'importance dans l'optique selon laquelle notre analyse a été conduite jusqu'à présent.

1. Le mécanisme « correcteur » : premier pas sur la voie d'un juste retour pourtant renié

L'effet conjugué de plusieurs facteurs, les uns conjoncturels (l'expiration des arrangements transitoires) et les autres structurels (l'importance de la contribution brute et le faible montant des dépenses communautaires en sa faveur) a conduit le Royaume-Uni à verser plus au budget communautaire qu'il n'en recevait.

Mais si la situation s'est présentée ainsi, c'est aussi en raison du fait qu'un instrument voulu par le Royaume-Uni et qui aurait théoriquement pu redresser ce déséquilibre, n'a pas joué : il s'agit du mécanisme « correcteur ».

Cet instrument mérite un bref rappel car en effet, même s'il n'a pas entraîné des conséquences immédiates sur le plan pratique, il a été et reste indirectement la base d'appui des revendications britanniques et constitue une grave dérogation au régime des ressources propres.

Lors du sommet de Paris en décembre 1974, M. Wilson trouvant insuffisantes les clauses du traité négociées par M. Heath avait remis en cause les résultats de cette première négociation et obtenu, d'une part la création d'un Fonds régional dont le quota britannique de 27 % devait permettre l'aug-

(*) Les premier, deuxième, troisième, quatrième et cinquième thèmes de cette étude ont été publiés respectivement dans les numéros 247, 248, 250, 251 et 257 des mois de mai, juin-juillet, octobre, novembre 1981 et mai 1982 de la Revue.

mentation des « retours anglais, et, d'autre part, la reconnaissance du fait que « si des situations inacceptables devaient se présenter, l'existence même de la Communauté obligerait les institutions à trouver des solutions équitables », celles-ci étant « invitées à élaborer le plus tôt possible un mécanisme correcteur ».

A leur réunion au sommet à Dublin en mars 1975, les chefs de gouvernement ont posé les principes de ce mécanisme qui comporte à la charge du budget, une allocation en faveur d'un Etat membre qui se trouve dans une situation « économique particulière » et dont la contribution au financement des budgets communautaires est « inadéquate ».

Les conditions de mise en œuvre de cet instrument définies par le règlement adopté en mai 1976 (1) sont assez complexes et n'ont pu être réunies jusqu'à présent par aucun Etat. La situation économique « particulière » est mesurée par le rapport entre la richesse nationale et le taux moyen de croissance de la Communauté, qui indique s'il y a convergence des économies (2).

La charge non « adéquate » se mesure par la relation entre la contribution totale au budget (droits de douane, prélèvements agricoles et TVA) et la contribution qui aurait dû être versée si elle avait été calculée sur la base de la quote-part du PNB d'un Etat membre dans le PNB total de la Communauté. Si les conditions d'une situation économique inacceptable et d'une contribution non adéquate au financement du budget communautaire sont réunies, une allocation est versée à l'Etat concerné afin de compenser partiellement la contribution non adéquate ; l'allocation est limitée au montant de la contribution TVA ou aux transferts nets de l'Etat membre au budget, le montant retenu étant le plus faible des deux ; lorsque la balance des paiements de l'Etat membre présente un solde positif, l'ensemble du calcul ne porte que sur sa contribution TVA ; le montant total de l'allocation en faveur d'un ou de plusieurs Etats membres ne peut excéder 3 % du budget.

Si le mécanisme correcteur tel qu'il avait été conçu à Dublin n'a pas pu être déclenché, il reste néanmoins le fait d'une dérogation théorique ou système des ressources propres qui s'est révélée très dangereuse pour l'avenir de la Communauté.

En effet le but de la décision du 21 avril 1970 sur les ressources propres était d'éviter les con-

testations sur la teneur des contributions qui désormais n'appartenait plus aux Etats, et par conséquent, financer en pleine autonomie des politiques dont la justification n'était pas à rechercher dans la répartition des dépenses entre Etats membres mais bien plutôt dans la poursuite d'objectifs d'intérêt communautaire. Or contrairement au principe de l'autonomie des ressources propres, tout juste inscrit dans le traité cinq ans auparavant, il était désormais acquis que les versements d'un Etat membre au budget communautaire pouvaient faire l'objet de corrections en fonction de différents critères de richesse relative et surtout en fonction du PNB de cet Etat membre.

A peine institué, le système des ressources propres était battu en brèche ; car en admettant la possibilité d'y déroger on admettait implicitement sa faiblesse et par conséquent on justifiait en quelque sorte l'application d'un « juste retour » plus ou moins déguisé.

Si le Royaume-Uni n'avait pu bénéficier matériellement du mécanisme, il a néanmoins trouvé une base solide dans le principe qui avait été posé, c'est en effet sur cette fameuse « situation inacceptable » en termes comptables qu'il bâtit avec véhémence sa revendication en s'éloignant ainsi du principe légitime qui devait alimenter ses demandes pour leur donner un vrai caractère communautaire : les réformes structurelles et la maîtrise de la PAC dans le cadre de la convergence. Mais celles-ci occuperont une position marginale tout au long de la controverse et la convergence ne sera utilisée que comme « alibi » pour justifier la réduction comptable de ses contributions.

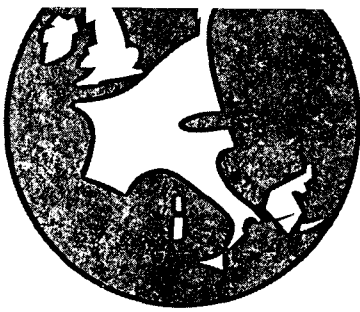
Si l'on examine soigneusement la demande britannique de réaliser une « broad balance » de ses contributions et recettes au budget communautaire ainsi que ses motivations, on constate que l'inspiration qui en est à la base est le « juste retour ».

En effet, sans jamais prononcer ce mot fatidique, le Royaume-Uni a recherché et recherche le même objectif, c'est-à-dire la suppression définitive de son déficit structurel au regard du budget communautaire qu'il considère comme injuste.

Or, si tout le monde était prêt à reconnaître l'existence du « problème anglais » et par conséquent à lui trouver un remède, les demandes britanniques ont dépassé le cadre communautaire d'une solution et ont provoqué un débat qui touche aux fondements mêmes de la Communauté, car revendiquer l'équilibre chiffré signifie méconnaître l'autonomie des ressources propres qui seraient désormais soumises à un mécanisme régulateur à posteriori au profit d'un seul Etat membre. La conséquence logique d'une telle conception de l'appartenance à la Communauté, c'est l'abandon de la construction de politiques communes obéissant à leur logique propre au profit d'un système assurant l'équilibre entre les ressources

(1) Règlement (CEE) n°1172 du 17 mai 1976, portant création d'un mécanisme financier (J.O. n°L 131 du 20.05.76).

(2) Il faut notamment que le produit matière brute par tête soit inférieur à 85 % de la moyenne communautaire et que le taux de croissance en volume du PNB par tête soit inférieur à 120 % du taux moyen dans la Communauté.



provenant de chaque Etat membre et les dépenses de la Communauté dans cet Etat.

Or, comme l'expliquait clairement Mme Scrivener devant le Parlement européen, lors des débats sur la convergence en novembre 1979 :... « les ressources du budget communautaire proviennent de taxes et non de contributions financières des Etats membres... à ces ressources « propres » et permanentes correspondent des dépenses dont le but est de financer des politiques communes librement décidées par les Etats membres, ceci bien entendu en application du Traité. Elles ne sont pas de ce fait, calculées en fonction des recettes qu'elles procurent à chacun de ces Etats. Cela, bien entendu, ne signifie pas qu'ils ne doivent pas en retirer des bénéfices équilibrés », mais, ajoutait le député, « les Etats membres ne sont pas fondés à remettre en cause, sous l'angle de la seule discussion budgétaire, des politiques à la définition desquelles ils ont librement participé ». Cette dernière affirmation était bien entendu adressée au Royaume-Uni, qui ne demandait pas seulement la création de politiques nouvelles mais la réduction des dépenses agricoles dans le sens d'un plafonnement, ce qui signifiait la destruction de la PAC, seule politique véritablement commune.

Il est clair en effet, qu'il existe une différence de nature entre l'approche qui consiste à proposer des économies de gestion et à pratiquer une politique des prix prudente c'est-à-dire une maîtrise des dépenses, et celle qui consiste à imposer un plafonnement à priori de ces mêmes dépenses dans le budget communautaire.

L'idée de plafonnement est incompatible avec le caractère illimité de la garantie apportée jusqu'ici par l'intervention communautaire et elle ne permet pas de développer de nouvelles organisations communes de marché. Enfin elle est contraire au caractère obligatoire des dépenses agricoles. Financièrement plafonnée, la PAC ne serait plus en mesure d'assurer le maintien du revenu des agriculteurs dans les conditions actuelles ; il faudrait alors recourir à des aides nationales qui créeraient des distorsions dans le domaine de la concurrence et donc remettraient en cause le principe de l'unité du marché. S'engager dans cette voie signifierait renationaliser progressivement la seule politique entièrement gérée par les Communautés.

Dans ce contexte, il faut bien se demander ce qu'il restait du thème de la convergence dans la revendication britannique, on était loin en effet des modifications constructives évoquées autrefois, et le « glissement » vers le calcul en termes purement budgétaires et comptables est évident.

naux, les politiques communes n'étant dès lors envisagées que sous ce seul angle.

La Commission ainsi que les Etats membres ont d'ailleurs toujours insisté d'emblée sur le principe fondamental selon lequel ni le cadre juridique de la Communauté ni les politiques communautaires ne devraient être remis en cause dans l'examen des solutions à apporter au problème :... « La Commission estime que les solutions à adopter doivent être non seulement des solutions communautaires, mais doivent avoir pour effet d'accroître la cohésion et la solidarité de la Communauté. Elles devraient tenir compte de deux principes de base. Premièrement, elles devraient respecter l'intégralité du système des ressources propres. Deuxièmement, elles ne devraient pas avoir pour objectif de mettre un Etat membre dans une position de « juste retour » en ce qui concerne le budget communautaire ». Quant aux Etats, leur approche à l'égard de la Communauté « ne devrait pas consister à calculer le coût ou l'avantage que comporte pour eux le budget communautaire, une telle approche conduit directement à la notion de « juste retour » qui compliquerait davantage la mise en œuvre de nouvelles politiques, si elles devaient être appréciées principalement en fonction de leur incidence sur la position financière des Etats membres ».

Mais si les principes étaient clairement réaffirmés, l'impact avec la réalité les aurait démentis.

2. Les étapes du conflit : de l'échec de Dublin au compromis du 30 mai 1980

Déjà lors des Conseils européens de novembre 1978 et de mars 1979, le premier ministre britannique de l'époque, James Callaghan, critiqua vivement le système budgétaire et même laissa entendre que la Grande-Bretagne pourrait se voir à un moment donné contrainte de plafonner sa contribution si aucune solution n'était trouvée. Il critiqua certains aspects de la politique européenne soulignant que la Grande-Bretagne ne cherchait pas pour autant à réviser les objectifs originaires des fondateurs de la Communauté, c'est-à-dire le renforcement des économies des Etats membres et la réduction des disparités régionales. Prévoyant la possibilité pour le Royaume-Uni de devenir le principal contribuable du budget européen et ayant remarqué que la faiblesse majeure du système dépendait du fait que plus de deux tiers du budget de la CEE étaient destinés à la politique de soutien des prix agricoles, M. Callaghan formula : trois suggestions qui auraient une importance vitale pour l'avenir de la Communauté :

- que la CEE soit plus ouverte aux importations agricoles venant de pays tiers ;
- la CEE utilise d'une manière plus appropriée

La conception en ces termes du juste retour est

mentation des « retours anglais, et, d'autre part, la reconnaissance du fait que « si des situations inacceptables devaient se présenter, l'existence même de la Communauté obligerait les institutions à trouver des solutions équitables », celles-ci étant « invitées à élaborer le plus tôt possible un mécanisme correcteur ».

A leur réunion au sommet à Dublin en mars 1975, les chefs de gouvernement ont posé les principes de ce mécanisme qui comporte à la charge du budget, une allocation en faveur d'un Etat membre qui se trouve dans une situation « économique particulière » et dont la contribution au financement des budgets communautaires est « inadéquate ».

Les conditions de mise en œuvre de cet instrument définies par le règlement adopté en mai 1976 (1) sont assez complexes et n'ont pu être réunies jusqu'à présent par aucun Etat. La situation économique « particulière » est mesurée par le rapport entre la richesse nationale et le taux moyen de croissance de la Communauté, qui indique s'il y a convergence des économies (2).

La charge non « adéquate » se mesure par la relation entre la contribution totale au budget (droits de douane, prélèvements agricoles et TVA) et la contribution qui aurait dû être versée si elle avait été calculée sur la base de la quote-part du PNB d'un Etat membre dans le PNB total de la Communauté. Si les conditions d'une situation économique inacceptable et d'une contribution non adéquate au financement du budget communautaire sont réunies, une allocation est versée à l'Etat concerné afin de compenser partiellement la contribution non adéquate ; l'allocation est limitée au montant de la contribution TVA ou aux transferts nets de l'Etat membre au budget, le montant retenu étant le plus faible des deux ; lorsque la balance des paiements de l'Etat membre présente un solde positif, l'ensemble du calcul ne porte que sur sa contribution TVA ; le montant total de l'allocation en faveur d'un ou de plusieurs Etats membres ne peut excéder 3 % du budget.

Si le mécanisme correcteur tel qu'il avait été conçu à Dublin n'a pas pu être déclenché, il reste néanmoins le fait d'une dérogation théorique ou système des ressources propres qui s'est révélée très dangereuse pour l'avenir de la Communauté.

En effet le but de la décision du 21 avril 1970 sur les ressources propres était d'éviter les con-

testations sur la teneur des contributions qui désormais n'appartenait plus aux Etats, et par conséquent, financer en pleine autonomie des politiques dont la justification n'était pas à rechercher dans la répartition des dépenses entre Etats membres mais bien plutôt dans la poursuite d'objectifs d'intérêt communautaire. Or contrairement au principe de l'autonomie des ressources propres, tout juste inscrit dans le traité cinq ans auparavant, il était désormais acquis que les versements d'un Etat membre au budget communautaire pouvaient faire l'objet de corrections en fonction de différents critères de richesse relative et surtout en fonction du PNB de cet Etat membre.

A peine institué, le système des ressources propres était battu en brèche ; car en admettant la possibilité d'y déroger on admettait implicitement sa faiblesse et par conséquent on justifiait en quelque sorte l'application d'un « juste retour » plus ou moins déguisé.

Si le Royaume-Uni n'avait pu bénéficier matériellement du mécanisme, il a néanmoins trouvé une base solide dans le principe qui avait été posé, c'est en effet sur cette fameuse « situation inacceptable » en termes comptables qu'il bâtit avec véhémence sa revendication en s'éloignant ainsi du principe légitime qui devait alimenter ses demandes pour leur donner un vrai caractère communautaire : les réformes structurelles et la maîtrise de la PAC dans le cadre de la convergence. Mais celles-ci occuperont une position marginale tout au long de la controverse et la convergence ne sera utilisée que comme « alibi » pour justifier la réduction comptable de ses contributions.

Si l'on examine soigneusement la demande britannique de réaliser une « broad balance » de ses contributions et recettes au budget communautaire ainsi que ses motivations, on constate que l'inspiration qui en est à la base est le « juste retour ».

En effet, sans jamais prononcer ce mot fatidique, le Royaume-Uni a recherché et recherche le même objectif, c'est-à-dire la suppression définitive de son déficit structurel au regard du budget communautaire qu'il considère comme injuste.

Or, si tout le monde était prêt à reconnaître l'existence du « problème anglais » et par conséquent à lui trouver un remède, les demandes britanniques ont dépassé le cadre communautaire d'une solution et ont provoqué un débat qui touche aux fondements mêmes de la Communauté, car revendiquer l'équilibre chiffré signifie méconnaître l'autonomie des ressources propres qui seraient désormais soumises à un mécanisme régulateur à posteriori au profit d'un seul Etat membre. La conséquence logique d'une telle conception de l'appartenance à la Communauté, c'est l'abandon de la construction de politiques communes obéissant à leur logique propre au profit d'un système assurant l'équilibre entre les ressources

(1) Règlement (CEE) n°1172 du 17 mai 1976, portant création d'un mécanisme financier (J.O. n°L 131 du 20.05.76).

(2) Il faut notamment que le produit matière brute par tête soit inférieur à 85 % de la moyenne communautaire et que le taux de croissance en volume du PNB par tête soit inférieur à 120 % du taux moyen dans la Communauté.



provenant de chaque Etat membre et les dépenses de la Communauté dans cet Etat.

Or, comme l'expliquait clairement Mme Scrivener devant le Parlement européen, lors des débats sur la convergence en novembre 1979 :... « les ressources du budget communautaire proviennent de taxes et non de contributions financières des Etats membres... à ces ressources « propres » et permanentes correspondent des dépenses dont le but est de financer des politiques communes librement décidées par les Etats membres, ceci bien entendu en application du Traité. Elles ne sont pas de ce fait, calculées en fonction des recettes qu'elles procurent à chacun de ces Etats. Cela, bien entendu, ne signifie pas qu'ils ne doivent pas en retirer des bénéfices équilibrés », mais, ajoutait le député, « les Etats membres ne sont pas fondés à remettre en cause, sous l'angle de la seule discussion budgétaire, des politiques à la définition desquelles ils ont librement participé ». Cette dernière affirmation était bien entendu adressée au Royaume-Uni, qui ne demandait pas seulement la création de politiques nouvelles mais la réduction des dépenses agricoles dans le sens d'un plafonnement, ce qui signifiait la destruction de la PAC, seule politique véritablement commune.

Il est clair en effet, qu'il existe une différence de nature entre l'approche qui consiste à proposer des économies de gestion et à pratiquer une politique des prix prudente c'est-à-dire une maîtrise des dépenses, et celle qui consiste à imposer un plafonnement à priori de ces mêmes dépenses dans le budget communautaire.

L'idée de plafonnement est incompatible avec le caractère illimité de la garantie apportée jusqu'ici par l'intervention communautaire et elle ne permet pas de développer de nouvelles organisations communes de marché. Enfin elle est contraire au caractère obligatoire des dépenses agricoles. Financièrement plafonnée, la PAC ne serait plus en mesure d'assurer le maintien du revenu des agriculteurs dans les conditions actuelles ; il faudrait alors recourir à des aides nationales qui créeraient des distorsions dans le domaine de la concurrence et donc remettraient en cause le principe de l'unité du marché. S'engager dans cette voie signifierait renationaliser progressivement la seule politique entièrement gérée par les Communautés.

Dans ce contexte, il faut bien se demander ce qu'il restait du thème de la convergence dans la revendication britannique, on était loin en effet des modifications constructives évoquées autrefois, et le « glissement » vers le calcul en termes purement budgétaires et comptables est évident.

La conception en ces termes du juste retour est en effet le contraire de la notion de convergence dans la mesure où son application vise, non pas à atteindre en commun un objectif communautaire, mais à satisfaire uniquement les intérêts natio-

naux, les politiques communes n'étant dès lors envisagées que sous ce seul angle.

La Commission ainsi que les Etats membres ont d'ailleurs toujours insisté d'emblée sur le principe fondamental selon lequel ni le cadre juridique de la Communauté ni les politiques communautaires ne devraient être remis en cause dans l'examen des solutions à apporter au problème :... « La Commission estime que les solutions à adopter doivent être non seulement des solutions communautaires, mais doivent avoir pour effet d'accroître la cohésion et la solidarité de la Communauté. Elles devraient tenir compte de deux principes de base. Premièrement, elles devraient respecter l'intégralité du système des ressources propres. Deuxièmement, elles ne devraient pas avoir pour objectif de mettre un Etat membre dans une position de « juste retour » en ce qui concerne le budget communautaire ». Quant aux Etats, leur approche à l'égard de la Communauté « ne devrait pas consister à calculer le coût ou l'avantage que comporte pour eux le budget communautaire, une telle approche conduit directement à la notion de « juste retour » qui compliquerait davantage la mise en œuvre de nouvelles politiques, si elles devaient être appréciées principalement en fonction de leur incidence sur la position financière des Etats membres ».

Mais si les principes étaient clairement réaffirmés, l'impact avec la réalité les aurait démentis.

2. Les étapes du conflit : de l'échec de Dublin au compromis du 30 mai 1980

Déjà lors des Conseils européens de novembre 1978 et de mars 1979, le premier ministre britannique de l'époque, James Callaghan, critiqua vivement le système budgétaire et même laissa entendre que la Grande-Bretagne pourrait se voir à un moment donné contrainte de plafonner sa contribution si aucune solution n'était trouvée. Il critiqua certains aspects de la politique européenne soulignant que la Grande-Bretagne ne cherchait pas pour autant à réviser les objectifs originaires des fondateurs de la Communauté, c'est-à-dire le renforcement des économies des Etats membres et la réduction des disparités régionales. Prévoyant la possibilité pour le Royaume-Uni de devenir le principal contribuable du budget européen et ayant remarqué que la faiblesse majeure du système dépendait du fait que plus de deux tiers du budget de la CEE étaient destinés à la politique de soutien des prix agricoles, M. Callaghan formula : trois suggestions qui auraient une importance vitale pour l'avenir de la Communauté :

- que la CEE soit plus ouverte aux importations agricoles venant de pays tiers ;
- la CEE utilise d'une manière plus appropriée les subventions à l'exportation ;
- les Etats membres révisent leur politique consistant à augmenter chaque année les prix d'intervention et cessent d'augmenter les prix de

soutien pour les produits qui sont déjà excédentaires.

Le premier ministre souligna à l'époque qu'il s'agissait d'un problème qui ne touchait pas son pays, mais qui exigeait une solution dans l'intérêt de la Communauté toute entière. Ces critiques de M. Callaghan ont trouvé, leur suite logique dans le gouvernement conservateur de Mme Thatcher qui a pris la relève dans des termes encore plus menaçants malgré une démarche initiale assez timide et apaisante. En effet le nouveau gouvernement n'a laissé aucun doute sur l'importance vitale qu'il attachait au problème budgétaire notamment en vue de l'expiration de la période transitoire qui limitait les effets financiers du système.

Le problème a été posé pour la première fois par le gouvernement conservateur au Conseil européen de Strasbourg en juin 1979, mais il a éclaté à Dublin au mois de novembre de la même année, lorsque les études effectuées par la Commission ont démontré qu'effectivement la charge qui incombait au Royaume-Uni était disproportionnée à la capacité réelle de contribution de ce pays.

La détermination et fermeté du premier ministre britannique d'obtenir une compensation intégrale et la réaction restrictive des huit partenaires ont conduit à l'échec du Conseil européen de Dublin, le problème a été renvoyé mais les bases pour une solution avaient néanmoins été posées par la Commission dans un document, qu'elle avait soumis à l'examen du Conseil. Dans ce document, la Commission envisageait deux possibilités pour alléger la contribution britannique: d'une part assouplir les règles du « mécanisme correcteur » en supprimant tout ou une partie des restrictions limitant son déclenchement (3) et d'autre part envisager des mesures spéciales, temporaires, ad hoc qui assureraient une participation accrue du Royaume-Uni à un certain nombre de politiques communautaires et qui élèveraient le faible niveau actuel des dépenses communautaires au Royaume-Uni. Mais si les huit étaient prêts à faire des concessions sur le premier volet, ils étaient beaucoup plus réticents pour ce qui est du deuxième à cause du danger qu'une telle proposition pouvait cacher. En effet si l'on considère les propositions de la Commission à cet égard, on pouvait parfaitement admettre l'idée de développer

des politiques communautaires qui étaient déjà comprises ou envisagées dans le budget, mais un problème pouvait se poser en ce qui concerne l'idée de dépenses temporaires ad hoc susceptibles de procurer un soutien financier destiné spécialement à la Grande Bretagne. Il aurait pu en effet être dangereux d'ajuster des politiques communautaires à la mesure de besoins nationaux à court terme, car cela pouvait signifier un appui inattendu au principe de « juste retour » au lieu de concevoir des politiques basées sur leurs propres mérites. Les recours à des dépenses ad hoc auraient dû être examinés très soigneusement et seulement accepté lorsqu'elles contribueraient à des objectifs communautaires (4).

Le Conseil Européen de Dublin avait jeté les bases pour une solution du Problème britannique même si l'intransigeance de Mme Thatcher de vouloir obtenir l'élimination totale de son déficit avait conduit à l'échec.

Le Conseil n'a donc pas pris de décisions importantes sur le problème; le communiqué final se bornant à indiquer que « les propositions de la Commission concernant l'adaptation du mécanisme financier pourraient constituer une base utile pour une solution ». La Commission était également invitée à examiner les possibilités d'augmenter la participation du Royaume-Uni aux dépenses communautaires et « de soumettre des propositions qui permettront au Conseil des ministres de poursuivre la recherche de solutions appropriées à arrêter lors de la prochaine réunion du Conseil européen ».

A. — Les propositions de la Commission ne visaient pas que la solution du problème « anglais »

Le 5 février 1980, la Commission a présenté une nouvelle étude sur la convergence et les questions budgétaires (COM (80) 50 final), qui formulait un certain nombre de recommandations.

— La commission insistait sur la nécessité de renforcer la politique des structures et la politique générale des investissements dans la Communauté et sur le fait que le taux d'augmentation des dépenses relatives à ces politiques devaient être, dans l'avenir plus important que le taux d'augmentation du budget communautaire global. Elle donnait la priorité à la nécessité de réduire les disparités régionales et nationales et d'améliorer

(3) La Commission proposait la première d'entre elles, celle qui supprime pratiquement toute compensation financière dans le cas où le Royaume-Uni a une balance de paiements excédentaire, ce qui grâce au pétrole de la mer du Nord se présente actuellement. Faire sauter ce « verrou » permettrait de ristourner 250 millions d'UCE aux britanniques. Pour ce qui est des deux autres conditions restrictives (voir p. 109) la Commission demandait au Conseil de définir dans quelle mesure elles pouvaient être supprimées. Si les trois conditions étaient éliminées la compensation financière en faveur du Royaume-Uni aurait été de 520 millions d'UCE pour l'exercice 1980.

(4) La Commission devait faire le point à ce sujet dans un document ultérieur: « les programmes (dans le cadre de l'action spéciale, temporaire et ad hoc), doivent être définis clairement et doivent répondre non seulement à l'objectif visant l'accroissement de la participation du Royaume-Uni dans les dépenses communautaires, mais aussi à l'intérêt communautaire général et à la nécessité de favoriser la convergence des économies » (Communication de la Commission au Conseil européen du 31 mars-1^{er} avril 1980, Doc. COM (80) 147 final).



fer les structures agricoles. Il résulte clairement de ces propositions le souci de la Commission de tenir compte de la position des Etats moins prospères, elle déclarera en effet par la suite dans un autre document (COM (80) 147) « qu'elle était disposée à examiner un règlement spécifique prévoyant l'octroi de ressources supplémentaires en vue du développement régional dans ces pays et l'amélioration du fonctionnement des politiques communautaires » ceci afin de s'assurer « que des solutions au problème immédiat (Royaume-Uni) ne sapent pas les politiques à plus long terme ».

Quant au problème auquel était confronté le Royaume-Uni, la Commission développait quelque peu ses propositions antérieures. En ce qui concerne les contributions, elle n'apportait pas d'éléments neufs, se contentant de réaffirmer qu'il conviendrait d'aménager les conditions de fonctionnement du mécanisme financier. En ce qui concerne les dépenses, la Commission développait ses vues au sujet de mesures spéciales, temporaires et « ad hoc » destinées à relever le niveau peu élevé des dépenses communautaires en faveur du Royaume-Uni. Elle suggérait qu'il aurait été préférable de recourir à un règlement spécial du Conseil sur la base de l'article 235 du Traité. Mais comme il était difficile, de considérer qu'au nom de la convergence, la Communauté puisse subventionner à fonds perdus n'importe quelle action britannique, la Commission recommandait que les dépenses s'inscrivent dans le cadre de programmes strictement définis compatibles avec les orientations structurelles de la Communauté.

Ces propositions formulées par la Commission allaient dans la bonne direction mais elles restaient assez vagues, ainsi elle ne fixait aucun chiffre global et laissait au Conseil européen le choix de trancher.

C'est en effet sur l'établissement de ces chiffres que le Conseil européen de Luxembourg échouera.

B. — L'échec du Conseil européen de Luxembourg du 27/28 avril 1980

Selon Mme Thatcher, le Royaume-Uni ne pouvait pas envisager de payer plus de 250 millions d'UCE par an et cela pendant cinq ans. Selon les calculs de la Commission, « la contribution nette » britannique au budget européen devait atteindre normalement 1 700 millions d'UCE en 1980. La demande de Mme Thatcher impliquait donc que les pays partenaires acceptent de supporter à la place du Royaume-Uni 1 450 millions d'UCE. Cette somme pouvait laisser présager un échec rapide des pourparlers mais il n'en a pas été ainsi car des propositions de plus en plus généreuses se succédèrent. La méthode de calcul préconisée par la France permettait d'atteindre une compensation très confortable. Les Néerlandais, après que Mme Thatcher eut refusé la formule française, présentèrent une offre plus intéressante encore.

Nouveau refus du Premier ministre britannique et nouvelle relance cette fois, de la part de M. Schmidt, appuyée par M. Giscard d'Estaing. La proposition de M. Schmidt sur laquelle le Conseil s'est longuement attardée, était en fait d'une nature différente de celles qui l'avaient précédée. Elle suggérait que, en 1980, la contribution nette britannique soit plafonnée à sa moyenne des années 1978 et 1979, soit 540 millions d'UCE.

Cela signifiait une compensation à supporter par les Huit de l'ordre de 1 200 millions d'UCE. Deux tiers de la quote-part qui auraient dû être normalement réglés par Londres auraient ainsi été pris en charge par les pays partenaires; mais, ajoutait le chancelier, cette compensation, trop lourde, ne jouerait que pour une année. Le Conseil européen donnerait aussi mandat à la Commission de Bruxelles pour étudier une nouvelle réglementation financière de la Communauté. Madame Thatcher rejeta la proposition de M. Schmidt.

M. Giscard d'Estaing, allant encore plus loin, suggéra alors qu'en 1981 une très forte compensation — plafonnée au montant accordée pour 1980 — soit encore consentie au Royaume-Uni. Les Huit auraient ainsi payé à la place de Londres 1 200 ou 1 300 millions d'UCE en 1980 comme en 1981, une nouvelle règle financière étant mise en œuvre par la suite.

Mais Mme Thatcher tout en estimant que la somme était « presque satisfaisante » l'a refusée parce qu'on ne la lui offrait que pour deux ans, alors qu'elle la voulait pour au moins trois ans. Dans ces conditions l'échec était inévitable.

Suite à l'échec, comme on pouvait s'y attendre, Mme Thatcher rejeta le compromis sur les prix agricoles approuvé par les ministres de l'agriculture durant la nuit précédente en maintenant le lien entre ce dernier et la question budgétaire. Dans ces conditions le blocage de la machine européenne nous rappelait le « bon vieux temps », mais encore une fois les Neuf n'étaient pas résignés à ouvrir une crise majeure, ils se sont donnés un ultime délai de trois semaines pour parvenir à régler le problème de la contribution britannique et ils y sont parvenus le 30 mai.

C. — Le compromis de Bruxelles du 30 mai 1980

Avec l'accord conclu le 30 mai à Bruxelles, les britanniques, conformément à ce qu'ils réclamaient avec persévérance depuis un an ont obtenu que leur contribution nette au budget européen soit considérablement réduite au cours des trois prochaines années. Les compensations qui leur étaient ainsi offertes étaient prises en charge par les autres Etats membres (5).

(5) En contre partie la réserve britannique sur l'accord agricole prévoyant une hausse moyenne des prix communs de 5 % était levée, ainsi que la réserve sur l'arrangement favorable aux thèses

L'accord précisait que le Royaume-Uni aurait reçu pour l'année 1980 le paiement d'un montant total de 1 175 MUCE, sur la base de l'estimation de la Commission selon laquelle la contribution nette du Royaume-Uni aurait été de 1 784 MUCE (6), c'est-à-dire que cette contribution nette aurait été réduite à 609 MUCE ($1\,784 - 1\,175 = 609$ MUCE).

Une partie des 1 175 MUCE aurait dû être à payer à l'aide du mécanisme financier adopté et le reste à payer au moyen des ressources supplémentaires afférentes à l'année 1980.

Pour ce qui concerne l'année 1981, la réduction accordée aurait été de 1 410 MUCE, ce qui donnait selon les prévisions de la Commission retenues par l'accord du 30 mai, une contribution effective britannique de 730 MUCE (7).

Si les prévisions de la Commission s'étaient sous-évaluées, autrement dit si la contribution nette britannique, avant compromis, dépassait ce qui avait été calculé (1 784 et 2 140 MUCE respectivement pour 1980 et 1981), la prise en charge de cette différence aurait été partagée entre le Royaume-Uni et les autres Etats membres selon les modalités précisées dans l'accord.

En définitive, la contribution britannique au budget communautaire aurait été réduite pour les années 1980 et 1981 d'un total égal à 2 585 MUCE.

Il s'agissait en fait d'une compensation du même ordre que celle proposée à Luxembourg par M. Giscard d'Estaing et refusée alors par Mme Thatcher.

La concession supplémentaire faite aux britanniques portent essentiellement sur la troisième année. A Luxembourg, les Français et les Alle-

mands s'étaient refusés à envisager une compensation importante au-delà de 1981. C'est une position qu'ils ont abandonnée.

Le texte de l'accord indique, que « pour 1982, la Communauté s'engage à résoudre le problème par des modifications structurelles (mandat confiés à la Cs, à remplir avant la fin du mois de juin 1981). Si cet objectif n'est pas atteint, la Commission présentera des propositions s'inspirant de la solution retenue pour 1980-1981 et le Conseil décidera en conséquence (paragraphe 7 de la déclaration). Or, s'il est vrai que l'engagement pris par les Neuf pour 1982 n'était pas chiffré, il était clair que si la Commission n'arrivait pas à trouver des solutions durables, on aurait opéré selon toute vraisemblance de la même façon qu'en 1980 ou 1981.

L'accord conclu le 30 mai revêt une importance capitale car il a mis terme à une situation qui était devenue intolérable mais il était faux de croire que maintenant tout était résolu.

3. Le danger potentiel issu du compromis : vers l'institutionnalisation du « juste retour » comptable ?

Les concessions financières faites aux Britanniques constituaient bien sûr une dérogation temporaire à certaines règles fondamentales de la Communauté mais l'ambiguïté du texte des conclusions aurait pu aussi faire penser que cette dérogation deviendrait la règle, à cause tout d'abord, de la tâche difficile et dans une certaine mesure contradictoire confiée à la Commission et ensuite à cause des tendances manifestées notamment par l'Allemagne au sujet de la révision des règles financières.

A. — Le paradoxe du mandat confié à la Commission

Le point 7 des conclusions du 30 mai est ainsi libellé : « pour 1982, la Communauté s'engage à résoudre le problème par des modifications structurelles (mandat confié à la Commission, à remplir avant la fin du mois de février 1981 : l'examen portera sur le développement des politiques communautaires sans mettre en question ni la responsabilité financière commune pour ces politiques qui sont financées par des ressources propres à la Communauté, ni les principes de base de la politique agricole commune. En tenant compte des situations et intérêts de tous les Etats membres, cet examen aura pour but d'éviter que des situations inacceptables se présentent de nouveau pour l'un quelconque d'entre eux ». Le mandat révélait à l'arrière plan le problème de l'incompatibilité contribution britannique-PAC. Pour résoudre ce problème il était nécessaire de parvenir à ce que le Royaume-Uni reçoive suffisamment par l'intermédiaire des politiques communautaires de manière à éviter de devoir renouveler des paiements forfaitaires. Mais deux conditions étaient posées :

— ne pas toucher aux principes de base de la PAC,

françaises, décrivant les nouvelles réglementations du marché du mouton.

(6) La contribution nette de 1 784 MUCE en 1980 résultait de la somme de deux évaluations :

a) prévision révisée 1980, MCM payés par Etats membres exportateurs (pour le compte des Etats membres importateurs) réimputés aux Etats membres importateurs : - 1 683 MUCE ;

b) incidence de mesures agricoles préparées par le Conseil, le 27 avril à Luxembourg et les 6 et 7 mai à Bruxelles : - 101 MUCE pour le Royaume-Uni.

(7) La contribution nette du Royaume-Uni en 1981 était schématiquement fixée comme suit :

Contribution nette 1981

= contribution 1980

+ supplément correspondant au taux d'accroissement du solde négatif avant correction : (solde 80 = 1 784 ; solde 81 = 2 140 ; taux d'accroissement 81/80 du solde : + 19,9 %).

D'où contribution nette 1981

= contribution 1980

+ 19,9 %

609 MUCE

+ 121 MUCE

730 MUCE



— rester dans la limite des ressources propres actuelles.

Or les termes du mandat révélaient une première ambiguïté qui ressortait de la proposition sous-jacente au mandat lui-même : il doit y avoir une relation raisonnable entre ce qu'un Etat apporte au budget CEE et ce qu'il en retire, surtout lorsqu'il s'agit d'un pays moins prospère. Or, dans cette proposition, l'idée de convergence et celle du « juste retour » budgétaire étaient inextricablement mêlées.

La deuxième ambiguïté résultait du fait que pour réaliser par « les biais des politiques communes un transfert au profit des Etats moins prospères en général et du Royaume-Uni en particulier, il aurait fallu accroître considérablement les fonds structurels. Or, si les ressources propres restaient plafonnées et que l'on ne touchait pas aux principes de base de la PAC, la part de celle-ci dans le budget n'aurait pas diminué ; par conséquent la part des Fonds structurels ne pouvait pas augmenter, elle aurait plutôt eu tendance à diminuer dans un budget lui-même plafonné.

Dans ces conditions trouver une solution c'était comme résoudre la quadrature du cercle.

Et si une solution n'était pas trouvée qu'en aurait-il été du problème à plus long terme de la convergence des économies ? Tout au long de cette étude on a essayé d'établir un lien entre le problème anglais et celui beaucoup plus large auquel la Communauté était confrontée et on a soutenu que la solution à envisager devait être trouvée dans le contexte beaucoup plus profond dont le problème britannique n'était qu'une manifestation flagrante.

La Commission aussi, comme on a eu l'occasion de le constater, n'avait pas oublié lorsqu'elle proposait les possibles solutions au problème anglais, d'attirer l'attention sur la nécessité de renforcer la politique des structures et la politique générale des investissements en vue de renforcer le potentiel économique des Etats les moins prospères.

Malgré cela, rien ou presque rien n'a été retenu par le Conseil européen de Bruxelles du thème de la convergence ne serait-ce que le point 7 de la communication qui demeurait très vague et laissait l'avenir incertain.

B. — Les suggestions du gouvernement allemand dans le sens d'une généralisation de la règle du « juste retour » budgétaire.

L'accord de Bruxelles pourrait passer dans l'histoire pour une raison très importante : celle d'avoir marqué le début d'une transformation profonde de la Communauté.

Lors du Conseil européen de Luxembourg du 27/28 avril, MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, fai-

saient valoir que les exigences du Royaume-Uni concernant la réduction de sa contribution nette au budget étaient incompatibles avec le fonctionnement normal des règles financières et expliquaient que celle-ci devraient être révisées. Autrement dit, qu'il aurait fallu envisager une solidarité financière plus limitée impliquant, comme corollaire à la réduction du déficit britannique, un « écrêtement » des bénéfices nets que l'Italie et les petits pays de la CEE tirent du budget européen ; c'était la généralisation du « juste retour » budgétaire.

Depuis lors les petits pays ont clamé leur ferme opposition à l'idée de modifier les règles financières en vigueur, faisant valoir que s'engager dans cette voie risquerait d'aboutir à une remise en question du Traité de Rome (il y a la peur aussi de voir leurs bénéfices réduits à zéro).

Les Français, par la suite, ne sont pas revenus à la charge et le nouveau gouvernement de gauche abordera le problème dans une optique différente, mais il n'en a pas été de même pour les Allemands. En effet, le 30 mai l'accord fut réalisé, il y eut en Allemagne fédérale une réaction très négative qui trouvait sa raison d'être dans la dimension de la contribution du pays en question retenue comme ayant dépassé les limites du raisonnable.

Le cabinet fédéral consacrait à ce problème une réunion le 4 juin 1980, à l'issue de laquelle un communiqué annonçait que les décisions du Conseil étaient acceptées, et insistait sur certains faits très importants pour l'évolution future de la Communauté. Le gouvernement fédéral mettait l'accent sur la nécessité de corriger par des ajustements structurels les causes des déséquilibres existants dans le budget des communautés. Il soulignait que la Commission propose des mesures efficaces visant à éliminer graduellement les excédents agricoles de manière à ce que l'augmentation des dépenses agricoles puisse être maintenue à un niveau inférieur à celui de l'augmentation des ressources propres de la CEE.

Mais le communiqué contenait un paragraphe dont le contenu se révélait assez explosif car il avançait l'hypothèse de « plafonner » les charges et les bénéfices budgétaires de chacun.

En voici le texte : « Le gouvernement fédéral part du principe selon lequel ces mesures (modification de la structure des dépenses) doivent aboutir à une répartition des charges dans la Communauté qui ne soient pas supportées uniquement par quelques Etats membres tandis que d'autres dont les conditions économiques ne sont pas plus mauvaises, recevraient des montants nets considérables de la Communauté. Dans ce contexte, il convient de poser et d'examiner la question de savoir s'il ne faudrait pas généraliser l'instauration d'un plafond applicable à un seul Etat membre et si un principe identique ne devrait pas être appliqué également à un seul Etat membre et si un

principe identique ne devrait pas être appliqué également aux Etats membres bénéficiaires nets ».

L'inquiétude allemande se justifierait ainsi par le fait que l'hypothèse avancée lui permettrait la mise en place d'un système permanent qui lui éviterait le risque de charges excessives, et imprévisibles, surtout suite à l'adhésion de nouveaux membres à bas revenus (et par conséquent, supposés bénéficiaires nets de fonds pour les politiques structurelles) et à forte composante agricole (ce qui conduirait presque inévitablement à une augmentation des dépenses de soutien des prix agricoles).

La note allemande, et ceci est très important, n'excluait pas a priori que le budget communautaire comporterait des transferts des ressources, elle repoussait seulement l'idée que les bénéficiaires de ces transferts soient des pays riches non moins riches que l'Allemagne.

Or, si on peut trouver des justifications objectives à la prise de position de l'Allemagne, il est incontestable que le « plafonnement » dont parlait le communiqué constituait une « remise en question » des principes de la responsabilité financière commune pour les politiques financées par les ressources propres.

Devait-on voir dans la formule avancée par la RFA l'amorce d'un nouveau dispositif financier fondé sur la règle du juste retour budgétaire ou l'interpréter plutôt comme une réaction visant à attirer l'attention des partenaires sur un problème dont ils ne semblaient pas mesurer la réelle portée ?

4. Le rapport de la commission au sujet du « mandat » et l'illusion de la relance

Le 24 juin 1981, la Commission a présenté le rapport qui lui avait été demandé au titre du mandat du 30 mai 1980.

Comme l'on s'y attendait, les propositions contenues dans le document dépassaient le cadre strict de la mission dessinée dans la formulation du mandat ; la Commission a en effet considéré qu'elle ne devait pas se limiter à indiquer les mesures qui permettraient d'éviter des déséquilibres excessifs dans les « contributions nettes » des Etats membres au budget communautaire car le seul aspect budgétaire ne donne qu'une idée partielle de la réalité communautaire européenne et ne peut, notamment fournir d'éléments d'appréciation sur les politiques qui n'ont pas d'impact ou qui n'ont qu'un impact trop limité sur le budget.

Ainsi, tout calcul purement budgétaire altérerait la signification profonde de la Communauté et l'équilibre comptable « contributions-recettes » ne réaliserait pas un équilibre véritable et durable entre les Etats membres.

La Commission a donc préféré indiquer les grands axes d'une relance globale et solidaire qui dessinent ce que le président G. Thorn a défini « la Communauté de la deuxième génération ».

A. — Le contenu du Rapport : qualités...

Dans son document, la Commission proposait de développer la Communauté à partir de l'acquis communautaire, principalement le PAC et le marché intérieur intégré.

En s'appuyant sur ces deux piliers, la Communauté devrait renforcer le SME, favoriser la production d'énergie en réduisant sa dépendance énergétique et inciter au développement des techniques de pointe et des industries qui les mettent en œuvre.

Pour pouvoir progresser sur la voie de ces politiques il était indispensable que la Communauté remette de l'ordre dans ses affaires budgétaires. Dans ce but, la Commission affirmait que l'effort majeur devait être supporté par la PAC.

Dans le cadre des trois principes fondamentaux de la Politique Agricole Commune (unité de marché, préférence communautaire et solidarité financière) qui demeurent essentiels, la Commission estimait que des adaptations étaient possibles et nécessaires.

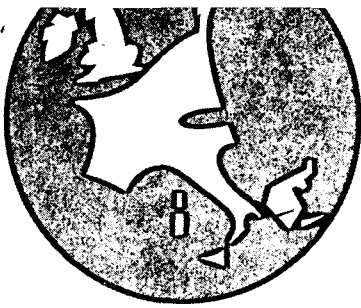
Il s'agissait notamment de mieux maîtriser les effets non souhaitables du fonctionnement des organisations de marchés liés au progrès de la productivité.

La Commission souhaitait que l'accent soit placé sur un rapprochement des prix de la Communauté vers les prix pratiqués dans les principaux pays concurrents (formule préférable à celle des prix « mondiaux » qui souvent n'a pas de signification économique véritable) et sur une hiérarchie des prix tendant à un meilleur équilibre de productions.

Les garanties offertes aux producteurs agricoles devraient être modulées en fonction d'objectifs communautaires de production ; ceux-ci devront intégrer les perspectives de développement des marchés ainsi que les degrés d'autosuffisance souhaités. Ils devront prendre en compte le volume des importations découlant des engagements extérieurs de la Communauté et son souci d'intervenir comme fournisseur structurel sur un marché mondial qui connaît des déficits durables pour un certain nombre de produits essentiels.

Lorsque ces objectifs de production seraient atteints, une participation financière des producteurs ou une limitation de la garantie d'intervention serait introduite.

La Communauté devrait pratiquer une politique active des structures répondant aux caractéristiques propres de chaque région agricole. Les



régions méditerranéennes recevront une attention particulière de la Commission qui proposera pour celles-ci des programmes communautaires à moyen terme intégrant des actions sur le revenu, le marché, les productions et les structures.

La Commission estimait que si ces orientations étaient retenues, leur application conduira à ce que les dépenses agricoles évoluent à l'avenir moins rapidement que les ressources propres à la Communauté. Cela permettra de dégager des ressources supplémentaires pour renforcer dans d'autres domaines la solidarité communautaire. La Commission soulignait en particulier que la réduction des déséquilibres régionaux restait un objectif prioritaire de la Communauté. A cette fin, le Fonds régional et le Fonds social devraient être renforcés.

En conclusion de son étude, la Commission faisait ressortir que le problème de la contribution britannique était lié pour partie au fait que le Royaume-Uni bénéficie beaucoup moins des interventions financières de la politique agricole commune que les autres Etats membres, en raison des caractéristiques particulières de son agriculture.

Affirmant que la solidarité communautaire impose d'introduire un correctif à cette situation inéquitable, la Commission évoquait une formule nouvelle de compensation, au profit du Royaume-Uni, du déficit budgétaire net de cet Etat membre. L'appréciation du déséquilibre aurait pu être obtenue en comparant d'un côté la part détenue par le Royaume-Uni, du déficit budgétaire net de cet Etat membre. L'appréciation du déséquilibre aurait pu être obtenue en comparant d'un côté la part détenue par le Royaume-Uni dans le produit national brut communautaire et, de l'autre côté, la part des interventions du FEOGA garantie au Royaume-Uni dans le montant total de cette même section du Fonds (8). Mais d'où proviendraient les ressources nécessaires à la compensation ? La solution envisagée par la Commission était celle d'un financement inscrit dans le budget, mais consciente du fait qu'une telle solution aurait entraîné le dépassement du plafond de 1 % avant que les Etats aient eu la possibilité de le déplacer ou supprimer, la Commission proposait que la charge revienne aux Etats membres qui bénéficient davantage de la PAC par rapport à leur partenaire britannique. Dans ce cas, il serait tenu compte des exigences de la solidarité nécessaire à l'égard des Pays les moins prospères.

(8) L'économie britannique représente environ les 17 % de l'économie communautaire tandis que le Royaume-Uni n'obtient que les 6 ou 7 % des dépenses du FEOGA/G ; d'un autre point de vue, la plupart des Etats membres reçoivent de retour du FEOGA/G un pourcentage important de ce qu'ils lui versent (de 70 % pour l'Allemagne à plus de 100 % pour d'autres Etats membres) tandis que le Royaume-Uni n'en obtient que 30 % environ.

Les mesures arrêtées en faveur du Royaume-Uni auraient dû être, au dire de la Commission, d'une durée limitée mais significative en raison du temps nécessaire pour que les effets des nouvelles orientations qu'elle proposait se fassent sentir. En outre, les Fonds mis à la disposition du Royaume-Uni auraient dû servir à financer des opérations conformes aux politiques communautaires et propres à renforcer la convergence des économies européennes.

B. — ... et défauts.

Le rapport de la Commission marque sans doute une étape importante dans l'histoire récente des Communautés car il représente une tentative sérieuse de sortir du carcan des termes du mandat du 30 mai 1980 en dessinant les traits d'une Communauté qui ne soit pas réduite à la pure gestion de l'« acquis » mais qui évolue sur la base d'une stratégie globale, d'un équilibre de substance et d'un dynamisme de l'intégration dans une optique d'expansion dans tous les secteurs.

Mais si telle est l'heureuse impression qui à première vue se dégage de la lecture du document, l'œil attentif découvre soudain que « l'intention n'est pas l'action » et que par conséquent le rapport de la Commission pour diverses raisons, constituait davantage une profession de foi qu'un plan d'action bien articulé et opérationnel.

En effet, tout en attirant l'attention sur certaines orientations générales précieuses en matière de relance et de restructuration des politiques communes, le rapport demeure trop général et ne contenait pas les propositions précises et directement opérationnelles qui devaient permettre de porter une appréciation exhaustive à son sujet.

A la limite, comme on a suggéré de plusieurs côtés, le document en question pouvait être interprété comme étant surtout un habillage rhétorique de ce qui n'était en substance qu'un compromis du type classique, dans lequel chaque gouvernement retrouvait, du moins en partie, ce qui l'intéressait. Un compromis qui, en réalité, n'avait rien à voir avec ce visage nouveau de la Communauté qu'on nous annonçait et qui serait la conséquence logique de la stratégie globale promise. Bien sûr, il fallait prendre acte des assertions de la Commission selon lesquelles elle se disait disposée et en mesure de présenter les propositions concrètes appropriées dans un bref délai, mais s'agissant d'un document très attendu et d'importance capitale l'on était en droit d'attendre quelques développements plus approfondis ainsi que de suggestions plus précises.

La Commission ne s'est pas clairement exprimée sur le problème déterminant de l'accroissement des ressources propres qu'elle n'évoquait qu'incidemment dans son étude. Elle estimait que l'activité communautaire ne pourrait être développée si, d'une manière artificielle, le budget communautaire était limité par le plafonnement au

niveau actuel de ses ressources et déclarait qu'elle prendrait les initiatives nécessaires pour surmonter cette contrainte mais tout ce qu'elle exposait dans la deuxième partie de son document était en fonction de l'acceptation du plafonnement. Une telle contrainte lui a été imposée par les termes même du mandat, toutefois on pouvait espérer, à la lumière de l'attitude très clairement exprimée à ce sujet dans le passé, que la Commission saisisse cette occasion pour faire valoir concrètement son point de vue. Ce type d'observations pourrait s'étendre à d'autres domaines mais ce qui doit retenir en particulier notre attention dans le contexte de cette analyse est le problème qui constitue le fil conducteur et la préoccupation primordiale sous-jacente du rapport: le problème de la contribution britannique.

Le risque d'aboutir à une situation bloquée était réel, il fallait par conséquent trouver une approche nouvelle et aborder la difficulté sous un autre angle; c'est ce que la Commission a essayé de faire.

Comment en effet restructurer et en même temps équilibrer, se maintenir à l'intérieur d'un plafond, ne rien changer aux principes de la PAC et tout ceci dans le cadre rigide d'un budget dont les composantes ne sont pas homogènes? La PAC, on lisait dans un éditorial de l'Agence Europe, comporte dans l'application de ses principes et de son mécanisme financier des «automatismes» qui échappent en partie à tout contrôle véritable. Les aléas de la nature ainsi que les réactions au niveau de la micro-économie, de la part des producteurs et des consommateurs, fait que, du point de vue budgétaire on peut parler d'orientations beaucoup plus que de prévisions valables et que l'évaluation des bénéfices ou des charges est très aléatoire. Les dépenses inscrites au budget pour d'autres politiques (structurelles notamment) sont en revanche déterminées en fonction de décisions politiques précises.

La conclusion à en tirer est celle que la Commission en a tirée au moins en partie, en proposant une compensation communautaire au correctif en faveur du Royaume-Uni, que l'on pourrait appeler une «péréquation interne» propre à la PAC en séparant par là le FEOGA Garantie de toutes les autres dépenses inscrites au budget.

La conséquence logique d'une telle façon de voir les choses, devait amener la Commission à affirmer qu'il y avait droit à compensation pour le Royaume-Uni uniquement en ce qui concerne la partie agricole du budget européen.

C'est là seulement, parce que les Britanniques ont une agriculture aux dimensions limitées et parce que la PAC est la seule vraie politique commune, qu'il existait un déséquilibre à atténuer.

La solution retenue en dernière analyse a été encore une fois le recours à un mécanisme correcteur prévoyant une compensation qui pourrait être

financée par les Etats membres que le Royaume-Uni, grâce à des abattements sur les sommes qu'ils reçoivent de la Communauté, abattements calculés à partir des versements de la Communauté qu'ils reçoivent au titre du FEOGA «Garantie».

Ainsi, après avoir refusé la notion de solde net, dans la partie «opérationnelle» de son rapport, la Commission suggérait en fait un mécanisme qui organisait en quelque sorte et justifiait la notion de juste retour budgétaire, à titre tout à fait exceptionnel et pour un seul Pays aujourd'hui, mais pour demain?

En définitive, le rapport de la Commission, compte tenu des réserves que l'on vient de formuler, a eu le mérite de suggérer d'une façon générale les lignes directrices susceptibles de mettre terme non seulement au contentieux agrobudgétaire, mais aussi de proposer des réformes profondes et une stratégie communautaire d'ensemble qui dépassant en quelque sorte le problème contingent de la contribution au budget se situait dans une vision d'équilibre plus complète et à long terme.

Pour ce qui a trait au passage du stade des propositions à celui des réalisations concrètes, la Commission rappelait dans ses conclusions que la relance de la construction communautaire demandait une décision de nature «politique» ce qui signifie que le mandat avait été interprété dans le sens large d'une relance dont elle avait esquissé les grandes lignes susceptibles de se concrétiser à l'aide de propositions plus précises qu'elle aurait formulées en qualité d'organe de proposition, mais dont la responsabilité décisionnelle aurait incombé au Conseil.

Les Etats membres auraient-ils suivi sur la voie de cette lancée, ou encore une fois les intérêts particuliers et chiffrés auraient-ils primé?

5. Le retour aux vieilles querelles: encore un compromis boiteux

Quelques mois après la publication du rapport, la doctrine de la Commission semblait réaliser des progrès considérables et la globalité des trois volets sur lesquels s'articulait son document, relance des politiques communes, révision de la PAC, corrections budgétaires provisoires, semblait être partagée en voie de principe par les Etats membres.

Afin que des décisions précises et opérationnelles puissent avoir lieu pour chacun des trois volets mentionnés, la Commission, fidèle à ses promesses, présentait un nombre considérable de communications indiquant la façon dont la relance des différentes politiques communes devrait se réaliser ainsi que les lignes directrices sur lesquelles bâtir la réforme de la PAC.



En revanche, le volet « corrections des déséquilibres budgétaires » ne faisait l'objet d'aucune proposition formelle de la part de la Commission qui estimait pouvoir le régler le moment venu et dans le contexte général esquissé, lorsqu'une tendance précise se serait dégagée au cours des réunions des différentes délégations étatiques.

C'est donc à partir de l'ensemble de ces documents et des travaux d'un groupe ad hoc à haut niveau des Dix que le Conseil européen de fin novembre 1981 aurait dû parvenir à un accord global sur les propositions de la Commission.

Mais si au début l'on avait des raisons d'être optimiste sur l'issue des négociations, au fur et à mesure que la date du rendez-vous approchait et que les discussions avaient lieu au sein du « groupe du mandat » (chargé de préparer pour les Dix les délibérations ministérielles) sur les sujets spécifiques, les failles n'ont pas tardé à venir à la surface.

A. — Les différentes orientations

Sur un plan général, la France et l'Italie se disaient orientées en faveur de la « globalité » préconisée par la Commission, mais une globalité concrète qui consisterait à définir le contenu de la Communauté future en désignant de façon précise les nouvelles politiques communes et en indiquant les révisions de celles qui existent.

A la lumière des objectifs ainsi retenus il aurait été possible de préciser l'évolution des dépenses sans exclure un dépassement du plafond actuel. Pour ce qui avait trait plus particulièrement à la réforme de la PAC, ces deux Pays estimaient que l'objectif ne devait pas être budgétaire : il fallait éliminer progressivement les excédents structurels, améliorer la gestion en utilisant au mieux les ressources disponibles et évaluer ensuite le coût de la Politique Agricole Commune ainsi assainie.

Les autres Etats membres semblaient partager sur le plan des principes, l'orientation franco-italienne en estimant toutefois qu'un objectif budgétaire devait être finalement retenu : les dépenses agricoles devraient augmenter moins que les dépenses communautaires totales.

L'Allemagne en particulier adoptait à ce sujet une attitude beaucoup plus restrictive ; pour elle, les dépenses communautaires auraient dû rester à l'intérieur de l'enveloppe actuelle et les politiques nouvelles devraient se réaliser grâce aux économies résultantes d'une réduction des dépenses agricoles.

Quant au thème plus spécifique de sa contribution au budget communautaire, la RFA exprimait sa ferme intention d'éviter de devoir payer chaque année davantage et insistait sur la nécessité de la mise en place d'un mécanisme permettant de plafonner à partir d'un certain seuil les contributions nationales.

L'Allemagne ne refusait pas en réalité d'être contributeur net à l'égard du budget mais demandait simplement que sa contribution ne soit pas illimitée. Une telle attitude qualifiée par certains de « minimaliste » était connue depuis juin 1980, elle représentait une réaction à l'égard de la presque institutionnalisation du rôle de vache à traire de l'Europe communautaire joué depuis quelques années par l'Allemagne et par conséquent une réaction apte à réaffirmer l'existence d'un problème allemand avec lequel tôt ou tard il aurait fallu compter.

Pour ce qui concerne le Royaume-Uni, son attitude était réservée mais avec toutefois une « ouverture » pour l'avenir. Ce pays était de l'avis d'un parallélisme entre le développement ou la révision des politiques communes d'une part et le meilleur équilibre des dépenses d'autre part était possible à la condition que son problème budgétaire particulier soit réglé.

Sur ce point, certains Etats membres, la France en tête, estimaient par contre qu'il serait erroné de prétendre à priori qu'il existe un « problème anglais ». L'opinion plus largement admise s'appuyait sur le fait qu'il fallait d'abord effectuer la restructuration dans le sens d'équilibrer les avantages que chacun peut tirer des politiques communes et ensuite évaluer s'il subsistait un déséquilibre inacceptable au détriment du Royaume-Uni dans la contribution aux dépenses communes.

Le Royaume-Uni refusait cette argumentation car il était de l'avis que, quelle que soit la dimension du processus de restructuration, pendant un certain temps son problème subsisterait et qu'il aurait fallu par conséquent définir des solutions qui tiennent aussi bien à la méthode qu'aux chiffres.

A ce sujet, la Commission semblait partager l'argumentation du Royaume-Uni, elle a en effet reconnu que le développement souhaité des nouvelles politiques communes et la révision des politiques existantes ne pourraient pas rétablir l'équilibre à court terme. Pour la Commission, l'objectif à moyen terme demeurait celui d'obtenir une situation plus équilibrée par le biais des politiques communes « réadaptées », mais à court terme un mécanisme financier de compensation, qu'on pourrait appeler « rerecorrecteur », était nécessaire.

La Commission renvoyait à la fin de l'année 81 la présentation des propositions plus précises sur le mécanisme envisagé mais entretemps elle transmettait au Conseil les derniers calculs disponibles ayant trait aux contributions nettes des Etats membres au budget communautaire, qu'elle considérait indispensable pour déterminer l'ampleur du problème anglais et pour définir le nouveau mécanisme compensatoire, sous réserve naturellement de la formule déjà connue qui consiste à affirmer que les chiffres ne constituent pas un critère valable pour évaluer les avantages

et les charges que les Etats tirent de leur appartenance à la Communauté.

Le tableau qui suit permet de confronter les soldes retenus le 30 mai aux résultats des calculs afférents à 1980 et 1981 rendus publics à la fin du mois d'octobre 1981.

346 millions d'ECUS au titre du budget 1980 ; 95 millions d'ECUS au titre du budget 1981. Pour respecter le niveau du déficit qui avait été prévu par les ministres, il aurait fallu réduire la compensation ; ou bien la compensation était maintenue telle quelle, et le déficit ne correspondait plus aux indications du Conseil.

TABLEAU 1 : Evolution des soldes prévue et constatée à différents moments

	B	DK	D	GR	F	IRL	I	L	NL	UK	TOTAL
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
I. Document de « référence »											
— 1979 (prévision)	338	224	-1 155		-322	365	754	251	72	-527	C
— 1980 (prévision)	538	283	-1 107		-120	436	871	292	359	-1 552	O
II. Réalisations 1979	395	380	-1 430		-78	545	534	215	288	-849	0
III. Chiffres du « 30 mai 1980 »											
— 1980	484	422	-1 192		15	535	808	287	425	-1 784	0
— 1981	600	560	-1 330		20	670	830	320	560	-2 140	0
IV. Calculs nouveaux											
— 1980	255	331	-1 540		423	644	735	232	441	-1 521	0
— 1980	388	302	-1 647	123	624	591	619	282	223	-1 505	0

Les nouveaux calculs, comme le montre le tableau ci-dessus, modifient assez sensiblement les prévisions précédentes qui ont déjà fait l'objet d'une analyse approfondie dans notre précédent thème ; en particulier, le déficit du Royaume-Uni se révèle moins lourd que prévu tandis que celui de l'Allemagne augmente ; l'actif de la France dépasse considérablement les prévisions tandis que celui de l'Italie est moins important que prévu. Pour ce qui concernait l'année 82, la Commission ne fournissait pas de chiffres précis à cause des possibilités d'erreurs que l'expérience récente venait de confirmer et des malentendus qu'ils auraient pu entraîner lors des négociations.

En effet, si l'on se réfère aux données du tableau ci-dessus on ne peut pas ignorer le problème découlant du fait que le déficit du Royaume-Uni en 1980 et en 1981 s'est révélé inférieur aux prévisions sur lesquelles le compromis du 30 mai avait été bâti.

L'accord du 30 mai était en effet basé sur deux éléments essentiels :

— la « compensation » que la CEE versait au Royaume-Uni pour réduire son déficit était de 1.175 millions d'ECUS au titre de 1980 et de 1.410 millions au titre de 1981, c'est-à-dire de 2.585 millions au total ;

— le déficit du Royaume-Uni était ramené à 609 millions d'ECUS au titre de 1980 et 730 au titre de 1981.

La diminution du déficit réel avait comme résultat que, si la compensation était maintenue telle que les ministres l'avaient établie le 30 mai 1980, le déficit du Royaume-Uni aurait été ramené à :

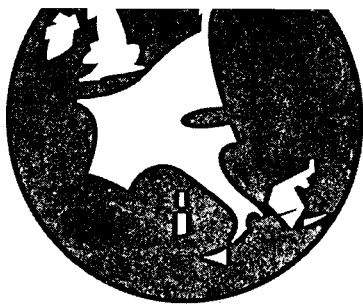
Le choix entre les deux possibilités dépendait du point de savoir lequel des deux aspects de l'accord du 30 Mai représentait le « point ferme » : le montant de la compensation, ou le volume du déficit. D'après le contexte politique dans lequel l'accord était intervenu, la première formule — considérer comme stable le montant de la compensation — semblait la plus exacte. Dans la négociation d'ensemble les éléments politiques auraient dû vraisemblablement primer sur les éléments juridiques.

Mais y aurait-il eu une négociation d'ensemble ?

B. — Le Conseil européen de Londres : un rendez-vous manqué

D'après l'évolution des discussions au sein du groupe du mandat et au niveau des délégations étatiques on percevait le sentiment que sous le couvert d'une globalité purement formelle ou verbale on ne visait qu'à régler la question budgétaire en ajoutant pour aider l'opération quelques coupes adroitement étudiées aux dépenses agricoles ; les résidus qui en résulteraient étant utilisés comme expédients purement dérisoires pour pallier un échec indiscutable.

Au point où en étaient les discussions vers la moitié du mois de novembre, l'état de négociations n'était pas encore définitivement compromis mais l'importance que certaines délégations accordaient aux « problèmes comptables » en passant en second ordre la conception selon laquelle ces problèmes auraient dû être réglés principalement dans le cadre d'ensemble des trois volets du mandat était prémonitoire. Tous les gouvernements se déclaraient en effet contraires au principe du juste



retour budgétaire mais la convergence semblait s'arrêter là.

Le Royaume-Uni réclamait un mécanisme permanent de compensation applicable à tous les Etats membres qui se trouveraient dans une situation inacceptable.

La plupart des partenaires se disaient disposés à reconnaître au Royaume-Uni une « compensation », mais temporaire (trois ans au maximum), dégressive et d'un montant relativement limité. Quant aux autres potentiels bénéficiaires d'éventuelles compensations, selon certains celles-ci auraient dû être une exclusivité des pays « moins prospères », tandis que pour d'autres, des situations inacceptables nécessitant un correctif auraient pu se produire aussi au détriment des Etats dit « riches ».

C'est donc dans cet état d'esprit que l'on se préparait au sommet de Londres (27 novembre 1981) considéré comme décisif.

L'objectif du Conseil Européen de Londres était de trouver un accord global sur les thèmes ouverts par le rapport de la Commission et d'éviter de réduire la négociation à une « opération comptable » qui risquait d'en compromettre l'issue favorable.

Or, c'est encore une fois le budget et plus précisément le mécanisme devant assurer au Royaume-Uni l'équilibre contributions-recettes qui a fait l'objet des divergences que les gouvernements n'ont pas réussi à surmonter.

La présidence assurée dans cette période par le Royaume-Uni proposait un mécanisme correcteur devenant opératif à partir du budget 82 et susceptible de révision après sept ans.

Cet arrangement aurait dû éviter l'apparition de « situations inacceptables » en tenant compte non seulement des facteurs pris en considération par le « premier » mécanisme correcteur, mais aussi de la répartition des dépenses (notamment celles du FEOGA Garantie); il aurait dû être fondé sur des critères objectifs afin d'éviter des négociations annuelles et tenir compte de la prospérité relative des Etats membres ainsi que du progrès réalisé dans la voie d'un majeur équilibre des politiques communautaires; il aurait en outre dû considérer le volume des contributions nettes des Etats membres afin de déterminer si la charge qu'ils supportent se révélant disproportionnée nécessiterait un allègement.

Il est clair que si cette proposition tendait à assumer une portée générale dans le sens qu'elle n'excluait personne, elle visait essentiellement le problème britannique.

La France suivie par la majorité des autres partenaires se disait disposée à reconnaître la néces-

sité d'une action en faveur du Royaume-Uni par laquelle certains montants lui seraient versés (sur le budget communautaire), mais une action tout à fait exceptionnelle et de courte durée.

La Commission, quant à elle proposait un compromis par lequel le mécanisme compensatoire actuel serait prorogé pour une durée spécifique, sans affecter le système financier de la Communauté; le montant de la compensation aurait dû être fixé d'année en année, sur la base d'un indicateur objectif, le coût de cette compensation étant réparti en tenant compte de la solidarité communautaire en faveur des pays moins prospères et en prenant en considération le problème budgétaire spécifique de l'Allemagne. Sur ce dernier point, la Commission avait le sentiment que la forte augmentation de la contribution de ce pays aux dépenses communes découlait du fait que la RFA a pris en charge les 40 % de la réduction de la « facture britannique » en 1980 et 1981; il aurait donc suffi pour le moment, de corriger partiellement cet élément pour réaliser une situation plus équitable.

C'est sur cet échange de propositions et contre-propositions que la réunion au sommet s'est achevée, les négociations ont été reprises par la suite mais encore pour quatre mois le problème de la contribution britannique devait rester ouvert dans toute sa portée.

Les points de désaccord avaient trait à la durée de la compensation, à sa dégressivité et aussi à son montant.

Pour ce qui avait trait aux deux premiers points de divergence on observera que la plupart des Etats membres estimaient que la compensation financière en faveur du Royaume-Uni devrait s'étendre sur une période limitée et diminuer progressivement d'année en année en vertu du caractère exceptionnel et dérogatoire aux règles communautaires qu'elle représentait.

Ils estimaient en effet que le développement bénéfique des politiques communes et la réorientation progressive du commerce britannique en direction de la Communauté auraient dû en eux-mêmes réduire l'importance des versements nets britanniques au budget.

Le Royaume-Uni, de son côté, répondait que la dégressivité ne devait pas être automatique mais qu'elle devrait être déterminée en fonction des résultats atteints, c'est-à-dire de la diminution de ses versements. En d'autres termes, les Britanniques établissaient un lien direct entre l'éventuelle dégressivité et la diminution spontanée, par le jeu des politiques communes, de leur contribution nette au budget communautaire; c'est uniquement dans la mesure où, grâce à l'évolution imprimée aux politiques communes, leur situation s'améliorerait qu'ils auraient pu accepter que le montant de la compensation diminue.

Pour ce qui concerne le troisième point, c'est-à-dire la « quantification » chacun se gardait bien de parler de chiffres précis mais là aussi des divergences importantes existaient (9).

Le montant de la compensation devait être basé sur l'utilisation d'un indicateur objectif et sur la base du niveau de compensation convenu et des méthodes de calcul et du calendrier de paiement adopté. L'indicateur objectif devait être basé sur la différence entre la part du Royaume-Uni dans le produit intérieur brut de la Communauté (calculé sur une moyenne de plusieurs années et en y ajoutant, le cas échéant des clauses visant à prévenir des variations erratiques) et la part du Royaume-Uni dans les paiements au budget pendant l'année en question (10).

(9) Ces divergences se sont encore plus accentuées suite aux derniers calculs de la Commission qui ont montrés que la contribution britannique au budget communautaire pour les années 80 et 81 s'est révélée inférieure aux chiffres déjà ajustés au mois d'octobre 81 qui figuraient dans le tableau n°1.

Selon des dernières estimations la contribution nette du Royaume-Uni au titre du budget 1980 a été de 1 507 millions d'ECUS et la Communauté en a couvert 1 175 millions; au titre du budget 1981, la contribution nette du Royaume-Uni a été de 1 376 millions et la Communauté en a couvert 1 410.

On a parlé dernièrement de cadeau de la part des « Neuf » aux Britanniques; le tableau ci-dessous se passe de tout commentaire.

	(en mio ECU)	
	1980	1981
1. prévision déficit (30 mai 1980)	1 784	2 140
2. Remboursement	1 175	1 410
3. Déficit réel	1 507	1 376
4. Prévision déficit après remboursement (1-2)	609	730
5. Solde réel après remboursement (3-2)	- 332	+ 34
6. « Erreur » en faveur de la Grande-Bretagne (4-5)	277	764
	1 041	

(10) Pour une meilleure compréhension du problème, voici un exemple significatif représenté par la solution qui va être sous le nom de « compromis Tindemans-Thorn » présentée au mois d'avril 1982 :

1. La Communauté accordera au Royaume-Uni une compensation durant 5 années, à compter de 1982.

2. Le montant de base de cette compensation est fixé à un niveau uniforme pour 1982, 1983, 1984 de x millions d'ECUS. Ce montant représente y % de l'indicateur objectif pour 1981. Si ce rapport entre la compensation et l'indicateur objectif varie en 1982, 1983, 1984 de plus de 10 % une correction sera apportée sur base d'une proposition de la Commission, à partir de laquelle le Conseil prendra une décision à la majorité qualifiée.

3. Une correction supplémentaire est introduite si la quote-part TVA du Royaume-Uni est supérieure à sa quote-part PIB. Cette compensation représentera z % de cet écart.

4. Le montant de la compensation pour 1985 et 1986 sera arrêté à l'unanimité par le Conseil, sur proposition de la Commission avant la fin de 1984 ».

Les « points fermes » du compromis étaient donc, les suivants :

— la compensation au Royaume-Uni aurait une durée de 5 ans
— pendant les trois premières années, il n'y aurait pas de dégressivité (car le niveau de la compensation serait « uniforme »), mais la possibilité des corrections, selon l'évolution

des dépenses communautaires et de la situation économique au Royaume-Uni.

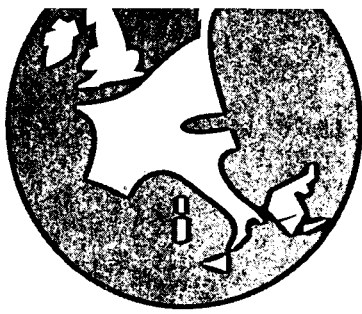
— rien n'était décidé pour les deux dernières années de la période de 5 ans, car la compensation devait être définie à nouveau par le Conseil à l'unanimité.

La possibilité de corrections, indiquées aux points 2 et 3 du compromis, visait surtout à éviter que se répète la situation de 1980 et de 1981, lorsque la compensation avait été fixée en chiffres absolus, en vue de compenser en partie une contribution nette du Royaume-Uni qui, en réalité, a été sensiblement inférieure.

Les éléments fondamentaux du budget et de la contribution britannique, nécessaires pour la bonne compréhension du compromis, étaient les suivants :

— en 1981, le Royaume-Uni a contribué aux dépenses communes dans la proportion de 21,5 % du total (3 429 millions d'ECUS), et elle a obtenu des financements de la CEE (11,8 %), à savoir, 8,6 %, représente l'« indicateur objectif » dont il était question au point 2 du compromis. Son montant pour 1981 était de 1 317 millions d'ECUS. La compensation devait correspondre à un certain pourcentage de cet indicateur, pourcentage qui restait à négocier.

Cette nouvelle solution a été possible grâce à l'utilisation des termes du compromis du 30 mai



1980 qui laissait la possibilité de prolonger l'application de la décision elle-même pour une troisième année. Une telle éventualité a été envisagée par la Commission au début du mois de mai 82 lorsque la distance entre la position des « Neuf » et celle du Royaume-Uni est apparue trop importante pour qu'une formule durable telle que celle « Tindemans-Thorn » ait pu être appliquée.

La compensation accordée aux Britanniques a été établie à 850 millions d'ECUS en partant de l'hypothèse d'une contribution nette estimée à 1.530 mio ECUS en 1982; dans le cas où cette hypothèse s'avérerait inexacte, les ajustements éventuels seront pris en considération pour l'établissement de la solution ultérieure à plus long terme (11).

L'Allemagne, quant à elle, contribuera à la « compensation » dans la proportion de la moitié de ce que serait sa part en appliquant les règles budgétaires; la partie ainsi retirée de la contribution allemande sera répartie entre les autres Etats membres.

Voici le texte de l'accord :

« 1. Sur la base de l'estimation de la Commission (concernant la « contribution nette » du Royaume-Uni, à savoir 1.530 millions d'ECUS), la compensation en faveur du Royaume-Uni pour 1982 est fixée à 850 millions d'ECUS (net).

2. Les corrections à effectuer au regard des données réelles, pour les années 1980 et 1981, seront prises en compte lors de la négociation sur la solution ultérieure.

3. A ce moment, les ajustements à effectuer pour le cas où la base pour 1982 visée au point 1 s'avère inférieure au chiffre réel, s'effectueront selon les propositions présentées par la Commission le 16 mai 1982 (12). A la même occasion, il y

(11) Les ministres ont renoncé pour le moment à la formulation d'une série de dispositions relatives au risque que la contribution britannique s'avère, en fait, supérieure ou inférieure au chiffre retenu. Le Royaume-Uni n'aurait pas la garantie d'une compensation supplémentaire si sa contribution nette était plus élevée, mais les autres Etats membres renoncent à réduire la compensation si cette contribution s'avérait inférieure.

Le « trop perçu » dans le passé et les variantes éventuelles dans la contribution nette effective du Royaume-Uni en 1982 seraient pris en considération lors de l'élaboration de la formule définitive pour les années suivantes.

(12) Le texte présenté aux ministres des Affaires étrangères réunis à Luxembourg précisait :

« Si la contribution nette constatée pour 1982 dépasse 1 530 m d'écus, la charge additionnelle sera répartie de la manière suivante :

— augmentation de 1 530 à 1 580 entièrement à la charge du Royaume-Uni;

— augmentation de 1 580 à 1 730; 50 % à charge du Royaume-Uni et 50 % à charge des neuf autres Etats membres;

aura lieu de calculer de même manière les ajustements à prévoir pour le cas où la base visée au point 2 s'avère supérieure au chiffre réel.

4. L'incidence sur le budget communautaire 1983 du présent accord concernant la compensation en faveur du R.U. pour 1982 sera limitée au montant correspondant à la compensation nette visée au point 1. Les éventuelles corrections figureront au budget de 1984.

5. Les Ministres confirment la conclusion qu'ils ont arrêtée provisoirement le 15 janvier 1982 et qui est ainsi conçue : « Les versements compensatoires doivent être inscrits au budget. Les dispositions à retenir devront respecter les principes de la solidarité que la Communauté entend appliquer à l'égard de ses membres les moins prospères et prendre en compte d'une manière adéquate le problème de la contribution allemande. La compensation en faveur du Royaume-Uni ne doit affecter que faiblement la charge à supporter par l'Allemagne ».

Les Ministres — tout en marquant leur accord sur les principes contenus dans ce texte — ont noté que la rédaction actuelle n'était pas acceptable pour toutes les délégations. En ce qui concerne la contribution allemande, les Ministres sont convenus que pour la solution 1982 l'Allemagne ne supporterait qu'une charge correspondant à 50 % de sa contribution budgétaire normale à la compensation en faveur du Royaume-Uni.

6. Les Ministres s'engagent à prendre une décision avant la fin du mois de novembre 1982 sur la solution ultérieure ».

Ce compromis boiteux favorisé entre autres par le soutien des partenaires manifesté à l'égard des Britanniques dans la crise des Malouines et en même temps par le non respect de la règle de l'unanimité dans l'adoption des prix agricoles, représente encore une fois une « non solution » et nous montre la toute puissance de la « loi » d'un juste retour comptable qui semble devenue l'élément fondamental des relations inter-étatiques dans le cadre communautaire. Comment en effet nier l'existence d'une règle dont la prétendue application arrive à monopoliser les débats chaque fois que les arrangements dont elle fait l'objet viennent à échéance ?

Cette année, malgré l'apparente innovation apportée par le rapport de la Commission, on s'est trouvé en présence de la même situation qui a caractérisé l'année 1980 et aujourd'hui comme autrefois on a assisté à la répétition des mêmes

— au-delà de 1 730, 25 % à charge du Royaume-Uni et 75 % à charge des autres Etats membres.

actes d'une pièce dont la mise en scène est devenue désormais habituelle.

Un compromis qui a tenu compte des exigences chiffrées des uns et des autres a été encore une fois possible, cela en vertu d'une incapacité décisionnelle (13) qui devient étrangement synonyme d'élasticité mais une élasticité qui revêt une connotation négative si on la considère à la lumière des progrès réalisés par la Communauté dans les dernières années.

Au début de notre analyse on a essayé de séparer une notion rigide et une notion beaucoup plus souple du juste retour dans la tentative de montrer les inconvénients et les risques de blocage liés à la première et le potentiel positif de la deuxième.

On a aussi rappelé à maintes reprises l'incompatibilité du juste retour comptable avec l'appartenance à une communauté qui visait une intégration très poussée entre ses membres; mais il semble bien qu'il faille se rendre à l'évidence.

La pratique des remboursements semble en effet devenir la règle et bientôt la liste des bénéficiaires pourrait s'allonger: le Royaume Uni sera remboursé par tous les autres, puis l'Allemagne parce qu'elle a contribué à rembourser le Royaume-Uni, puis l'Italie parce qu'elle a contribué à rembourser l'Allemagne et ainsi de suite...

Dans ces conditions, le choix devrait être fait entre deux types d'Europe qui dépendra en quelque sorte de l'adoption de deux notions de « juste retour », celle dite « classique », qui trouve sa base dans les calculs budgétaires et celle que l'on pourrait appeler « élargie », qui traduit l'idée selon laquelle « ce qui est bien pour la cité est bien pour chacun de ses citoyens ».

Or, si les Etats se prononcent pour la première on se trouvera face à une Europe dans laquelle certains Etats y bénéficieraient d'un statut particulier assorti de nombreuses dérogations plus ou moins compatibles avec les Traités ce qui amènerait à vider l'organisation européenne de son vrai contenu en la transformant selon les possibles variations en une Europe à deux vitesses, à deux étages, à géométrie variable, à la carte, etc.

Si au contraire les Etats acceptent de négocier une nouvelle Europe en tenant compte de la notion de « juste retour » « élargie » le résultat sera

totallement différent. Celle-ci implique, en effet, la correction durable et dans l'intérêt de tous des distorsions causées par le mauvais fonctionnement de certains mécanismes sans pour autant remettre en cause les principes qui régissent la Communauté. Pour cela, il n'est pas besoin de modifier le traité, ce qu'il faudrait faire c'est de l'appliquer dans sa globalité et compte tenu de ses finalités, qui sont explicitement énoncées dans le préambule.

« On touche ici », comme le déclarait M. Ruffolo devant le Parlement européen, « la cause profonde de la crise qui menace la Communauté: son incapacité d'opérer la transition entre ce qui a été défini, la phase d'intégration négative (abolition d'entraves aux mouvements des capitaux, main d'œuvre et produits) à l'intégration positive (adoption solidaire d'objectifs économiques et sociaux), de passer de la formule originelle du Marché commun (un cocktail de laissez-faire et de protectionnisme agricole) à une politique rationnelle qui permette de faire face aux graves problèmes du chômage, des déséquilibres régionaux, du déficit énergétique ».

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Tout au long de notre étude nous avons essayé d'examiner les différents aspects que la notion de juste retour peut englober et surtout nous avons tenté de dissiper le malentendu qui est à la base de son interprétation en distinguant l'aspect comptable, de la notion beaucoup plus large dont le premier n'en constitue qu'un élément.

Le lien établi entre les problèmes budgétaires et celui de la convergence des économies et leur solution entraînent une revendication qui s'inspire des deux conceptions de juste retour dont nous avons parlé.

Or, si l'objectif de la convergence constitue la base qui permettra d'atteindre un plus haut degré d'intégration, comment pourrait-on condamner la demande d'un plus « juste retour », qui en quelque sorte s'en inspire ?

Dans ce contexte, la notion de « juste retour » non seulement n'est pas à rejeter, mais elle peut constituer au contraire un élément apte à renforcer la solidarité et la cohésion de la Communauté.

Si on se livre pour un instant à réflexion de caractère sociologique on peut affirmer qu'elle constitue un principe de justice et d'équité qui est à la base de la cohésion de toute collectivité d'individus, de groupes, de peuples. En effet, l'existence même d'une société ou d'une communauté est l'expression d'une nécessité qui trouve sa justification dans les avantages accrus qu'elle apporte aux membres qui en font partie par la mise en commun d'efforts dont la portée serait

(13) Le non respect de la règle de l'unanimité dans l'adoption des prix agricoles doit être considéré encore pour le moment comme une exception et le concept de « capacité décisionnelle » doit être considéré dans un contexte beaucoup plus large.



plus limitée s'ils étaient conduits isolément. Dans ces conditions il est tout à fait plausible que chacun exige de la société, voir de la Communauté dont il fait partie des avantages susceptibles de compenser son apport. Si cela n'était pas le cas, l'intérêt de son appartenance serait réduit à néant et il serait porté à se révolter dans un premier temps et à s'isoler ensuite. Mais comment évaluer les avantages ou les inconvénients de cette appartenance ? On touche ici le problème central c'est-à-dire la condition préalable qui est à la base de la justification du « juste retour », à savoir la prise en considération « globale » des avantages et des désavantages, des bénéfices et des charges, de quelque nature qu'ils soient, matériels ou immatériels, chiffrables ou non chiffrables.

C'est dans cette vision globale que le « juste retour » trouve sa justification même dans une organisation telle que la Communauté européenne et peut constituer un droit pour les Etats membres d'exiger des modifications susceptibles de rétablir un meilleur équilibre qui profiterait à la Communauté toute entière. Cette conception du « juste retour » justifie par conséquent et même exige la pratique d'un certain transfert des ressources dans le cadre communautaire par le biais d'une restructuration du budget qui devrait permettre aux Etats à économie faible de s'intégrer harmonieusement dans la Communauté (14).

N'est-il pas licite que les Etats qui se sentent lésés demandent une meilleure redistribution des ressources pour que leur apport à la Communauté soit mieux compensé ? Comment pourrait-on atteindre un degré d'intégration acceptable sans que les disparités entre les Etats membres soient graduellement réduites ?

En définitive nous croyons pouvoir affirmer que l'appartenance aux Communautés comporte bien un droit de « juste retour » mais uniquement dans le cadre d'une évaluation globale comprenant la totalité des relations économiques, sociales et politiques.

En revanche le « juste retour » ne se justifie pas lorsqu'on prétend l'appliquer à un seul aspect des relations entre partenaires ou à un seul élément « quantifiable » de ces mêmes relations. Il s'agit dans ce cas du problème qui a retenu notre attention dans la plus grande partie de notre analyse à savoir la controverse qui a trouvé son origine dans les calculs purement budgétaires.

Le cas d'Euratom où l'exigence de ce type de « juste retour » est responsable de la crise, prouve à quel point ses effets peuvent être dommageables au succès de l'intégration européenne.

D'une façon générale la revendication du « juste retour quantifié » contredit le principe même de la construction européenne.

Tandis que la Communauté tend à fondre les marchés en un seul ensemble, cette revendication tend à diviser la Communauté en dix économies distinctes. Alors que les politiques communautaires cherchent à dépasser les oppositions d'intérêt en les surmontant, l'exigence de ce « juste retour » provoque l'accumulation des pressions nationales risquant de réduire les politiques communes au plus petit dénominateur commun aux Neuf (la demande de plafonnement des dépenses consacrées à la PAC en est l'exemple). Tandis que l'intégration vise à doter l'Europe d'une autorité unique, la politique conduite dans l'optique du « juste retour » comptable souligne l'inexistence de la solidarité européenne et l'incapacité des Européens à combler le vide politique de l'organisation conséquence de leurs dissensions. Alors que des négociations fondées sur le principe de concessions réciproques renforcent la Communauté, les négociations fondées sur le principe de « juste retour quantifié » accentuent les tendances centrifuges, encouragent le chantage à la rupture et les mesures de rétorsion.

La revendication fondée sur une telle conception du « juste retour », est un facteur de désintégration ; elle tend à vider la Communauté de sa substance. Pour toutes ces raisons, les Etats n'ont pas hésité à récuser une telle notion lorsque l'un d'entre eux y a fait explicitement référence. Mais cette condamnation théorique n'entraîne pas renonciation de cette politique qui au contraire est toujours sous-jacente dans l'esprit des négociateurs lorsqu'il s'agit de prendre des décisions importantes. Quelles sont les causes d'une telle attitude ? La première est d'ordre budgétaire. Les gouvernements rechignent à l'idée d'avoir à verser des sommes toujours plus importantes qui alourdissent le poids de leurs dépenses (l'attitude tenue à l'égard de l'accroissement des ressources propres est à ce propos significative).

Cette façon de voir les choses est déterminée par une préoccupation de popularité, en effet si accroître l'impôt est toujours un acte politiquement désagréable l'accroître pour payer les frais du voisin c'est courir au suicide électoral. En définitive l'idée de base est que l'argent ne peut être dépensé pour l'Europe que s'il rapporte visiblement.

En deuxième lieu la préoccupation du « juste retour » comptable traduit la pression des groupes sociaux... aucun groupe, dans aucune nation, n'acceptera d'être sacrifié, si peu que ce soit, sur

(14) Naturellement les avantages tirés suite à ces transformations ne doivent pas être estimés sur des périodes de temps trop courtes. L'action de la Communauté ne peut apporter des avantages que progressivement, c'est donc sur une période d'une certaine durée, couvrant au minimum plusieurs années, qu'il faut juger le processus de compensation qui vient d'être mentionné.

l'autel de l'intégration sans être assuré que ses « arrières » sont solidement garantis, il est exclu qu'il supporte seul tous les frais de l'opération et sûr qu'il bénéficiera par la suite d'un « juste retour » des choses. Or cette assurance, contre les possibles abus du pouvoir du super Etat en formation, ce sont les autorités nationales qui la fournissent » (15).

La dernière cause est déterminante. En effet, l'opinion publique peut être mobilisée, elle peut accepter de lourds sacrifices et les groupes peuvent se plier devant un gouvernement décidé. Mais

encore faut-il que les partenaires de la Communauté soient convaincus de la nécessité d'une politique européenne intégrée. Cette conviction implique un haut degré de solidarité entre les Etats membres qui doit amener à considérer la Communauté comme le moyen pour atteindre les objectifs qui visent l'intérêt général et non comme l'instrument à utiliser selon leurs propres besoins. Dans ce dernier cas la moindre des choses n'est-elle pas d'exiger le « juste retour » comptable ?

En 1964, A. Marchal écrivait déjà : « Nous savons que le jeu correct d'un super-Etat suppose une condition indispensable : l'existence d'une solidarité effective entre les diverses nations intéressées. Une telle condition est-elle réalisée en Europe Occidentale ? On peut en douter...

(15) A. MARCHAL, « *L'Europe solidaire* », Ed. Cujas 1964, p. 274



LA FIXATION DES PRIX AGRICOLES POUR 1982/83

Pierre BAUDIN

Maître de Conférences à l'Institut d'Etudes Européennes (Université de Bruxelles).

Chaque discussion annuelle sur les prix agricoles constitue un événement de la vie politique européenne et l'analyste essaie, au-delà de certaines constantes, de dégager les traits spécifiques qui caractérisent le « marathon agricole » qui s'achève. Il serait aisé de trouver quelques formules lapidaires pour identifier celui de 1982. Mais, à la réflexion, est-ce vraiment utile ? Car, ce qui paraît être majeur dans l'instant prend une dimension nouvelle dans le moyen terme et inversement. A la lumière de l'histoire agricole des cinq dernières années, le « marathon » de 1979 paraît prendre cette dimension que l'on a pu entrevoir à l'époque mais qui s'affirme de plus en plus avec le temps. En septembre 1979, l'auteur des lignes de cet article écrivait : « Le marathon agricole de 1979 ne s'inscrit pas dans la ligne des marathons traditionnels, mais son originalité ne pourra s'apprécier pleinement qu'avec le recul du temps » (1). Les « marathons » de 1980, 1981 et 1982 ont confirmé ces lignes prémonitoires.

Le tournant politique peut être précisé avec exactitude ; il s'agit de la déclaration du 22 juin 1979 faite par le Vice-Président Gundelach à l'issue de la session du Conseil agricole qui venait de décider des prix et mesures annexes pour 1979/80. Par une déclaration unique dans l'histoire de la Communauté, le Vice-Président Gundelach « dissociait la Commission des décisions prises par le Conseil ». Le 27 juin 1979, la Commission affirmait sa solidarité dans une déclaration à la presse en précisant qu'elle « appuyait pleinement la déclaration du Vice-Président Gundelach ». Pressé par la maladie qui devait l'emporter et dont il n'ignorait pas les menaces, convaincu que le Conseil, sans apport extérieur nouveau, était impuissant à sortir de ses traditionnelles ornières agricoles, Finn-Olaf Gundelach va se distancer de la procédure habituelle des marathons du Conseil, après s'être dissocié de ses décisions. Il met au point un processus original de réflexion/décision qui consiste à ne pas refermer les dossiers entre deux « marathons » mais, au contraire, à les approfondir par des discussions permanentes pour préparer les décisions annuelles. Ce scénario n'aurait qu'une valeur historique, s'il ne s'était reproduit au cours des trois dernières années. Comment se déroule-t-il ? Le Conseil prend ses décisions au printemps par voie réglementaire ; la Commission présente au Conseil une communication à l'automne pour sonder les intentions du Conseil et quelques mois après elle pré-

(1) L'octroi de cette aide est limitée aux zones suivantes : en Italie, Abruzzi, Basilicata, Calabria, Campania, Lazio, Marche, Molise, Puglie, Sardegna, Sicilia, Toscana, Umbria, et dans les zones de montagne et les régions défavorisées italiennes au sens de la directive 75/268/CEE ; en France, dans les zones de Marseille, Toulouse, dans l'Ardèche et dans la Drôme ; en Grèce, dans les régions de la Grèce centrale, du Péloponèse, des îles Ioniennes, de la Thessalie, de la Macédoine et des îles Egéennes.

sente ses propositions de prix et de mesures annexes. Le Conseil peut alors décider au printemps suivant.

I. — L'inflexion de la politique agricole commune

Après son courageux geste politique de juin 1979, la Commission présenta donc le 29 novembre 1979, une communication au Conseil sur « l'aménagement de la politique agricole commune en vue d'un équilibre des marchés et d'une rationalisation des dépenses ». Les idées qui devaient s'affirmer au cours des marathons ultérieurs sont lancées : la politique prudente des prix, qui deviendra plus tard la politique appropriée de prix, l'extension de la co-responsabilité financière des producteurs pour les frais d'écoulement des excédents agricoles, la concentration de l'action structurelle sur les exploitations et les régions qui en ont le plus besoin, etc... Certes les ministres de l'Agriculture n'adopteront pas, en une seule fois, l'ensemble de ces propositions mais le Parlement, le Comité Économique et Social, les organisations professionnelles, les consommateurs en discutent et, peu à peu, ces idées font leur chemin.

Le 30 mai 1980, le Conseil décidait des prix agricoles pour 1980/81 au cours d'un « sommet » rendu pénible par des discussions difficiles sur la contribution du Royaume-Uni au budget communautaire. Désormais les deux dossiers vont d'ailleurs suivre un chemin parallèle (2). Certes le Conseil n'a pas suivi l'ensemble des idées émises dans la communication de la Commission du 29 novembre 1979 mais la hausse des prix pour 1980/81 ne sera que de 4,8 % en Ecus et 5,7 % en monnaies nationales et le principe de co-responsabilité pour le lait s'installe désormais dans la pratique communautaire. Le 30 mai 1980, le Conseil confie également à la Commission le mandat « d'étudier le développement de nouvelles politiques communautaires sans mettre en question ni la responsabilité financière commune pour ces politiques qui sont financées par des ressources propres à la Communauté ni les principes de base de la politique agricole commune ». Cependant, Finn-Olaf Gundelach poursuit sa tactique de dialogue permanent avant les marathons où les marges de manœuvre sont trop étroites. C'est pourquoi, sans préjuger de ses conclusions en réponse au mandat du Conseil, la Commission, le 5 décembre 1980, présente au Conseil une communication intitulée : « Réflexions sur la politique

agricole commune » (3). Cette communication émet un certain nombre d'idées qui au cours des mois suivants seront discutées dans de nombreuses enceintes : l'extension du principe de co-responsabilité, la surveillance des importations de produits de substitution des céréales, l'instauration d'instruments efficaces d'exportation et la poursuite renforcée de la politique socio-structurelle avec une concentration des efforts en vue de réduire les disparités régionales, etc...

Certes, là encore, le Conseil ne va pas mettre en œuvre toutes les idées contenues dans cette communication. Mais, grâce à cette phase de discussion, l'opinion aura été suffisamment préparée pour que le Conseil, le 2 avril 1981, décide d'appliquer dans le marché du sucre une co-responsabilité financière quasi totale et de mettre en œuvre un très important programme structurel puisque dix actions communes sont décidées dont la majeure partie concerne des exploitations ou des régions en difficulté (4). Mais, une fois de plus, les dossiers agricoles ne seront pas fermés. Le 24 juin 1981, la Commission transmet au Conseil sa réponse au mandat du 30 mai 1980. Dans ce document elle recommande notamment d'infléchir les décisions relatives à la politique agricole commune conformément à sept orientations principales (5). Mais le Commissaire Dalsager, poursuivant la pratique adoptée par Finn-Olaf Gundelach, n'attend pas les propositions de juin 1982/83 pour préciser ces sept orientations et, le 23 octobre 1981, selon un scénario désormais classique, la Commission adresse au Conseil un aide-mémoire

(3)	Prix d'objectif	Prime
Basmas	16 %	12 %
Katerini, Kabakoulak classic,		
Zychro Myrodata	14 %	12 %
Myrodata Agrinion	12 %	12 %
Kentucky	9 %	15 %
Paraguay	9 %	15 %
Xanti-Yaka, Perustitza, Erzego-		
vina, Round tip	8 %	13 %
Autres	8-11 %	9-15 %

Le prix d'intervention a été ramené de 90 % à 85 % du prix d'objectif

(4) Choux-fleurs + 12 % : 17.05.1982 au 30.4.1983
 Tomates 9 % : 11.06.1982 au 30.11.1982
 Pêches 12 % : 01.06.1982 au 30.09.1982
 Citrons 12 % : 01.06.1982 au 31.05.1983
 Poires 12 % : 01.07.1982 au 30.04.1983
 Raisin de table 12 % : 01.08.1982 au 31.10.1982
 Pommes 11 % : 01.08.1982 au 30.06.1983
 Mandarines 11 % : 16.11.1982 au 28.02.1983
 Oranges douces 12 % : 01.12.1982 au 31.05.1983
 Abricots — : 01.06.1982 au 31.07.1982
 Aubergines — : 01.07.1982 au 31.10.1982. Pour ces deux derniers, prix calculés en application de l'art. 16 du R 1035/72.

(5) Le prix d'orientation permet de déterminer l'aide complémentaire variable par comparaison avec le prix du marché mondial et sur la base de 80 % pour les fourrages déshydratés et les concentrés protéiques et de 45 % pour les fourrages autrement séchés.

(2) Maintien de la bonification pour le seigle panifiable à 5,44 Ecus/t.



complétant le rapport de la Commission sur le mandat du 30 mai 1980 et intitulé « Orientations pour l'agriculture européenne ». Cet aide-mémoire précise les orientations décrites dans la réponse de la Commission du 24 juin 1981 et quantifie, à l'horizon 1988, certaines des conséquences de la mise en œuvre de ces orientations ; notamment, elle fixe, pour certains produits excédentaires, les seuils de production au-delà desquels la garantie sera modulée (6). Egalement, le 23 octobre 1981, la Commission transmet au Conseil un aide-mémoire concernant les lignes d'action à suivre dans la mise en œuvre de programmes méditerranéens de développement.

Toutes ces actions déployées depuis la déclaration de Finn-Olaf Gundelach du 22 juin 1979 commencent à porter leurs fruits. Le 16 juin 1981, le Parlement Européen adopte une résolution sur les améliorations pouvant être apportées à la politique agricole commune ; le 26 novembre 1981, le Comité Economique et Social émet à son tour un avis à ce sujet. Les 26 et 27 novembre 1981, les Chefs d'Etat et de Gouvernement se réunissent à Londres. Leurs discussions vont rapidement se concentrer sur quatre points essentiels : les excédents laitiers, le développement des régions méditerranéennes, la croissance des dépenses agricoles et la contribution du Royaume-Uni au budget des Communautés Européennes. Ce dernier dossier doit être distingué des trois autres points. Certes, depuis le 30 mai 1980, le dossier agricole et le dossier de la contribution du Royaume-Uni suivent des chemins parallèles mais ces chemins sont néanmoins distincts.

Le Conseil européen de Londres n'a, évidemment, abouti à aucun résultat précis sur les quatre dossiers techniques qui étaient soumis aux Chefs d'Etat et de Gouvernement et il ne pouvait pas en être autrement. C'est parce que le processus de décision communautaire avait été successivement bloqué aux niveaux inférieurs que ces quatre dossiers étaient parvenus jusqu'au niveau du Conseil Européen. Or le rôle de ce Conseil est de dégager les grandes orientations qui permettent de faire progresser l'intégration européenne et non pas, par exemple, d'apprécier les mérites respectifs du système du montant additionnel comparé à celui de l'accroissement du prélèvement de responsabilité laitière dans la lutte contre les excédents laitiers. Les dossiers sont donc transmis aux ministres des Affaires Etrangères qui se réunissent le 14 décembre 1981. Les questions relatives au développement des régions méditerranéennes semblent être résolues ; l'idée d'une progression des dépenses agricoles inférieure à la

croissance des ressources propres semble être admise ; mais les problèmes laitiers exigent une réunion informelle des ministres des Affaires Etrangères qui a lieu le 25 janvier 1982. Une solution pour lutter contre les excédents laitiers ne se dégage pas et la Commission qui avait attendu cette ultime réunion adopte, le 27 janvier 1982, ses propositions de prix pour 1982/83. Certes, on pourra regretter que la Commission attende l'opinion informelle du Conseil pour présenter ses propositions alors que le droit (et le devoir) d'initiative lui appartient. Mais si cette critique est pertinente, elle perd de sa force quand on replace les propositions de prix 1982/83 dans le contexte général de dialogue permanent ouvert depuis juin 1979 au sujet de la politique agricole commune.

Les événements vont d'ailleurs démontrer que la prudence de la Commission était, en l'occurrence justifiée. Le Conseil entame les 15 et 16 février 1982 ses traditionnels « tours de table ». Le Comité Economique et Social émet son avis le 23 mars 1982 et le Parlement Européen le 26 mars. Premier aspect insolite : le 1^{er} avril la Commission révisé ses propositions. Le 1^{er} avril également, l'Armée argentine envahit les îles Malouines, territoire dépendant du Royaume-Uni et associé à la Communauté. Le 16 avril le Conseil arrête un règlement suspendant pour un mois l'importation de tout produit originaire de l'Argentine devant être mis en libre pratique dans la Communauté. Le 20 avril, suite à une réunion informelle des ministres des Affaires Etrangères, la déclaration suivante est faite à la presse : « Les Dix confirment leur complète solidarité avec le Royaume-Uni dans l'affaire des îles Falkland ». Neuf jours plus tard, la présidence du Conseil présente un compromis sur les prix agricoles auquel se rallient sept délégations, le Royaume-Uni, la Grèce et l'Italie émettant des réserves. Comme la campagne pour les produits laitiers, les viandes bovine, ovine et caprine et les choux-fleurs débutent le 1^{er} avril, il faut donc prolonger les campagnes en cours ainsi que le règlement fixant l'aide forfaitaire pour les fourrages séchés. Le Conseil décide de proroger la situation existante en la matière jusqu'au 17 mai, jour où le Conseil doit également se prononcer sur l'embargo vis-à-vis des produits argentins. Cependant, entre le 19 avril et le 11 mai le Conseil s'emploie à lever les réserves des délégations grecque et italienne, sachant que la réserve du Royaume-Uni est essentiellement une réserve de blocage destinée à faire pression sur le Conseil pour que celui-ci admette le point de vue du Royaume-Uni sur la question de la contribution de cet Etat membre au budget de la Communauté. Les réserves grecque et italienne sont levées et le 11 mai le Conseil, sur proposition de la Commission, aboutit à un compromis sur les prix et mesures annexes agricoles qui est accepté par neuf délégations.

(6) Cf. Pierre BAUDIN, Orientations pour l'agriculture européenne in *L'Europe en formation*, n° 247, janvier/février 1982, p. 29 à 36.

Que s'est-il ensuite passé le 11 mai ? Le Vice-Président Davignon l'a exposé devant le Parlement Européen : « Le Président du Conseil a alors cons-

taté — il n'y a pas eu vote — que les conditions prévues par le Traité pour qu'une décision puisse être prise étaient réunies ; la Commission a estimé que le débat politique sur le contenu du compromis était maintenant terminé et que l'on pouvait passer à la mise au point de l'ensemble des règlements d'application et à leur adoption formelle par le Conseil. En conséquence, le Président Thorn a demandé au Conseil de se prononcer par une décision claire... » (7). Un tour de table a fait alors apparaître l'existence d'une majorité qualifiée au sens du Traité (45 voix sur 63). Les 17 et 18 mai, le Conseil s'est rallié à la nécessité d'une prise de décision en la matière et a adopté à la majorité le compromis du 11 mai. Le Royaume-Uni, la Grèce et le Danemark ont refusé de participer au vote. En ce qui concerne le conflit des Malouines, le même jour, le 18 mai, le Conseil prolongeait d'une semaine les mesures d'embargo et le 24 mai les confirmait pour une durée illimitée. Mais si dans le conflit des Malouines, le soutien politique de la Communauté au Royaume-Uni a été réitéré, l'unanimité ne s'est également pas faite sur ce dossier. Sept Etats membres ont pris des décisions internes d'embargo sur la base de la justification donnée le 16 avril et en vertu de dispositions communautaires. Le Danemark les a prises sur la même base mais en ajoutant qu'il les prenait jusqu'au moment où elles seraient relayées par des mesures nationales. L'Italie et l'Irlande ne se sont pas associées à ces mesures. Enfin, le 25 mai, le Conseil décidait de prolonger en 1982 la compensation budgétaire du Royaume-Uni, en s'engageant à poursuivre ses efforts pour régler avant la fin de 1982 les questions à plus long terme.

Tel a donc été le contexte politique dans lequel les décisions de prix agricoles ont été prises. Seule une analyse précise peut permettre de mettre à jour les trois séries de causes qui se sont chevauchées, en mai 1982 : la progressive inflexion de la politique agricole commune qui a commencé en 1979, la toujours pendante question de la contribution budgétaire du Royaume-Uni et l'événement politique exogène : le conflit des Malouines. Certes, l'homme politique retiendra essentiellement le vote majoritaire de la décision agricole ; mais le spécialiste des problèmes agricoles notera que 1982 aura été une étape importante dans la mise en œuvre de décisions qui modèleront l'agriculture de la prochaine décennie. Pour mieux analyser ces décisions il est préférable de ne pas suivre la dichotomie « propositions de la Commission/ Décisions du Conseil », étant donné que la Commission a été amenée à réviser plusieurs fois ses propositions initiales, mais plutôt d'identifier les problèmes qui se posaient aux institutions communautaires et d'analyser les solutions qu'elles leur ont apportées.

II. — L'identification des problèmes

Si les problèmes sont relativement bien identifiés, notamment dans la réponse de la Commission au mandat du 30 mai 1980 et dans les « Orientations pour l'agriculture européenne », ils s'inscrivent cependant dans un contexte économique difficile qui laisse fort peu de marges de manœuvre.

a) La situation économique : en 1981, la situation économique de la Communauté a été mauvaise : le produit national brut a regressé, en termes réels, de 0,5 % ; le taux d'inflation a été de 11,5 % ; le déficit de la balance des paiements courants a presque atteint les 29 milliards d'Ecus et, fin 1981, il y avait plus de 10 millions de chômeurs dans la Communauté. Même si certaines prévisions entrevoyent une amélioration pour 1982, il faut donc maintenir avec rigueur la lutte contre l'inflation, ce qui implique la maîtrise de la hausse des prix et des dépenses publiques.

Du point de vue agricole, la situation est différente de celle de 1980. Certes, pour la troisième année consécutive, le revenu agricole moyen au niveau communautaire est en baisse, en termes réels, mais les variations d'Etat membre à Etat membre sont importantes. Au moment où la Commission effectue ses calculs de revenu (fin 1981), la variation estimée des revenus par personne occupée en agriculture par rapport à 1980 est de + 17,2 % aux Pays-Bas, + 15,7 % au Danemark, + 13,1 % en Belgique, + 6,3 % au Luxembourg, + 1,8 % en Grèce, + 0,3 % en Irlande, + 0,4 % au Royaume-Uni, - 3,2 % en Allemagne, - 6,8 % en France (au printemps 1982, ce taux provisoire sera fortement diminué) et - 6,9 % en Italie. Dès lors, il devient évident que la seule application d'une hausse moyenne des prix agricoles ne pourra rencontrer l'ensemble des problèmes posés à et par l'agriculture européenne. Il faudra donc moduler ces hausses, par Etat membre là où il existe une marge de manœuvre constituée par des écarts monétaires entre taux verts et taux-pivots ou taux de marché et par produit là où la situation de marché le permet. Or, au 31 décembre 1981, les marges monétaires n'existent qu'au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Italie et en Allemagne. Mais le Royaume-Uni a un taux d'inflation élevé (11,9 %), une monnaie flottante capricieuse et un nombre élevé de chômeurs. Quant à l'Allemagne, les revenus agricoles par tête sont en baisse depuis 1976. Les modulations de prix à partir des manipulations monétaires seront donc difficiles. Quant à une modulation des prix selon les produits, l'évolution de la production et de la consommation sur les principaux marchés démontre que les possibilités d'action sont très limitées et que dans certains secteurs des mesures devront même être prises. Il faudra donc innover. Cette innovation est d'autant plus nécessaire que si

(7) Déclaration reprise dans *Le Bulletin des Communautés Européennes*, n° 5, 1982, p. 8.



l'agriculture a apporté une contribution non négligeable à la lutte contre l'inflation et au développement économique de la Communauté, elle ne peut continuer à le faire selon la voie suivie et les méthodes utilisées au cours des années 1970 (8). Cependant quelles que soient la souplesse de la politique agricole commune et ses possibilités d'adaptation, celles-ci ont aussi leurs limites qui sont imposées par l'environnement économique général. En effet, si les divergences entre les économies des Etats membres se poursuivent, elles remettent en cause la notion de politique commune qu'elle soit agricole ou autre. C'est à partir de ces remarques générales qu'ont été identifiées sept orientations pour la politique agricole commune qui devraient guider les instances communautaires d'ici à l'horizon 1988.

b) Les orientations de la politique agricole commune : ces orientations ont été dégagées par la Commission dans sa réponse au mandat du 30 mai 1980 ; elles ont été précisées dans le document du 23 octobre 1981, analysé ci-dessus. Elles ont servi de base aux propositions de la Commission pour les prix agricoles et les mesures annexes pour 1982/83.

En ce qui concerne les prix, l'opinion de la Commission est claire ; « les considérations relatives au revenu agricole sont fondamentales ; cependant elles ne peuvent à elles seules servir de référence à la fixation des prix garantis. Pour des productions qui sont en excédent structurel, il n'est ni économiquement sain, ni financièrement possible d'assurer aux producteurs une garantie pleine. Etant donné le niveau d'auto-suffisance atteint dans la Communauté pour la plupart des productions agricoles et compte tenu des intérêts des consommateurs il importe que, plus que par le passé, les prix soient fixés en tenant compte des réalités du marché ». La Commission propose cinq instruments pour appliquer ces principes de base : la hiérarchie des prix, la modulation des garanties, la possibilité d'une aide aux revenus, la politique de qualité et le renforcement de la discipline vis-à-vis des aides nationales.

Les prix doivent être mieux hiérarchisés en fonction de la situation des marchés afin de tendre à un meilleur équilibre des productions. Là où l'offre est supérieure à la demande, la hausse des prix devrait être faible et inversement dans le cas contraire. Dès lors le prix retrouverait sa fonction première d'orientation des productions alors que l'aspect « soutien des revenus » l'avait, jusqu'ici, très largement emporté. C'est en ce sens qu'il faut entendre l'expression de politique appropriée de prix qui a succédé à la notion de politique prudente de prix. Par ailleurs, pour certains produits,

et en l'occurrence pour les céréales, les hausses de prix antérieures ont abouti à isoler du marché mondial le marché communautaire des céréales. Une hausse constante des prix des céréales dans la Communauté jointe à une protection faible ou nulle de la Communauté vis-à-vis des produits de remplacement des céréales (manioc, sons, corn gluten feed, pulpes d'agrumes,...) a abouti à un déséquilibre des marchés et à un déplacement des productions. Il est donc nécessaire, dans un souci de compétitivité, de rapprocher les prix des céréales dans la Communauté des prix pratiqués dans les principaux pays céréaliers exportateurs. Ce rapprochement progressif doit s'accompagner d'efforts en vue de mieux organiser les marchés mondiaux.

La modulation des garanties, au-delà de certains seuils de production, est le deuxième instrument de la politique des prix. Pour les produits en excédent structurel, il convient de fixer des seuils de production pour les cinq campagnes à venir (1982/83 à 1987/88) en tenant compte des évolutions prévisibles de la consommation, de la production, des engagements d'importation et de la présence traditionnelle de la Communauté sur les marchés d'exportation. Si ces seuils sont dépassés, une participation des producteurs aux frais d'écoulement des surplus serait mise en œuvre. Cette participation peut prendre la forme d'un prélèvement (lait), d'une réduction du prix d'intervention (sucre) ou tout autre forme selon les produits. C'est donc la généralisation aux productions excédentaires du principe de co-responsabilité.

Le troisième instrument est le recours éventuel à des aides aux revenus dans certains cas spécifiques et au bénéfice de certains producteurs. Malgré une mutation structurelle importante, effectuée au cours des vingt dernières années, il existe des différences très importantes entre les producteurs agricoles. Dès lors une politique de prix uniques, bridée par des contraintes budgétaires et des nécessités d'équilibre de marché, voire de compétitivité internationale, est ressentie de façon très différente selon les producteurs. Il se peut donc que, dans certains cas spécifiques, des aides aux revenus puissent permettre à certains producteurs de s'adapter à cette situation. Par ailleurs, les aides au revenu pourraient également trouver leur justification dans les cas où la hausse des prix de certains produits tend à décourager le consommateur et à l'orienter vers d'autres produits. Tel semblerait être le cas de la viande bovine par rapport aux autres viandes. Cependant, la Commission reste pour l'instant, très prudente quant à un recours aux aides directes au revenu et estime, par exemple, « qu'il faut commencer par épuiser les possibilités qu'offrent les indemnités compensatoires prévues pour l'agriculture de montagne et des zones défavorisées », et les aides directes prévues dans les actuelles organisations communes de marché.

Le quatrième instrument de la politique des prix est la politique de qualité. Il s'agit là d'une ques-

(8) cf. La contribution de la politique agricole commune au développement économique de la Communauté in *La situation de l'agriculture dans la Communauté, rapport 1981*, p. 19 à 34.

tion importante, souvent inconnue des non-spécialistes. En effet, les prix communs sont fixés pour une qualité-type de produits. En agissant sur les critères définissant la qualité-type il est aisé de faire varier dans des proportions importantes les quantités présentées à l'intervention et par là-même les quantités produites. Dans certains secteurs comme celui du tabac ou celui des céréales, cet instrument peut être décisif. Une fois mis en place, cet instrument doit être accompagné d'un contrôle sérieux auquel participeraient des fonctionnaires nationaux et des fonctionnaires de la Commission. Cette politique de contrôle ne devrait d'ailleurs pas se limiter au contrôle de la qualité mais à celui de l'application de toute la réglementation agricole.

Le cinquième instrument est celui d'un renforcement de la discipline vis-à-vis des aides nationales. Les aides nationales en faveur du secteur agricole sont environ deux fois plus élevées que celles de la Communauté. La grande majorité de ces aides nationales sont compatibles avec les règles de concurrence édictées par le Traité. Toutefois les difficultés économiques des dernières années ont amené certains Etats-membres à recourir davantage aux aides nationales. Dès lors le risque est grand de voir vidées de leur substance, par ce jeu des aides nationales, les décisions prises en commun à Bruxelles. La Commission estime donc qu'il y a lieu de veiller à appliquer des règles plus strictes aux aides nationales pour éviter qu'elles ne minent la politique agricole commune. Tels sont les cinq instruments principaux qui, appliqués aux organisations communes de marché existantes, vont permettre d'infléchir, au cours des années à venir, la politique des prix.

En ce qui concerne la politique commerciale, la Commission estime nécessaire de mener une politique active d'exportation dans le respect des engagements internationaux de la Communauté. Cette politique active « aura pour objectif de stabiliser les prix mondiaux par le biais d'accords de coopération avec d'autres exportateurs importants. Elle devra être complétée par la mise en place de contrats d'exportation à long terme. Par ailleurs, la Communauté suivra l'évolution des importations qui pourraient être cause de déséquilibres de marchés et veillera à la cohérence de sa politique commerciale et de sa politique agricole ».

En ce qui concerne la politique des structures, la Commission recommande une politique active répondant aux caractéristiques propres à chaque région agricole. Une attention particulière doit être apportée aux régions méditerranéennes en raison de l'importance de l'agriculture dans leur économie. « La politique des marchés et des structures doit contribuer à l'amélioration de leur situation; mais il est évident que la politique agricole commune ne saurait se substituer aux autres politiques ni résoudre à elle seule l'ensemble des questions qui résultent surtout du contexte économique général qui leur est propre ».

Telles sont les orientations que la Commission se propose de suivre au cours des cinq prochaines années et qu'elle a soumises à la réflexion du Conseil. Il était donc absolument nécessaire de les préciser ici car, avec la contrainte budgétaire, la nécessaire démobilisation des montants compensatoires monétaires et l'aménagement de l'acquis communautaire dans la perspective de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, elles sous-tendent les propositions de prix de la Commission et les décisions du Conseil.

III. — Les décisions du Conseil

Dans la recherche d'une décision pour la campagne 1982/83, le Conseil devait tenter de concilier plusieurs objectifs qui apparaissent parfois comme de véritables contraintes :

- l'amélioration des revenus agricoles
- l'élimination des montants compensatoires monétaires
- l'équilibre des marchés
- les préoccupations des régions méditerranéennes
- la rigueur budgétaire
- la participation de la politique agricole commune au redressement économique général.

Le Conseil a tenté d'atteindre ces objectifs par ses décisions de prix, ses mesures agrimonétaires, ses aménagements des organisations communes de marché et ses décisions en matière structurelle.

a) Les décisions de prix : (voir annexes I et II)

Les propositions de la Commission prévoyaient une augmentation moyenne des prix communs d'environ 9 % avec un éventail de 7 à 12 % selon les produits. Ainsi la Commission proposait une hausse moyenne inférieure au taux d'inflation communautaire prévu de 10,1 % pour 1982. Le Conseil a été plus sensible à l'argument selon lequel les coûts de production en agriculture avaient augmenté en 1981 de 12,8 %, c'est-à-dire d'un taux supérieur à celui de l'inflation (11,5 %). En conséquence, il a décidé d'augmenter de 1 à 2 % les hausses proposées par la Commission, ce qui a conduit à une hausse moyenne de 10,4 % en Ecus pour 1982/83, entraînant une hausse de 4,5 à 5 % des prix à la consommation des produits alimentaires.

Le Conseil a cependant respecté la hiérarchie des prix proposée par la Commission :

- L'objectif du rapprochement des prix communs des céréales vers les prix perçus par les producteurs des principaux pays tiers concurrents a été poursuivi puisque le prix de référence du froment panifiable (qualité minimale) n'a été aug-



menté que de 7,50 % et les prix d'intervention du froment tendre, du froment dur, de l'orge et du maïs n'ont été augmentés que de 8,50 %. Ces hausses sont les hausses les plus faibles décidées par le Conseil si on excepte la hausse de 5,95 % du prix d'intervention du seigle destinée à aligner celui-ci sur le prix d'intervention commun.

— L'objectif des hausses de prix faibles pour les produits en excédent structurel a également été poursuivi. Le prix d'intervention du colza n'a été augmenté que de 8,5 % (9) et si le prix de base de la betterave a été augmenté de 9,50 %, il ne faut pas oublier que le principe de la co-responsabilité devrait amener le niveau de l'intervention au niveau du prix minimum (— 2 % du prix de base) pour le quota « A ». Le même raisonnement peut être tenu pour le lait. Certes le prix indicatif du lait a été augmenté de 10,5 % mais le prélèvement de co-responsabilité, même s'il a été réduit de 0,5 point, est cependant de 2 % pour 1982/83. Les prix d'orientation des variétés de tabac ayant des difficultés particulières d'écoulement (Xanti-Yaka, Erzegovina, Paraguay, Kentucky, etc.) n'ont été augmentés que de 8 à 9 % ; maïs, surtout, le prix d'intervention de toutes les variétés de tabac a été ramené de 90 à 85 % du prix d'objectif. Enfin le prix de base des tomates qui ont de sérieuses difficultés d'écoulement n'a été augmenté que de 9 %.

— On peut s'interroger sur la rationalité des hausses de 11 % décidées pour le vin et l'huile d'olive, alors que ces deux produits connaissent des difficultés d'écoulement. Il est évident qu'ici l'objectif du soutien des revenus des producteurs méditerranéens l'a légèrement emporté sur l'objectif d'équilibre des marchés. Cette constatation doit cependant être nuancée. En effet, ces deux produits font partie du dossier intitulé « aménagement de l'acquis communautaire en vue de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal ». En ce qui concerne le vin, le Conseil a décidé un aménagement important de l'organisation commune du vin (voir Annexe II). A cette occasion, il a affirmé le principe du maintien de l'équilibre du marché des vins de table et a même déclaré que « si les mesures utilisées afin de maintenir cet équilibre se révélaient insuffisantes, il conviendrait de rétablir l'équilibre souhaitable ». Il faut aussi souligner que la contrainte budgétaire a été retenue pour 1982/83 puisque, quelles que soient les mesures utilisées au cours de cette campagne en vue de l'obtention de l'équilibre souhaitable du marché du vin, leur coût ne devrait pas dépasser le coût initialement prévu pour 1982/83. En ce qui concerne l'huile d'olive, mais aussi les fruits et les légumes le Conseil a décidé de leur hausse de prix mais a

renvoyé au Comité spécial « Agriculture » l'étude des propositions de la Commission concernant l'aménagement des organisations communes de marché de ces produits et a décidé de « prendre les décisions nécessaires avant le 31 octobre 1982 ». La Commission a estimé que le Conseil prenait là « un risque de répercussion négative de cette situation sur l'avancement des négociations d'adhésion » de l'Espagne et du Portugal. La Commission a donc insisté pour que le Conseil achève les négociations sur l'acquis communautaire le plus vite possible et considère la date du 31 octobre comme contraignante.

— Pour les marchés qui sont plus ou moins en équilibre (viande porcine ; viande ovine) et pour lesquels une hausse de prix importante découragerait la consommation (viande bovine), la hausse décidée se situe entre 10,5 et 11 %. Ont également une hausse de 11 % certains produits proches du déséquilibre structurel : les pommes, les mandarines, certaines variétés de tabac. Se situent entre 11 et 11,5 % le ricin, le lin oléagineux, la pomme de terre déshydratée et le soja.

— Pour les marchés où des difficultés d'écoulement n'apparaissent pas, les hausses décidées sont nettement supérieures à la moyenne et donc au taux d'inflation prévu pour 1982. Entre 12 et 13 %, on relève les choux-fleurs, les pêches, les citrons, les poires, les raisins de table, les oranges, le riz et le tabac Myrodata Agrinion. Entre 13 et 14 %, on relève le lin textile, le chanvre, le coton, les pois, les fèves et les féveroles. Entre 14 et 18 %, on relève : le tournesol, les fourrages séchés, les tabacs Katerini, Kabakoulak classic, Zychro Myrodata et les vers à soie. La majeure partie de ces produits sont des produits d'exploitation familiale et de régions méditerranéennes (10). L'objectif de soutien de revenu l'a ici emporté d'autant plus facilement qu'il ne se pose pas à leur sujet des problèmes majeurs d'écoulement et qu'ils sont produits essentiellement dans des Etats membres où les taux d'inflation sont nettement supérieurs aux hausses de prix décidées.

Ainsi donc, quoique ayant modifié les hausses de prix proposées par la Commission, le Conseil a suivi celle-ci dans sa proposition de hiérarchie de prix puisque l'éventail des hausses s'étend de 5,95 à 17,65 % pour 1982/83. Mais malgré le fait que certaines hausses importantes se situent dans des Etats membres à haut taux d'inflation, les conséquences des taux différentiels d'évolution économique entre Etats membres ne sauraient être palliées par ce seul instrument. C'est donc également pour cette raison que des mesures agri-monnaies ont été décidées.

(9) Il faut préciser que si la communauté est fortement déficitaire en tourteaux, elle est en revanche excédentaire en huile. En 1986, la Communauté a du exporter aux institutions, environ 300 000 tonnes d'huile de colza.

(10) Il faut d'ailleurs noter que pour certains produits le Conseil a décidé d'accélérer la procédure d'alignement des prix grecs sur les prix communs dès 1982/83.

b) Les mesures agri-monnaïres : le démantèlement des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) ne sert pas seulement à moduler les hausses de prix en fonction des situations économiques des Etats-membres ; il sert également à assainir les marchés agricoles. L'opinion de la Commission n'a pas varié au sujet des M.C.M. Leur instauration peut être nécessaire dans certains cas pour amortir les effets brutaux d'un aménagement monétaire (dévaluation ou réévaluation) mais leur maintien a des conséquences pernicieuses qui l'emportent de loin sur les avantages momentanés. C'est pourquoi leur démantèlement, dans un cadre communautaire, est nécessaire. Le Conseil s'est d'ailleurs engagé à procéder à ce démantèlement.

Dans ses propositions de démantèlement des M.C.M. (suppression des M.C.M. pour l'Italie, réduction de 3 points pour les Pays-Bas, 4 points pour le Royaume-Uni et 4,5 points pour l'Allemagne), la Commission tenait compte des événements monétaires qui étaient intervenus depuis le 2 avril 1981, date de la décision de prix pour 1981/82, et qui avaient, notamment, influencé les revenus agricoles. En effet, depuis le 2 avril 1981, l'histoire monétaire de la Communauté a été particulièrement agitée. Le 4 octobre 1981, le mark allemand et le florin néerlandais sont réévalués de 5,5 % tandis que le franc français et la lire italienne sont dévalués de 3 %. Le taux « vert » français est dévalué de telle sorte qu'il est inutile d'instaurer un M.C.M. négatif pour la France tandis que la dévaluation du taux « vert » italien fait passer le M.C.M. italien de 1,7 à 3,9 %. Le M.C.M. de l'Allemagne passe, quant à lui, de + 3,2 % à + 8,3 % à partir du 8 octobre 1981 et un M.C.M. de + 4,3 % est instauré aux Pays-Bas. Le 27 novembre 1981, avec effet au 30 novembre, pour la plupart des produits, le Conseil modifie le taux « vert » de la lire de 2,464 %, ce qui entraîne une hausse des prix communs exprimés en liras de tous les produits avec prix communs à l'exception du sucre, des céréales, des œufs et de la volaille.

Le 21 février 1982, les cours-pivot du franc belge/franc luxembourgeois est dévalué de 8,5 % et celui de la couronne danoise de 3 %. Un alignement du cours-pivot théorique de la livre sterling, équivalant à une réévaluation de 8,27 % est également décidé. La valeur de l'ECU vis-à-vis des autres monnaies le composant s'est ainsi trouvée réévaluée de 0,3 %. La Commission a donc instauré des M.C.M. (- 8,1 %) pour l'U.E.B.L. et le Danemark (- 1,8 %) et a actualisé les M.C.M. pour l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Italie. Le 1^{er} avril a une valeur symbolique pour les producteurs agricoles de la Communauté. Il s'agit en effet du début des campagnes du lait, de la viande bovine, de la viande ovine et caprine et des choux-fleurs. Or il est alors clair que le Conseil ne décidera pas des prix avant cette date. Le monde paysan gronde ; il faut l'apaiser et le faire patienter. Le Conseil décide donc de dévaluer le taux « vert » de la couronne danoise avec effet au 5 avril, ce qui entraîne une hausse des prix institutionnels, exprimés en couronnes, de 1,8 % et une

suppression du M.C.M. danois. Par ailleurs, le 15 avril, la règle du non-cumul n'étant plus suspendue, un M.C.M. de - 1 % est appliqué à la France, ce qui lui permettra d'avoir une marge de manœuvre supplémentaire. De même, pour la Grèce, l'évolution de la drachme sur les marchés de change conduit à la nécessité d'un M.C.M. de - 1,1 % à partir du 19 avril 1982. Toujours sous la pression des producteurs, le Conseil décide le 4 mai de dévaluer avec effet au 6 mai les taux « verts » du franc belge/luxembourgeois de 5,069 %, du franc français de 1,761 %, de la couronne danoise de 1,478 %, de la drachme grecque de 3,63 %, tandis que la lire est dévaluée de 2,405 % avec effet au début de la campagne 1982/83, sauf pour le vin où la date du 6 mai est retenue. Le 15 mai, pour éviter d'avoir à instaurer un M.C.M., le Conseil décide de dévaluer une nouvelle fois le taux « vert » de la drachme de 1,69 % avec effet au 17 mai.

Ce rappel historique peut paraître monotone, mais, en fait, il est très important, car il démontre que dans tous les Etats membres, où, suite à des événements monétaires, des M.C.M. négatifs avaient été instaurés, un démantèlement de ces M.C.M. a eu lieu avant les décisions sur les prix. Ceci signifie qu'entre le 2 avril 1981, date de la fixation des prix pour 1981/82 et le 18 mai 1982, date de la fixation des prix pour 1982/83, les prix communs, exprimés en monnaie nationale avaient déjà augmenté de 3,3 % en France, 5,1 % en Italie, 5,3 % en Belgique et au Luxembourg, 3,3 % au Danemark et 5,6 % en Grèce. La seconde remarque est que les Etats-membres qui ont des M.C.M. positifs et dont la monnaie respecte des marges maximales de fluctuations bilatérales instantanées de 2,5 % (Allemagne et Pays-Bas) n'ont pas démantelé leurs M.C.M. en cours de campagne. Il fallait donc le faire lors de la décision sur les prix pour 1982/83, et c'est pourquoi le Conseil a décidé le 19 mai de réévaluer le taux « vert » du mark allemand de 3,159 % et celui du florin néerlandais de 2,088 % avec effet au 20 mai pour les produits dont la campagne avait déjà débuté et au début de campagne pour les autres produits, le Royaume-Uni continuant à refuser tout démantèlement de ses M.C.M. positifs.

Les hausses de prix en Ecus, décrites au point a), doivent donc être appréciées en fonction de l'ensemble des décisions de prix et de démantèlement des M.C.M. prises entre le 2 avril 1981 et le 19 mai 1982. Les résultats par Etat-membre sont présentés dans le tableau de la page suivante.

Malheureusement, ce louable effort de démantèlement des M.C.M. devait être remis en question quelques semaines plus tard, suite au réaligement des taux de change intervenu le 12 juin au sein du système monétaire européen et, en date du 11 octobre 1982, les M.C.M. étaient de - 3,1 pour l'U.E.B.L., - 5,3 pour la France, - 3,5 pour l'Italie, + 7,3 pour les Pays-Bas, + 8,4 pour l'Allemagne et + 10,7 pour le Royaume-Uni.



**Augmentation moyenne des prix agricoles communs par rapport
à la campagne précédente**

	1981/82			1982/83		
	Prix communs en ECUs (1)	Prix en monnaie nationale (2)	Inflation 1981 (3)	Prix communs en ECUs (1)	Prix en monnaie nationale (2)	Inflation 1982 (3)
Allemagne	9.5	5.7	4.0	10.3	6.9	4.0
France	8.9	11.6	12.0	10.1	13.8	12.9
Italie	9.3	15.8	15.5	10.5	16.1	17.9
Pays-Bas	9.7	10.5	6.7	10.5	8.2	5.8
Belgique	9.8	10.6	5.1	10.4	16.3	8.7
Luxembourg	9.7	10.5	6.2	10.6	16.5	10.0
Royaume-Uni	8.9	8.9	11.7	10.1	10.1	9.1
Irlande	9.7	14.0	18.9	10.5	10.5	20.9
Danemark	9.4	12.2	10.4	10.2	13.7	11.5
Grèce (4)	9.3	12.5	19.6	13.4	19.7	25.3
EUR 10	9.2	10.9	9.6	10.4	12.2	10.1

Source : « L'Europe Verte » - Notes rapides n° 20 - « Les prix communs agricoles 1982/83 - Décisions du Conseil ».

- (1) Prix communs en ECUs (prix d'intervention ou prix équivalents) pondérés suivant la production agricole nationale.
- (2) Prix communs en ECUs convertis en monnaie nationale aux taux verts, compte tenu de tous les ajustements des taux verts prévus par les décisions relatives aux prix ou adoptées depuis les décisions relatives aux prix de la campagne précédente.
- (3) Taux d'inflation de l'économie générale, indiqué par le déflateur du PIB (prix implicite du PIB) pour l'année de calendrier en cause. Pour 1982 : prévision.
- (4) Y compris l'alignement des prix grecs sur les prix communs à la suite des accords conclus dans le cadre de l'adhésion.

c) Les aménagements des organisations communes de marché : (voir annexe II). Au-delà des aménagements techniques des organisations communes de marché auxquelles procède traditionnellement le Conseil, celui-ci a pris un certain nombre de décisions conformes aux orientations que la Commission avait suggérées dans sa réponse au mandat du 30 mai. Ces orientations sont : l'équilibre des marchés, l'encouragement de la qualité, l'amélioration et le développement des productions méditerranéennes.

— L'objectif de l'équilibre des marchés a été ici principalement poursuivi à l'aide de l'extension du principe de la co-responsabilité financière des producteurs pour les frais d'écoulement des quantités dépassant certains seuils de garantie. Cette mesure doit être distinguée du prélèvement de co-responsabilité laitier ou de l'abaissement du prix d'intervention du tabac à 85 % du prix d'objectif.

Dans le cas des seuils de garantie, la Commission a étudié l'évolution, d'ici à 1988, de la production et de la consommation des produits structurellement excédentaires. Elle a constaté qu'en l'absence de mesures nouvelles les excédents et les dépenses pour les écouler augmenteraient de façon cumulative. Pour sortir de cette dynamique absurde, elle a proposé qu'au-delà d'un seuil quantitatif prenant en compte la consommation intérieure, les obligations internationales et la position traditionnellement exportatrice de la Communauté pour certains produits, la garantie d'écoulement

serait modulée. Compte tenu de cet horizon 1988, la Commission a calculé, pour chaque année intermédiaire, des seuils de garantie et a proposé des modulations de cette garantie si ces seuils étaient dépassés.

Pour les céréales, à l'exclusion du froment dur, le seuil de garantie a été fixé à 119,5 mio t. pour 1982/83 ; si la production effective moyenne des trois dernières campagnes (1980/81 ; 1981/82 et 1982/83) dépasse ce seuil, les prix d'intervention de 1983/84 seront réduits. Si, toutefois, les importations de produits de remplacement des céréales (sons, manioc, corn gluten feed...) dépassent, au cours de 1982/83, les 15 mio t., soit approximativement leur tonnage actuel, la différence entre le volume de ces importations et les 15 mio t. s'ajoute au seuil de garantie. En ce qui concerne le colza, un seuil de garantie de 2,15 mio t. est fixé pour 1982/83. Si la production moyenne des trois dernières campagnes (1980/81 ; 1981/82 et 1982/83) dépasse ce seuil, les prix d'intervention de 1983/84 seront réduits. Pour les deux autres produits, le lait et les tomates, le Conseil a également retenu le principe du seuil de garantie, mais les décisions à prendre en cas de dépassement de ce seuil restent encore à définir. En effet, si les livraisons de lait, en 1982, dépassent de plus de 0,5 % celles de 1981 le Conseil prendra des mesures appropriées pour compenser les dépenses supplémentaires y afférentes. La Commission a déclaré, et le Conseil a pris acte, qu'elle proposerait, dans ce cas, une réduction appropriée des

prix d'intervention pour 1983/84. Enfin, en ce qui concerne les tomates transformées, le seuil de garantie de 4,5 mio t. d'équivalent-frais a été fixé pour 1982. Si la production dépasse ce niveau, le Conseil prendra des mesures appropriées.

— L'objectif d'une amélioration de la qualité a été poursuivi à l'aide de plusieurs instruments. En ce qui concerne le colza, le prix d'intervention des variétés 00 a été fixé à 450,80 Ecus/t., soit 7 % au-dessus du prix d'intervention décidé pour les autres qualités. La bonification spéciale pour le seigle panifiable a été maintenue à 5,44 Ecus/t. Le prix de référence du froment panifiable, qualité minimale, n'a été augmenté que de 7,5 % tandis que le prix d'intervention et le prix de référence du froment panifiable, qualité moyenne, étaient augmentés de 8,5 %. Mais il est un domaine peu connu des non-spécialistes où des efforts ont été poursuivis pour améliorer la qualité de la production mais aussi pour rééquilibrer par ce biais un marché en déséquilibre, et ce domaine est celui de l'amélioration de la qualité-type retenue pour l'orge. Le poids spécifique de la qualité type de l'orge est maintenu à 67 kg/hl; la proposition d'alignement sur l'unité fourragère (69 kg/hl) n'a pas été retenue par le Conseil. De même, la dérogation selon laquelle l'orge présentée à l'intervention peut avoir un poids spécifique de 63 kg/hl est maintenue; mais pour l'orge dont le poids spécifique se situera entre 63 et 64 kg/hl inclus, il sera opéré une refaction de 1 %. Cette mesure et celles concernant la hiérarchie des prix du froment panifiable décrites ci-dessus devaient commencer à améliorer le système du « silo » qui est essentiellement fondé sur la fluidité du marché des céréales. Il va sans dire que cette amélioration n'est qu'un début et que les efforts passés doivent être poursuivis.

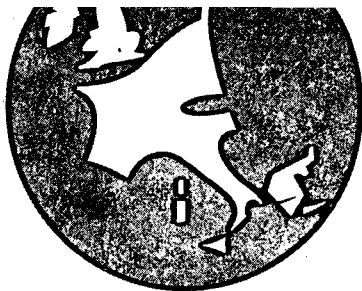
— L'objectif de l'amélioration et du développement des produits méditerranéens a été également poursuivi à l'aide de plusieurs instruments (voir annexe II). Mais ce qu'il est important de souligner ici, c'est que presque toutes les décisions d'amélioration des organisations communes de marché ont été assorties de l'obligation de l'amélioration des structures de production. Par exemple, dans le cas de l'aménagement de l'organisation commune du vin, l'ensemble des mesures décidées par le Conseil est lié à l'application et à l'amélioration éventuelle des mesures d'assainissement de la production et à une action accélérée en vue de l'établissement d'un casier viticole. Il en est de même pour les agrumes. La prime de commercialisation pour les oranges et les mandarines a été augmentée de 12 %; celle octroyée aux clémentines et aux citrons a été maintenue au niveau de 1981/82; mais le Conseil, dans le cadre de l'aménagement de l'acquis communautaire, a limité l'octroi de la prime de pénétration aux seuls vendeurs des Etats membres qui mettent en œuvre un plan concernant les actions à moyen terme. Par ailleurs, le Conseil a limité le champ d'application géographique des actions à moyen terme de la restructuration agrumicole aux seuls Etats-

membres où se posent des problèmes majeurs en matière de composition variétale. Il faut également signaler que deux nouveaux produits méditerranéens ont été introduits dans la liste des fruits et légumes bénéficiant d'un prix d'achat et d'un prix de base: les aubergines et les abricots. En ce qui concerne le froment dur, autre produit méditerranéen, le Conseil n'a pas suivi la Commission dans sa proposition initiale de limiter l'aide aux 10 premiers hectares; il a augmenté le montant de cette aide de 9 % et l'a étendue pour 1983/84 à un nombre de régions méditerranéennes supérieur à celui retenu pour 1982/83.

d) Les mesures en matière structurelle: l'aménagement de certaines organisations de marchés en faveur des productions méditerranéennes n'a pas été le seul instrument utilisé par le Conseil pour soutenir et développer l'agriculture de ces régions. En effet, la Commission a déclaré qu'elle allait présenter au Conseil des propositions en vue de faire bénéficier certaines régions de la Grèce des mêmes conditions favorables dont bénéficient certaines régions du sud de l'Italie pour l'application des mesures structurelles prévues par la directive concernant l'agriculture de montagne et des zones défavorisées (directive 75/268/CEE) et par celle concernant la modernisation des exploitations (directive 72/159/CEE) ainsi que par le règlement concernant les conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles (régl. (CEE) n° 355/77). Le Conseil est convenu de décider, sur ces propositions, avant le 31 décembre 1982. Le 19 juillet 1982, la Commission a d'ailleurs transmis au Conseil des propositions, allant dans le sens convenu, et concernant la directive 75/268/CEE et le règlement (CEE) n° 355/77.

Les directives concernant la modernisation des exploitations (dir. 72/159/CEE), la cessation de l'activité agricole (dir. 72/160/CEE), l'information socio-économique et la qualification des personnes travaillant dans l'agriculture (dir. 72/161/CEE), l'agriculture de montagne et des zones défavorisées (dir. 75/268/CEE) ainsi que le règlement concernant les conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles (régl. (CEE) n° 355/77) viennent à expiration le 31 décembre 1982. Il est évident que ces questions suscitent des débats importants et passionnés étant donné qu'il s'agit de la philosophie même de la dynamique du développement de l'agriculture européenne. Or le Conseil n'était pas prêt pour un débat aussi fondamental; c'est pourquoi, il a décidé de proroger jusqu'au 31 décembre 1983 la période d'application prévue pour ces directives et ce règlement.

Le Conseil a cependant décidé d'augmenter de 3 points (de 5 à 8 %) le taux maximum de la bonification d'intérêt prévue dans la directive 72/159/CEE, étant entendu que cette augmentation concerne l'aide aux plans de développement approuvés jusqu'au 31 décembre 1983 et couvre une période initiale de 10 ans des prêts à la modernisation. Pour l'Italie le taux maximum



actuel de bonification est prorogé jusqu'au 31 décembre 1983.

Par ailleurs, la Commission a rappelé qu'elle fera, avant le 31 décembre 1982, des propositions au Conseil en vue de mettre en œuvre des programmes de développement intégré qui, selon les termes de la réponse de la Commission au mandat du 30 mai 1980, « mobiliseront tant les instruments agricoles que les autres instruments financiers de la Communauté. »

IV. — Remarques finales

Il est évident que la contrainte budgétaire a été présente tout au long des discussions du Conseil. Cependant, la situation, en la matière, est fort différente de celle qui existait avant 1979. Au cours de la période 1975-1978, les dépenses du FEOGA, section « Garantie » ont augmenté à un taux annuel de 23,3 % tandis que les ressources propres augmentaient de 13,4 % par an. Au cours de la période de 1979-1982, les dépenses du FEOGA, section « garantie » n'ont augmenté que de 8 % par an, tandis que les ressources propres croissaient de 11 % par an. Là encore, les chiffres démontrent bien que 1979 a été, dans l'histoire de la politique agricole commune, un tournant dont l'importance apparaît, avec le recul du temps, de plus en plus grande. Le Conseil Européen de novembre 1981 a reconnu l'effort qui avait été fait en la matière et s'en est félicité. Les causes de cette amélioration sont multiples : décisions plus avisées du Conseil, efficacité renforcée de la gestion des marchés et du contrôle financier, conjoncture internationale plus favorable...

Pour 1982/83, on peut estimer que les décisions du Conseil en matière de prix et de mesures annexes entraîneront un coût supplémentaire de 770 mio d'Ecus par rapport au budget initial de 1982. Les crédits affectés à la section « Garantie » du FEOGA étaient, pour 1982, de 13,671 mrd Ecus. Toutefois le budget rectificatif proposé par la Commission prévoyait de réduire ces crédits de 500 mio d'Ecus et de ramener ainsi les dépenses de la section « Garantie » à un pourcentage de 60 % du budget contre 62 % en 1981. Malgré le coût supplémentaire de 770 mio d'Ecus entraîné par les décisions agricoles du Conseil, la Commission estime que ce coût peut être couvert par les crédits inscrits au budget de 1982, même en tenant compte de la réduction proposée de 500 mio Ecus. Sur une période de 12 mois, (1982/83) et non plus sur la seule année 1982, Les décisions du Conseil entraîneraient un accroissement des dépenses budgétaires de 1,434 mrd d'Ecus. Néanmoins, l'objectif de la croissance des dépenses agricoles à un rythme moyen inférieur à celui des ressources propres ne devrait pas être remis en question par ce coût supplémentaire.

Il est clair que l'effort budgétaire et les mesures qui y ont contribué constituent une participation

importante de l'agriculture à l'effort général de redressement économique. Cet effort est évidemment ressenti de façon différente selon les exploitations et selon les régions de la Communauté. On a pu constater à l'analyse des différentes mesures décidées par le Conseil que celui-ci n'avait pas été insensible à ce problème. A plusieurs reprises la question a été soulevée d'une politique en faveur des « petits producteurs ». Le Conseil n'a pas voulu accepter le principe général de l'aide directe ou d'une dichotomie de la politique agricole commune selon la taille économique des producteurs. Il a donc pris des mesures spécifiques et a traité chaque situation selon ses mérites. Il a aménagé le système de l'aide au froment dur ; il a maintenu la prime à la naissance des veaux en Italie à son niveau actuel (32 Ecus) et a étendu ces primes à l'Irlande, l'Irlande du Nord et la Grèce. Cependant cette mesure n'est d'application que pour 1982/83, et il a pris acte d'une déclaration de la Commission de lui soumettre des propositions ayant pour but de réviser les régimes de primes existant en leur substituant, le cas échéant, une aide directe plus uniforme. Mais la décision la plus originale en la matière concerne le lait. Le Conseil n'a pas voulu élargir le champ des exonérations du prélèvement laitier à tous les petits producteurs laitiers, mais il a décidé qu'un montant de 120 mio d'Ecus serait distribué aux Etats membres proportionnellement au volume de lait livré aux laiteries par l'ensemble des producteurs de chaque Etat membre en 1981, dans la limite d'un maximum de 60 000 kg de lait par producteur (voir annexe II).

Certes, les contrastes sont grands entre producteurs, entre régions, entre produits ; certes les politiques de prix, d'organisation de marché, d'amélioration structurelle peuvent atténuer ces disparités, mais il est évident que non seulement la politique agricole commune ne peut se substituer à d'autres politiques telles que la politique régionale ou la politique sociale mais qu'elle pourrait même être remise en question si un effort plus important en matière de convergence économique et monétaire n'est pas vigoureusement entrepris. L'annulation des effets du démantèlement des montants compensatoires monétaires du 19 mai 1982 par l'aménagement des monnaies au sein du système monétaire européen, le 12 juin 1982, en est la preuve la plus récente. La Commission a été très nette à ce sujet. Dans sa réponse au mandat du 30 mai 1980, elle a déclaré : « La politique des prix communs demeure un instrument essentiel de la politique agricole. Elle repose toutefois sur l'hypothèse d'un fonctionnement harmonieux du système monétaire européen et notamment d'un rapprochement significatif des taux d'inflation. Des politiques nationales et communautaires favorisant une telle convergence permettront d'éviter que les décisions en matière de prix n'aient à tenir compte de l'existence de situations nationales trop hétérogènes ». Il faut en effet être conscient qu'il ne sera plus possible à l'avenir de maintenir une politique agricole commune homogène et cohérente avec des taux d'inflation

s'étalant de 5,3 % par an en Allemagne à 21,9 % en Grèce. Cette situation sera d'autant plus bloquée qu'un nombre de plus en plus grand d'Etats-membres refusent de tirer sur le plan monétaire les conséquences de ces divergences. Ainsi que le notait la Commission dans sa communication au Conseil sur « la disparité des taux d'inflation et la politique agricole commune », en date du 17 mars 1982, « à court et à moyen terme, on ne peut exclure que des difficultés puissent se poser à l'agriculture si un Etat membre ayant un taux d'inflation relativement élevé ne dévalue pas sa monnaie et ne peut ainsi obtenir une hausse supplémentaire des prix agricoles par le biais d'une dévaluation verte ». Mais il est également évident que la dévaluation n'est qu'un élément d'une stratégie économique plus globale. « C'est pourquoi la Commission estime que la Communauté et les Etats membres devraient accorder la priorité à la mise en œuvre des mesures de coordination et de politique macro-économique nécessaire pour réduire le taux général d'inflation et les divergences dans les taux d'inflation entre Etats membres ».

Ainsi qu'on a pu le constater, les décisions de prix et les mesures annexes pour 1982/83 ont abordé des problèmes extrêmement vastes et importants que ce soit dans le domaine agricole ou dans le domaine institutionnel. Est-ce que pour autant les dossiers agricoles seront refermés jusqu'au prochain marathon ? Certainement pas ! Le processus de discussion/décision pratiqué depuis 1979 va se poursuivre. Les directives structurelles, les programmes communautaires de développement intégré, l'aménagement de l'acquis communautaire, le développement de la politique d'exportation, la surveillance des importations de produits de remplacement, l'appréciation des aides nationales, les contrôles financiers, de qualité, d'application de la réglementation communautaire, autant de dossiers ouverts où la Commission prendra ou continuera à prendre des initiatives. Face à une crise qui aurait pu remettre gravement en cause les fondements de la Communauté, celle-ci a démontré qu'elle possédait suffisamment de raison et de sang-froid pour la surmonter. Il faut espérer qu'elle se souviendra de cette expérience pour faire face aux défis qui l'attendent.

**Annexe I. — Prix et montants décidés par le Conseil pour la Campagne 1982/83
par rapport à 1981/82**

Produits	Types de prix ou de montants	1981/82		1982/83		Période d'application des prix et montants
		Ecus/t	% par rapport à 1980/81	Ecus/t	% par rapport à 1981/82	
Froment tendre	Prix indicatif	230,55	7,73	250,61	8,70	01.08.82-31.07.83
	Prix d'intervention	165,23	6,00	179,27	8,50	
	Prix de référence du froment panifiable (qualité moyenne)	192,72	7,50	209,10	8,50	
	Prix de référence du froment panifiable (qualité minimale)	184,84	5,50	198,70	7,50	
Froment dur	Prix indicatif	311,48	5,70	339,20	8,90	01.08.82-30.06.83
	Prix d'intervention	274,99	5,60	298,36	8,50	
	Aide (Ecus par hectare) (1)	85,18	7,50	92,85	9,00	
Orge	Prix indicatif	210,00	8,07	228,27	8,70	01.08.82-31.07.83
	Prix d'intervention	165,23	6,00	179,27	8,50	
Seigle	Prix indicatif	210,00	6,43	228,27	8,70	01.08.82-31.07.83
	Prix d'intervention (2)	169,20	3,28	179,27	5,95	
Maïs	Prix indicatif	210,00	8,07	228,27	8,70	01.08.82-31.07.83
	Prix d'intervention	165,23	6,00	179,27	8,50	
Riz	Prix indicatif - riz décortiqué	450,50	10,37	498,49	10,65	01.09.82-31.08.83
	Prix d'intervention - riz paddy	259,42	11,00	291,85	12,50	

Produits	Types de prix ou de montants	1981/82		1982/83		Période d'application des prix et montants
		Ecus/t	% par rapport à 1980/81	Ecus/t	% par rapport à 1981/82	
Sucre	Prix de base de la bet- terave	35,91	8,50	39,32	9,50	01.07.82-30.06.83
	Prix d'intervention du sucre blanc	469,50	8,50	514,10	9,50	
Huile d'olive	Prix indicatif à la pro- duction	2727,10	10,00	3027,70	11,00	01.11.82-31.10.83
	Prix d'intervention	1963,30	9,00	2179,30	11,00	
	Aide à la production	600,00	7,50	666,00	11,00	
Colza et navette	Prix indicatif	425,60	10,00	463,90	9,00	01.07.82-30.06.83
	Prix d'intervention	397,10	8,00	421,30	8,50	
Tournesol	Prix indicatif	477,50	12,00	544,40	14,00	01.09.82-31.08.83
	Prix d'intervention	440,60	10,00	497,30	14,00	
Soja	Prix d'orientation	462,60	10,00	527,40	14,00	01.11.81-31.10.82
	Prix minimum	416,30	7,60	464,10	11,50	
Ricin	Prix d'orientation	598,10	10,00	663,90	11,00	01.10.82-30.09.83
	Prix minimum	569,60	10,00	632,30	11,00	
Lin oléagineux	Prix d'orientation	464,00	10,00	515,00	11,00	01.08.82-31.07.83
Fourrages séchés	Aide fixe	7,03	8,00	8,01	14,00	20.05.82-31.03.83
	Prix d'orientation (5)	148,08	10,00	168,81	14,00	01.07.82-30.06.83
	Aide à la pomme de terre déshydratée	13,41	8,00	14,89	11,00	
Pois, fèves et féveroles	Prix de déclenchement	418,30	11,28	476,00	13,79	01.07.82-30.06.83
	Prix d'orientation	—	—	314,00	—	
	Prix minimum	244,70	8,00	274,10	12,00	
Lin et chanvre	Aide forfaitaire par hectare	—	—	—	—	01.08.82-31.07.83
	— lin textile	296,48	12,00	335,02	13,00	
	— chanvre	269,26	12,00	304,26	13,00	
Coton	Prix indicatif	760,00	—	858,80	13,00	01.08.82-31.07.83
	Prix minimum	722,00	—	815,90	13,00	
Vin de table						
R I	Prix d'orientation	2,95	10,07	3,27	10,85	16.12.82-15.12.83
R II	(par degré/hl ou par hl. selon le type)	2,95	10,07	3,27	10,85	
R III		45,97	10,00	51,03	11,01	
A I		2,72	8,37	3,02	11,03	
A II		61,26	10,00	68,00	11,00	
A III		69,96	10,00	77,66	11,01	
Tabac brut	Prix d'objectif					Récolte 1982
	Prix d'intervention		8 (en moyenne)		(3)	
Fruits et légumes Prix de base			8 à 11		9 à 12 (4)	
Lait	Prix indicatif du lait	242,60	8,98	268,10	10,51	20.05.82-31.03.83
	Prix d'intervention					
	— du beurre	3178,40	9,00	3497,00	10,02	
	— du lait écrémé en poudre	1324,50	9,00	1462,30	10,40	
	— du fromage					
	• Grana Padano 30-60 jours	3172,00	9,53	3530,40	11,30	
	• Grana Padano 6 mois	3842,70	9,84	4295,10	11,77	
	• Parmigiano- Reggiano 6 mois	4188,70	10,01	4693,00	12,04	
Viande bovine	Prix d'orientation des gros bovins (poids vif)	1728,20	7,50	1918,70	11,02	20.05.82-05.12.82
		1768,40	10,00	1962,90	11,00	06.12.82-04.04.83
	Prix d'intervention des gros bovins (poids vif)	1555,40	7,51	1726,80	11,02	20.05.82-05.12.82
		1591,60	10,01	1766,60	11,00	06.12.82-04.04.83
Viande ovine	Prix de base (poids abattu)	3708,80	7,50	4098,20	10,50	20.05.82-04.04.83
Viande porcine	Prix de base (poids abattu)	1761,80	11,00	1946,80	10,50	01.11.82-31.10.83
Vers à soie	Aide par boîte de graines de vers	85,00	19,37	100,00	17,65	01.04.82-31.03.83

Annexe II. — Mesures annexes concernant les marchés

Céréales

— Actualisation des frais de transport d'Ormes à Duisburg : 27,36 Ecus/t (24,95 Ecus/t en 81/82, soit + 9,7 %). Le prix indicatif du froment tendre est donc égal à : 209,10 (prix de référence, qualité moyenne) + 14,15 (élément de marché) + 27,36 = 250,61 Ecus/t. Le prix indicatif de l'orge, du seigle et du maïs est égal à : 179,27 (prix d'intervention commun) + 21,64 (élément de marché) + 27,36 (coût de transport) soit 228,27 Ecus/t.

— Les majorations mensuelles passent de 2,24 à 2,44 Ecus/t pour toutes les céréales sauf le froment dur et de 2,40 à 2,62 Ecus/t pour le froment dur.

— Le montant de l'indemnité compensatrice de fin de campagne est calculé et est octroyé selon les mêmes modalités que pour 81/82.

— La bonification spéciale pour le seigle panifiable a été maintenue à 5,44 Ecus/t.

— Pendant les trois premiers mois de la campagne, tous les Etats membres, à l'exception de l'Italie, sont autorisés à présenter à l'intervention du froment panifiable (qualité minimale); pour l'Italie, l'autorisation porte seulement sur la qualité moyenne.

— Le poids spécifique de la qualité-type de l'orge est maintenu à 67 kg/hl; la proposition de la Commission de l'aligner sur l'unité fourragère (69 kg) a été retirée.

— L'orge présentée à l'intervention peut avoir un poids spécifique de 63 kg/hl. Pour l'orge dont le poids spécifique se situera entre 63 et 64 kg/hl inclus, il sera opéré une réfaction de 1 %.

— Le Conseil a pris acte d'une déclaration de la Commission selon laquelle celle-ci a l'intention d'aligner le prix de seuil du sorgho, du sarrasin, du millet et de l'alpiste sur le prix de seuil de l'orge.

— Le Conseil a relevé, pour 1982/83 et 1983/84, les coefficients applicables, pour le calcul du prélèvement, aux sons et remoulages ayant une teneur égale ou inférieure à 35 % d'amidon.

— Pour la détermination de la production réelle à comparer au seuil de production des céréales (119,5 mio t. en 82/83), il sera tenu compte de la production effective moyenne des 3 campagnes de commercialisation les plus récentes.

Toutefois, si les importations par la Communauté de certains produits de remplacement des céréales, nommément désignés (manioc, patates, sons, etc...), dépassent 15 mio t. au cours de la campagne de commercialisation précédant la fixa-

tion du seuil de production, la différence entre le volume de ces importations et les 15 mio t. s'ajoute au seuil de garantie.

— L'octroi de l'aide au froment dur, qui sera versée sans limitation de surface, sera limitée, en 1982/83, aux mêmes régions qu'en 1981/82. A partir de 1983/84, l'aide sera versée aux producteurs : a) des zones de montagnes et collines et zones défavorisées (Directive 75/268) en Italie, en Grèce et en France; b) des Abruzzes, de la Basilicate, de la Calabre, de la Campanie, du Lazio, des Marches, de la Molise, des Pouilles, de la Sardaigne, de la Sicile et de la Toscane; c) de la Grèce centrale, du Péloponèse, des îles Ioniennes, de la Thessalie, de la Macédoine et des îles Egées; d) de la Provence, des Alpes, de la Côte d'Azur et du Languedoc-Roussillon.

— A partir de la campagne 1983/84, la campagne de commercialisation du froment dur commencera le 1^{er} juillet, et non le 1^{er} août.

Riz

— Le Conseil a pris acte d'une déclaration de la Commission selon laquelle celle-ci reverrait le fonctionnement du marché communautaire du riz et, si nécessaire, présenterait un rapport au Conseil avant le 01.01.83.

— Les majorations mensuelles passent de 2,77 Ecus/t pour le prix d'intervention à 3,02 Ecus/t et de 3,47 Ecus/t pour le prix indicatif à 3,77 Ecus/t.

— Les frais de transport du riz de Vercelli à Duisburg passent de 41,21 à 42,84 Ecus/t.

Produits amylacés

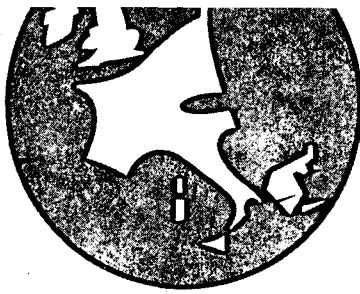
— Le Conseil a pris acte d'une déclaration de la Commission selon laquelle celle-ci, après avis du Comité de gestion, ramènerait le coefficient applicable au volume nécessaire pour fabriquer 1 tonne de féculé de pomme de terre de 5,35 à 5 tonnes de pommes de terre, à partir du 01.08.82.

— Le prix minimum à verser aux producteurs pour la quantité de pommes de terre nécessaire à la fabrication d'une tonne de féculé est fixé à 259,15 Ecus par tonne de féculé à partir du 01.08.82.

— A partir du 01.08.82, la prime à la production de féculé de pommes de terre est fixée à 18,70 Ecus par tonne de féculé et les restitutions à la production sont fixées à 18,61 par tonne de maïs, 26,64 Ecus par tonne de blé et 22,92 Ecus par tonne de riz, étant entendu que toutes les autres restitutions à la production sont augmentées du même pourcentage.

Sucre

— Le Conseil prend acte d'une demande italienne visant à modifier les quota de sucre applicables à



l'Italie et à prévoir des mesures d'accompagnement qui tiendraient davantage compte des différences entre les périodes de récolte dans le Nord et dans le Sud de la Communauté. Il invite le Comité Spécial Agriculture à examiner ces questions et à présenter au Conseil un rapport avant le 30.09.82.

Huile d'olive

— La proposition de la Commission relative à la détermination des superficies oléicoles bénéficiant de l'aide à la production a été renvoyée au Comité Spécial Agriculture.

— Les dispositions applicables aux organisations de producteurs d'huile d'olive ont été revues dans le cadre du règlement de base concernant les organisations de producteurs.

— Les majorations mensuelles ont été portées de 1,56 Ecus/100 kg à 1,70. Elles sont applicables du 01.01.83 au 31.05.83.

Colza, tournesol

— Pour le colza, la production réelle qui devra être comparée au seuil de production (2,15 mio t. en 82/83) sera celle résultant de la moyenne des 3 campagnes de commercialisation les plus récentes.

— Le régime dit « aide du jour » pour le colza est supprimé par le Conseil qui prend acte d'une déclaration de la Commission selon laquelle celle-ci a l'intention de proposer une amélioration du régime d'aides normales pour les graines de colza et de tournesol.

— Le Conseil a renvoyé au Comité Spécial Agriculture la proposition de la Commission d'octroyer une aide au colza incorporé directement dans les aliments pour animaux.

— Le système de la régionalisation du prix d'intervention du colza est supprimé.

— Le prix d'intervention des variétés 00 de colza a été fixé à 450,80 Ecus/t, soit une majoration de 7 % par rapport au prix d'intervention normal.

— Les majorations mensuelles du colza sont passées de 4,52 à 4,93 Ecus/t. Elles sont applicables du 01.09.82 au 30.04.83. Les majorations mensuelles du tournesol sont portées de 5,35 à 5,83 Ecus/t. Elles sont applicables du 01.10.82 au 28.02.83.

Protéagineux, plantes textiles et fourrages séchés

— L'extension du régime de soutien des pois, fèves et féveroles destinés à l'alimentation animale aux pois, fèves et féveroles destinés à l'alimentation humaine est limitée à 2 campagnes.

— Pour le ricin, l'aide supplémentaire au démarrage de 12,09 Ecus/100 kg a été maintenue pour 1982/83.

— Pour le coton non égrené, la quantité maximale qui bénéficie du montant non diminué de l'aide a été fixée à 450.000 t pour 82/83. Pour les régions de Grèce n'ayant bénéficié d'aucune aide nationale avant l'adhésion, l'aide a été fixée à 23,21 Ecus/t.

— La pomme de terre déshydratée est maintenue pour une campagne dans le secteur des fourrages séchés. L'aide est portée de 13,41 Ecus/t à 14,89 Ecus/t.

— Pour le chanvre, à partir de 83/84, l'aide ne sera octroyée que si le chanvre est produit à partir de variétés contenant très peu de substance inébrante.

— Pour le lin textile, financement de mesures favorisant l'utilisation des filasses de lin pour les campagnes de 82/83 à 86/87 à partir d'une retenue sur l'aide versée à l'hectare.

Vin

Principales modifications à l'organisation commune de marché :

— les vins de table bénéficient d'un prix minimal garanti égal à 82 % du prix d'orientation de chaque type de vin de table ; ce prix constitue un but à atteindre à l'aide des instruments mis à la disposition de la Commission.

— les années de très fortes récoltes, la Communauté procédera, selon certaines modalités, à une distillation obligatoire des vins de table afin de ramener les stocks prévisibles de fin de campagne à un niveau compris entre 5 et 6 mois d'utilisation. Le prix d'achat du vin livré à la distillation obligatoire est égal à 60 % du prix d'orientation de chaque type de vin de table ; mais, pour 82/83, ce pourcentage est de 65 %.

— entre le début de la campagne viticole et l'éventuelle décision de distillation obligatoire, la Commission peut instaurer une distillation préventive aux mêmes conditions. Dans le cas où il n'est pas décidé de distillation obligatoire, le prix du vin distillé au titre de la distillation préventive est de 65 % du prix d'orientation de chaque type de vin de table ; mais pour 82/83, ce pourcentage est de 70 %.

— dans la mesure où ils respectent les obligations découlant de l'organisation commune révisée du marché viti-vinicole, les producteurs de vins de table ou leurs associations bénéficieront du prix minimal garanti de 82 % du prix d'orientation de chaque type de vin de table, dans la limite d'une quantité de 5 mio hl par campagne. Le Conseil peut, sur proposition de la Commission, revoir cette liste.

— dans le cas de distillation obligatoire, l'alcool produit pourra être livré à un organisme d'intervention, les pertes encourues faisant l'objet d'une compensation financière de la part du FEOGA. Toutefois, pour 82/83, cette compensation est limitée à 70 % du montant de la perte nette. Ceci a pour but de ne pas augmenter le coût budgétaire prévu, les pourcentages du prix d'orientation, plus élevés pour 82/83 (voir supra 65 et 70 %) ayant leurs effets contrebalancés par cette limitation de compensation financière à 70 %. S'il n'y a pas de distillation obligatoire au cours de 82/83, il sera procédé à une économie budgétaire similaire dans une autre partie du secteur viti-vinicole. Pour les autres distillations, les régimes d'aides aux distillateurs actuellement en vigueur sont maintenus.

— l'ensemble des mesures décidées par le Conseil est lié à l'application et à l'amélioration éventuelle des mesures structurelles d'assainissement de la production et à une action accélérée en vue de l'établissement d'un casier viticole.

— les distillations préventives volontaires, les distillations dites « exceptionnelles », le régime du prix minimal, les distillations à ce prix et la distillation dite « supervinique » sont supprimés.

Fruits et légumes, frais et transformés

— La prime de commercialisation pour les oranges et les mandarines a été augmentée de 12 % ; celle octroyée aux clémentines et aux citrons a été maintenue au niveau de 81/82. Les prix de référence ont été ajustés en conséquence.

— Le Conseil a fixé un prix d'achat et de base pour les aubergines et les abricots.

— Pour les tomates transformées, le Conseil a fixé un seuil de production de 4,5 mio t. de tomates fraîches. Si ce seuil est dépassé, le Conseil arrêtera des mesures appropriées, sur proposition de la Commission.

— Les critères prévus en vue de la fixation de l'aide en faveur des produits transformés à base de fruits et de légumes restent inchangés.

— Le Conseil a limité le champ d'application géographique des actions à moyen terme de la restructuration agrumicole aux seuls Etats membres où se posent des problèmes majeurs en matière de composition variétale de la production et la prime de pénétration aux seuls vendeurs des Etats membres qui mettent en œuvre un plan concernant les actions à moyen terme.

— Le Conseil prend acte d'une déclaration de la Commission selon laquelle celle-ci a l'intention, lorsqu'elle fixera le prix minimal pour les raisins secs et les figues sèches pour 1982/83, de fonder son calcul sur l'augmentation moyenne de prix minimal décidée pour les autres produits transformés à base de fruits et de légumes et sur le mon-

tant supplémentaire correspondant à l'aide nationale accordée en 81/82 en Grèce.

— Le Conseil prend acte d'une déclaration de la Commission selon laquelle celle-ci a l'intention d'examiner rapidement la différenciation des restitutions à l'exportation de certains fruits et légumes.

Tabac

— Le prix d'intervention est ramené de 90 à 85 % du prix d'objectif pour toutes les variétés.

— Le Conseil prend acte d'une déclaration de la Commission selon laquelle celle-ci compte établir des restitutions à l'exportation du tabac de la récolte 81 pour toutes les variétés grecques.

Lait et produits laitiers

— Le prélèvement de co-responsabilité est ramené de 2,5 % à 2 % du prix indicatif. Comme pour 1981/82, les producteurs de lait en Grèce, dans le Mezzogiorno et dans les régions de montagne au sens de la directive CEE 75/268 sont exemptés du paiement du prélèvement de la co-responsabilité. Dans les régions défavorisées, au sens du règlement CEE 1822/77, le prélèvement subit un abattement de 0,2 point pour les 60 000 premiers kilos de lait livré.

— Si le seuil de production (livraisons aux laiteries en 81 + 0,5 %) est dépassé, la Commission proposera une réduction appropriée des prix d'intervention. Cette réduction entrera en vigueur à partir du 01.04.83. Le règlement d'application de cette décision stipule qu'en cas de dépassement du seuil, le Conseil « arrête les mesures appropriées afin de compenser les coûts additionnels ».

— Les subventions à la consommation de beurre sont maintenues en Irlande, au Danemark et au Luxembourg. La participation du FEOGA est limitée à 75 % avec un maximum de 45 Ecus/100 kg (40 Ecus en 81/82). Pour le Royaume-Uni, la participation du FEOGA est de 100 % avec un maximum de 45 Ecus/100 kg (45,94 Ecus/100 kg en 81/82).

— Les limites dans lesquelles peut s'inscrire l'aide pour le lait écrémé en poudre sont fixées entre 54 et 68 Ecus/100 kg (50/64 en 81/82).

— La cession à prix réduits de lait et de certains produits laitiers aux élèves des établissements scolaires est maintenue. Afin d'améliorer l'efficacité du système, la participation des Etats membres est ramenée de 25 % à 12,5 % ; mais les coûts entraînés par cette décision devraient être imputés au programme de dépenses du prélèvement de co-responsabilité.

— Le Conseil prend acte de l'intention de la Commission de réinstaurer une aide en faveur de l'écoulement du beurre de cuisine concentré, avec



imputation des coûts au programme de dépenses du prélèvement de co-responsabilité.

— Les propositions de la Commissions visant à modifier l'octroi d'aides pour le lait écrémé liquide et en poudre destiné à l'alimentation animale et celles visant à assimiler le babeurre au lait écrémé sont renvoyées au Comité Spécial Agriculture.

— Un montant de 120 mio Ecus sera distribué aux Etats membres proportionnellement au volume de lait livré aux laiteries par l'ensemble des producteurs de chaque Etat membre en 1981 dans la limite d'un maximum de 60 000 kg de lait par producteur selon la clé suivante en milliers d'Ecus :

Belgique	4,7	Grèce	0,8	Luxembourg	0,3
Danemark	4,8	Irlande	6,5	Pays-Bas	8,0
Allemagne	34,9	Italie	13,4	Royaume-	7,0
France	39,6		Uni		

Les modalités détaillées pour la mise en œuvre de la répartition de l'aide par les Etats membres seront approuvées par la Commission sur base des critères objectifs que celle-ci aura fixés. La Commission contrôlera la mise en œuvre de ces dispositions, étudiera d'autres méthodes permettant d'aider de manière équivalente les petits producteurs laitiers et présentera au Conseil, avant le 31.01.83, un rapport accompagné au besoin de propositions.

Viande bovine

— La grille communautaire de classement des carcasses s'appliquera aux achats à l'intervention à partir du 04.04.83. A partir du 28.06.82, les Etats membres sont tenus d'effectuer la constatation des prix de marché selon les dispositions actuellement applicables, mais aussi de façon parallèle, sur la base de la grille communautaire de classement.

— Le Conseil a pris acte de l'intention de la Commission de lui soumettre des propositions ayant pour but de réviser les régimes de primes existants en leur substituant, le cas échéant, une aide directe plus uniforme. En attendant, le Conseil maintient la prime à la naissance des veaux en Italie à son niveau actuel (32 Ecus) et l'étend à l'Irlande, l'Irlande du Nord et à la Grèce, mais seulement pour 1982/83.

— En ce qui concerne les primes variables à l'abattage de certains gros bovins, le Conseil est d'accord pour que le montant maximal payable dans le cadre de ce régime soit porté à 80 Ecus par animal.

— La prime à la vache allaitante est maintenue ; la prime communautaire, à financer par le FEOGA, est ramenée de 20 Ecus à 15 Ecus pour 82/83 ; la prime complémentaire, pouvant aller jusqu'à 25 Ecus (et non plus 20 Ecus), est à financer par les budgets nationaux. Dans les cas de l'Irlande et de l'Irlande du Nord, 20 de ces 25 Ecus seront à la charge du FEOGA.

— Le Conseil prend acte d'une déclaration de la Commission selon laquelle celle-ci n'a pas l'intention de suspendre, en Irlande, l'intervention pour certaines catégories de viande bovine tant que le prix de marché moyen restera, en Irlande, inférieur à 85 % du prix d'orientation. Cette dérogation pour l'Irlande ne sera plus nécessaire, après 82/83, compte tenu de l'application de la grille communautaire de classement des carcasses.

Viande ovine

— Le prix de référence applicable en Grèce a été remonté au niveau de celui applicable en Italie (427,64 Ecus/100 kg).

— La disposition (« clawback ») concernant la non-perception du montant équivalent à celui de la prime variable à l'abattage des ovins lors des exportations hors de la CEE sera appliquée en 82/83.

— Dans le but d'arrêter le trafic frauduleux entre l'Irlande et l'Irlande du Nord, celle-ci est maintenant considérée comme une région (région 6), séparée de la Grande-Bretagne (région 5). D'où il découle qu'en Irlande du Nord, l'aide aux producteurs consiste seulement en la prime à la brebis et que la prime variable n'est plus accordée. La perception, lors de l'exportation hors de l'Irlande du Nord, du montant équivalent à cette prime est donc supprimée.

Viande porcine

— La Commission s'efforcera, à l'aide des instruments disponibles de gérer le marché de sorte que l'augmentation du prix de base se reflète effectivement sur les prix de marché.

L'INDUSTRIE TEXTILE FRANÇAISE A L'HEURE DES NÉGOCIATIONS AMF : SITUATION ACTUELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Alain BENTEJAC

*Administrateur civil au ministère de l'Economie et
des Finances*

Les industries du textile et de l'habillement emploient en France environ 550 000 personnes. C'est dire l'importance de l'enjeu économique et social que représente la survie de ce secteur qui est plus que tout autre confronté aux rigueurs de la concurrence internationale. L'année 1982 peut à cet égard être considérée comme une date clef, car c'est durant cette année que seront négociés les accords bilatéraux qui régissent les échanges de produits textiles entre la plupart des pays en voie de développement et les pays industrialisés dans le cadre de l'Accord Multifibre. Cette négociation, dont l'issue est encore incertaine, conduit à s'interroger sur l'état actuel et les perspectives d'avenir de l'industrie textile française (1).

Celle-ci semble en effet ne pas pouvoir sortir d'une crise qu'elle subit depuis de longues années.

Pourtant l'Accord Multifibre, en vigueur depuis 1973, devait précisément permettre à ce secteur, en limitant temporairement les importations des produits les plus sensibles en provenance des pays à bas coûts de revient de mener à bien sa restructuration et son adaptation aux nouvelles conditions de la concurrence internationale. L'attitude particulièrement ferme de la France dans ces négociations montre que les difficultés du textile, loin de s'atténuer, semblent devenir de plus en plus aigues. De fait, un examen même rapide de la situation montre que cette industrie reste confrontée à une situation très difficile.

Ce secteur, qui employait au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale plus d'un million de personnes, n'en occupe plus aujourd'hui qu'un demi-million environ. La dégradation de l'emploi est un phénomène ancien puisque les effectifs salariés ont connu, de 1946 à 1974 une régression à peu près continue de l'ordre de 15.500 personnes en moyenne par an.

Cette diminution, qui était essentiellement liée aux progrès de la productivité était perçue moins nettement qu'à l'heure actuelle, car elle s'inscrivait dans le cadre d'une économie en forte croissance et largement créatrice d'emplois. Depuis la crise, le mouvement s'est accéléré et a atteint en moyenne 25.000 salariés par an de 1975 à 1978. Après une année 1979 relativement moins défavorable, l'hémorragie a repris sur une échelle encore accrue : 33.000 emplois environ ont été perdus en 1980, et 1981 semble s'inscrire dans les mêmes tendances. Le développement du chômage frappe l'ensemble du territoire, mais les régions les plus touchées (Nord-Pas de Calais, Lorraine) sont aussi celles dans lesquelles d'autres

(1) Le présent article, traitera de l'ensemble de la « filière » textile, qui inclut également les produits d'habillement.



industries (sidérurgie) connaissent de délicats problèmes de reconversion.

D'autres indicateurs permettent de mesurer la gravité de la situation; c'est ainsi que la production globale (2), de la branche textile-habillement a selon l'INSEE diminuée de 1,5 % par an en moyenne au cours de la période 1973-1979. De même la balance commerciale, qui était traditionnellement très excédentaire, s'est rapidement détériorée au point de devenir déficitaire à partir de 1979. Le taux de couverture des exportations par les importations, qui se situait à 140 % en 1973 n'était plus que de 91,5 % en 1979. En 1980, le solde déficitaire était supérieur à 3 milliards de francs. La situation financière des entreprises témoigne d'une évolution comparable: la marge brute d'autofinancement, qui représentait 20 % de la valeur ajoutée en 1973 était tombée à 11 % en 1979.

Toutefois, la crise affecte les diverses activités de façon très différenciée. Certains sous-secteurs comme celui des fibres chimiques sont durement touchés, en France comme dans l'ensemble de la CEE du reste. Les capacités de productions sont largement sous-utilisées, et la principale entreprise française de cette branche, Rhone-Poulenc Textile a réduit ses effectifs de moitié entre 1976 et 1980. L'industrie cotonnière (filature et tissage) est elle aussi en déclin sensible, mais d'autres activités, comme l'annoblissement (impression, blanchiment, apprêt) résistent mieux. Quand à l'habillement, il a été frappé assez tardivement, mais la situation s'est brutalement dégradée en 1979-1980.

Comment expliquer la crise aiguë que connaît l'industrie du textile-habillement depuis quelques années? A en croire certains, l'explication est simple: elle résulte, de façon presque mécanique de la combinaison d'un facteur interne, la stagnation de la consommation et d'un facteur externe, la croissance des importations.

Si le premier phénomène ne prête guère à contestation, (l'évolution de la consommation a été nulle de 1973 à 1980, alors qu'elle progressait de 5 % par an en moyenne auparavant), le deuxième en revanche doit être examiné avec attention. Il est en effet au centre d'un débat essentiel: l'industrie textile est elle condamnée à disparaître des pays développés en raison de l'évolution de la division internationale du travail?

Les arguments chiffrés mis en avant de part et d'autre rendent malheureusement difficile une appréciation exacte de la situation. C'est ainsi que les défenseurs de l'industrie textile mettent souvent en avant des statistiques catastrophiques en matière d'évolution des importations ou du

taux de pénétration (3), en omettant souvent de préciser s'ils parlent de l'ensemble de la filière, ou bien seulement de certains sous-secteurs particulièrement sensibles. Inversement, il n'est pas rare d'entendre affirmer que la concurrence de pays en voie de développement est négligeable par rapport à celle des pays industrialisés; les partisans de cette thèse se fondent sur les statistiques du commerce extérieur en valeur, oubliant d'indiquer les données en volume, qui sont souvent fort différentes (les prix des importations en provenance des pays développés sont en moyenne bien supérieur aux prix des produits importés du Tiers-Monde).

Au-delà de ces controverses, deux faits doivent être mis en lumière. En premier lieu, la croissance rapide des importations au cours des dernières années a provoqué un accroissement inquiétant de la pénétration du marché intérieur. Exprimés en volume, les taux de pénétration ont atteint en 1980 51 % pour les produits textiles proprement dits (contre 37 % en 1975), 46,8 % pour la confection masculine, 33,5 % pour la confection féminine, 52,2 % pour la lingerie-bonneterie, 28,3 % pour le linge de maison (4). Remarquons que le même taux de pénétration, exprimé cette fois en valeur, ne s'élevait qu'à 26,3 % pour l'ensemble de la filière. En second lieu, un fait peu connu mérite d'être souligné: la France est un des pays de la CEE qui importe le moins de l'ensemble des pays tiers. D'après des statistiques établies par le ministère de l'Industrie, quand la France importe 100 (en volume), les importations s'élèvent à 234 pour la Grande-Bretagne et à 293 pour la République Fédérale Allemande.

Il convient donc de nuancer le tableau un peu trop sombre que l'on est parfois tenté de brosser: certes, la pénétration du marché intérieur s'accroît, mais la France reste relativement mieux protégée que la plupart de ses partenaires; de plus les importations à bas prix (les fameuses importations «sauvages») ne sont pas la seule explication de la crise actuelle, et il peut même être soutenu que le défi essentiel que doit relever l'industrie textile française est celui de sa compétitivité vis-à-vis des autres Etats-membres de la Communauté, qui restent nos principaux fournisseurs.

Dans ces conditions, il faut s'interroger sur les autres raisons de la crise actuelle: faiblesse de l'investissement, manque de souplesse pour s'adapter à la demande, insuffisante créativité. Certains professionnels refusent parfois de s'engager dans ce débat, en prétendant qu'il s'agit

(3) Le taux de pénétration se définit par le rapport entre importations et consommation apparente.

(4) source: Rapport de la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile - Assemblée Nationale - mars 1981.

(2) Production distribuée mesurée en francs constants

là de facteurs seconds, résultant eux même de la montée des importations à bas prix. Il ne nous semble pas, qu'un argument de ce type permette de faire l'économie d'une analyse des faiblesses internes de l'industrie française.

A cet égard, le facteur le plus important est sans doute l'insuffisance de l'effort d'investissement. La formation brute du capital fixe du textile-habillement a diminué de près de moitié en volume dans les dix dernières années, passant de plus de 2 % de l'investissement total du pays en 1970 à moins de 1 % en 1978. Ce phénomène est d'autant plus préjudiciable qu'il semble spécifiquement français, les autres pays de la CEE ayant maintenu leur effort ou l'ayant réduit dans des proportions bien moindres. Cette insuffisance qui est par ailleurs à l'origine de la crise de l'industrie de la machine textile, peut être lourde de conséquences, le vieillissement des équipements ne pouvant que limiter la compétitivité future des entreprises.

D'après le rapport établi par la Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les problèmes de l'industrie textile (5), « le comportement de nos industriels paraît dans ces conditions d'autant moins excusable que la chute de l'investissement était significative déjà à l'époque où la consommation de produits textiles était encore croissante et où le marché intérieur n'était pas encore perturbé par des importations massives ».

Une autre faiblesse structurelle réside dans l'insuffisante concentration des entreprises. Bien qu'il existe quelques grands groupes de taille internationale, le secteur reste très atomisé, ce qui fait obstacle tant à la diffusion de l'innovation qu'à la réalisation de grandes séries.

Certains facteurs, toutefois, ne sont pas seulement imputables au comportement des industriels. Il est certain en particulier, que les pouvoirs publics, n'ont pas dans le passé accordé à ce secteur toute l'aide qui aurait été nécessaire compte tenu de la gravité de la situation. Selon certaines estimations, le Textile-habillement, qui représente 10 % de la valeur ajoutée française, n'a pas bénéficié en moyenne de plus de 1 % des aides publiques au cours des dernières années.

Deux autres explications de la crise de ce secteur sont souvent avancées : le poids excessif des charges sociales, et le rôle de la distribution. Sur le premier point, le diagnostic doit là aussi, être nuancé. S'il est contestable que le poids des charges sociales est en France très élevé (94,2 %

de la rémunération horaire nette, contre 30 % aux Etats-Unis), le coût global de la main d'œuvre française (salaire direct et charges sociales) se situe dans la moyenne des pays européens. En 1979, en prenant comme base 100 le coût global en France, la RFA était à l'indice 136, l'Italie à l'indice 112, le Royaume-Uni à l'indice 73 (6). Les véritables handicaps de l'industrie française, dans ce secteur comme dans les autres, résident plutôt dans la durée du travail et dans le temps d'utilisation des machines (5.400 heures par an en France contre 7.000 aux Etats-Unis et 8.000 environ en Corée du Sud).

S'agissant du système français de distribution, il est fréquent d'entendre dénoncer sa trop grande fragmentation : il y a 80.000 points de vente des articles de textile et d'habillement et la part des canaux de distribution modernes est beaucoup plus réduite que dans les autres pays développés. Ce type de structure a certainement des conséquences sur le niveau de prix, qui est plus élevé en France que dans les pays voisins, ainsi que sur la compétitivité des entreprises de production, qui ne peuvent pas réaliser de séries suffisamment longues.

Mais le point de savoir si l'atomisation du système de distribution favorise davantage les importations qu'une plus grande concentration n'est pas clairement établi. Dans la plupart des secteurs, il semble au contraire que les principaux vecteurs d'importations soient les réseaux de distribution les plus modernes.

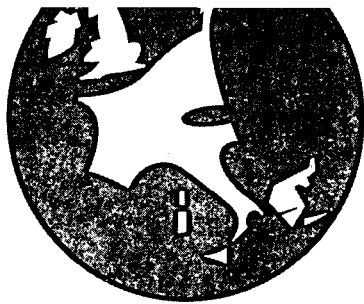
Les importations en provenance des pays à bas coûts de revient ne peuvent donc pas être tenues pour la seule cause de la crise du textile-habillement. Toutefois, il est incontestable que ce secteur est plus exposé que la plupart des branches de l'économie à la concurrence des nouvelles industries du Tiers Monde. Dans ces conditions, quelle place peut-il encore tenir dans l'économie d'un pays comme la France dans les années à venir ?

A cet égard, la comparaison avec la situation des industries textile des autres pays européens montre que des stratégies extrêmement différentes sont envisageables.

Un premier type de stratégie a été mis en œuvre par les Pays-Bas et surtout la RFA. Dans ce dernier pays, les industriels ont commencé dès le début des années 1960 à se dégager systématiquement de l'aval de la filière, c'est-à-dire de la confection, pour se concentrer sur

(5) M. SEGUIN, rapporteur-Journal officiel du 18 mars 1981

(6) source : Conseil Economique et Social - Rapport sur le devenir des industries textiles et d'habillement 10 décembre 1981.



l'amont, principalement les fibres chimiques et l'industrie de la machine textile. Les professionnels ont joué à fond la carte de la délocalisation, recourant de façon massive à la sous-traitance extérieure, en particulier dans les Pays de l'Est, pour les activités dans lesquelles le coût de la main d'œuvre est un élément fondamental.

L'industrie de l'habillement allemande n'a pas pour autant été sacrifiée, mais elle est spécialisée dans les articles de haute qualité. Cette stratégie a eu des effets très bénéfiques sur le secteur de la machine textile ainsi que sur celui des tissus à usage industriel, dont la RFA est devenue le premier exportateur mondial. A l'inverse, le commerce extérieur allemand des produits d'habillement est très fortement déficitaire. L'emploi dans l'ensemble de la filière a nettement diminué (-32 % de 1970 à 1978) mais le choix de la « stratégie de désengagement » ayant été fait assez tôt, à une époque de croissance encore forte, ses effets sociaux ont pu être atténués par des créations d'emplois dans d'autres secteurs.

L'Italie a, quant à elle, adopté une stratégie fondamentalement différente, dont l'objectif est le maintien d'une filière complète. L'industrie italienne s'est développée dans tous les secteurs, et a même connu une expansion considérable dans l'habillement et la bonneterie. Cette forte croissance, qui contraste avec le marasme de l'industrie textile dans le reste de la CEE, est surtout le fruit de la très grande capacité d'adaptation des structures industrielles de ce pays. La création de nombreuses exploitations de petite dimension, le recours croissant aux travailleurs indépendants à domicile ont permis une grande souplesse dans l'organisation de la production et une adaptation constante à l'évolution de la demande. Les résultats de cette politique sont spectaculaires : la production a progressé fortement en termes réels et l'Italie a une balance commerciale textile très excédentaire, surtout pour l'habillement (taux de couverture : 935 % en 1978).

La France, comme la Belgique et le Royaume-Uni du reste, se trouve dans une situation intermédiaire. Certes, la stratégie adoptée a été celle du maintien de l'ensemble de la filière. Mais cette politique a été mise en œuvre de manière beaucoup moins délibérée et dynamique qu'en Italie, sans doute en raison de l'insuffisante capacité d'adaptation de l'appareil industriel. Ce comportement, que l'on pourrait nommer « stratégie statique de maintien » (7), n'a pas permis d'éviter la dégradation de la situation dans

l'ensemble des sous-secteurs qui composent la filière.

Le choix par la France du développement de l'ensemble de la filière a été récemment confirmé par le Gouvernement. L'interdépendance des diverses branches est en effet telle qu'une stratégie de « désengagement de l'aval » pourrait, en plus de ses effets directs négatifs sur la confection, avoir des conséquences dommageables sur les activités d'amont. Les industriels signalent à juste raison que déjà à l'heure actuelle, la croissance plus rapide des importations pour les articles d'habillement provoque des pertes de marchés pour les entreprises du textile proprement dit. L'objectif consiste désormais à passer d'une stratégie de maintien statique à une stratégie plus offensive.

L'industrie française dispose pour ce faire d'atouts non négligeables : son aptitude à la créativité, l'ancienneté de sa vocation exportatrice, le renom des marques françaises, la valeur de sa recherche... De plus, il existe des produits dont la demande est fortement croissante, comme les textiles à usage industriel et technique, ou les articles pour l'habitat, et pour lesquels les entreprises françaises sont bien placées. Même pour les productions les plus classiques, les avantages comparatifs dont disposent les pays moins développés en matière de coût de la main d'œuvre ne sont pas toujours déterminants. A ce sujet, il faut savoir que l'écart de prix à la production entre le produit importé et le produit réalisé par l'industrie nationale doit être substantiel (au moins 50 % en moyenne) pour que l'acheteur occidental ait intérêt à commander des vêtements dans un pays du Tiers-Monde : des frais importants (transports, marges d'importation, droits de douane) sont en effet à ajouter au prix à la production, sans parler des incertitudes liées à toute commande passée dans des pays parfois très lointains. Surtout, pour beaucoup de produits, la compétitivité ne s'apprécie pas seulement en termes de prix : d'autres facteurs doivent être pris en compte, comme la qualité, le confort, l'esthétique... Les consommateurs n'achètent pas systématiquement l'article le moins cher et sont souvent prêts à payer un certain « surprix », pour peu que le produit « made in France » sache se montrer attractif.

Enfin, un autre élément important devrait rendre possible un certain renouveau du textile : les pouvoirs publics ont décidé d'apporter une aide exceptionnelle à ce secteur, tant sur le plan interne que sur le plan externe.

L'aspect interne de cet effort de l'Etat est marqué par la mise au point d'un « plan textile », qui permettra aux entreprises de conclure des contrats « emploi-investissement » et de bénéficier ainsi d'une importante réduction des charges sociales (pouvant aller jusqu'à 12 %), à condition

(7) Conseil Economique et Social - Rapport sur le devenir des industries textiles et d'habillement - 10 décembre 1981.

de maintenir l'emploi et de développer l'investissement. Cette mesure, qui devrait rendre possible une diminution des prix de revient de 2-3 % environ ne prétend pas compenser tous les handicaps dont souffre l'industrie textile. Elle devrait toutefois apporter un « ballon d'oxygène » à la plupart des entreprises en facilitant le rétablissement de leurs marges et en améliorant leur capacité d'autofinancement.

Sur le plan externe, l'attitude du Gouvernement français et des instances communautaires dans les difficiles négociations qui se déroulent actuellement montre que les préoccupations des professionnels ont été prises en compte. L'Accord Multifibre a permis depuis 1973, un certain encadrement des importations originaires des pays à bas salaires et le dispositif actuellement en cours de négociation prévoit un contrôle encore plus étroit. Quoiqu'en disent certains industriels le système de protection dont ils bénéficient ainsi est relativement efficace. Il est d'ailleurs remarquable que le textile soit le seul secteur,

avec la sidérurgie qui dispose d'une protection organisée au niveau communautaire. Même si l'AMF ne permet pas la stabilisation absolue des taux de pénétration que souhaiterait les professionnels, il contribue largement à modérer l'évolution des importations des produits sensibles.

Dans ces conditions, les pouvoirs publics, sans nier les difficultés réelles auxquelles est confrontée cette industrie, estiment que l'effort exceptionnel qu'ils consentent à son profit devrait trouver un large écho au sein des entreprises. Celles ci doivent désormais montrer qu'elles entendent tirer le meilleur parti de l'aide qui leur est apportée et qu'elles sont déterminées à se développer, à investir, à prospecter de nouveaux marchés...

L'avenir de l'industrie textile française est d'abord entre les mains des industriels eux-mêmes.

LE CADRE JURIDIQUE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE. II. — POLITIQUE ÉCONOMIQUE (*)

Nicolas MOUSSIS, Ph. D.

Depuis la réalisation de l'union douanière, en juillet 1968, la CEE a débordé le cadre du traité l'instituant dans des domaines non explicitement prévus ou réglés par celui-ci. Pour ce faire il a fallu des décisions politiques importantes comme celles des Conférences au sommet de la Haye, de décembre 1969, et de Paris, d'octobre 1972, qui ont mis sur rails l'union économique et monétaire et un grand nombre de politiques communautaires. En ce vingt-cinquième anniversaire du traité de Rome, la Revue du Marché commun trouve intéressant de faire le point sur le cadre juridique des politiques internes de la CEE en se basant sur des extraits de l'ouvrage de M. N. MOUSSIS qui analyse extensivement ces politiques et qui vient d'être publié par les Editions Dalloz.

Sous le titre général de « Politique économique » le traité de Rome comprend trois chapitres : « la politique de conjoncture », « la balance des paiements » et « la politique commerciale ». On trouve certains éléments de politique économique communautaire mêlés à des éléments de politique monétaire dans les deux premiers de ces chapitres. Le troisième, ainsi que son titre l'indique, concerne exclusivement la politique commerciale.

L'article 103 indique que les Etats membres considèrent leur politique de conjoncture comme une question d'intérêt commun. Ils se consultent mutuellement et avec la Commission sur les mesures à prendre en fonction des circonstances. D'après l'article 105, ils coordonnent leurs politiques économiques en vue de faciliter la réalisation des objectifs énoncés dans l'article 104, c'est-à-dire l'équilibre des balances des paiements, la confiance dans les monnaies des pays membres, un haut degré d'emploi et la stabilité du niveau des prix.

Ces dispositions fondamentales du traité auraient pu être une base suffisante de politique économique communautaire, s'il existait la volonté politique de leur interprétation large. Mais en l'absence d'une telle volonté, ces articles du traité n'ont pas beaucoup de conséquences pratiques, car ils ne contiennent pas de mesures obligatoires de politique communautaire. Ils ont, bien sûr, été à la base de certaines institutions de politique économique utiles au stade du marché commun, mais lorsque les Etats membres ont décidé de passer au stade de l'union économique et monétaire, ces mesures destinées à un stade d'intégration moins avancé n'étaient plus suffisantes.

L'union économique et monétaire, dont la réalisation a été décidée par les chefs d'Etat ou de gouvernement à la Conférence au sommet de La Haye des 1 et 2 décembre 1969, impliquait selon eux une meilleure coordination non seulement des politiques conjoncturelles, mais aussi des objectifs à moyen terme. Dans sa communication au Conseil du 4 mars 1970, au sujet de l'élaboration

* Voir aussi le cadre juridique de la politique monétaire publié dans le précédent numéro de la Revue.

d'un plan par étapes vers l'union économique et monétaire, la Commission soulignait le besoin d'un « parallélisme » entre le domaine économique et le domaine monétaire ; parallélisme qui devait à la fois garantir la convergence des politiques économiques et le renforcement de la solidarité monétaire. D'ailleurs, selon la Commission, cette action ne pouvait rester isolée mais devait être appuyée par une politique visant à réduire les disparités de structure entre les pays membres.

Enfin, le groupe réuni sous la présidence de M. Pierre Werner pour élaborer un rapport permettant de dégager les options fondamentales d'une réalisation par étapes d'une union économique et monétaire de la Communauté, remis au Conseil le 8 octobre 1970*, faisait siens les principes formulés par la Commission dans sa communication précitée, notamment sur le parallélisme entre économique et monétaire et la nécessité d'une relève des instruments nationaux par des instruments communautaires.

Basée sur ces documents, la résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des Etats membres, du 22 mars 1971, concernant la réalisation par étapes de l'union économique et monétaire disait que :

— l'union économique et monétaire signifie que les principales décisions de politique économique seront prises au niveau communautaire et donc que les pouvoirs nécessaires seront transférés du plan national au plan de la Communauté ; et que

— la première étape doit comporter un renforcement des procédures de consultation concernant notamment la politique budgétaire qui doit être menée en fonction des objectifs communautaires.

Mais cette résolution du Conseil n'a pas été suivie par un programme concret et obligatoire de transfert de pouvoirs depuis les gouvernements des Etats membres vers les institutions communautaires. Par conséquent, les décisions de juillet 1969, concernant les consultations préalables avant l'adoption de mesures de politiques économiques, et de février 1974, concernant la convergence des politiques économiques, n'ont pas un caractère contraignant en droit. Ainsi le fondement juridique de la coordination des politiques économiques, jugée maintes fois nécessaire, reste incomplet.

* Voir aussi le cadre juridique de la politique monétaire publié dans le précédent numéro de la Revue.

Le Conseil européen de Bruxelles de 4 et 5 décembre 1978, qui a institué le Système monétaire européen, reconnaissait implicitement l'échec des efforts de coordination entrepris jusqu'alors lorsqu'il soulignait le fait que, dans le cadre d'une vaste stratégie visant à améliorer les perspectives de développement économique et fondée sur une symétrie des droits et des obligations de tous les participants, la préoccupation principale devrait consister à renforcer la convergence des politiques économiques en vue d'atteindre une plus grande stabilité. Tout en invitant le Conseil (ministres de l'Economie et des Finances) à renforcer ses procédures de coordination afin d'obtenir une meilleure convergence dans ce domaine, le Conseil européen désabusé se déclarait conscient de ce qu'il ne serait pas aisé d'assurer cette convergence des politiques et des réalisations économiques. Bien qu'il ne le disait pas *expressis verbis*, le Conseil européen semblait reconnaître comme préalable à la coordination des politiques économiques des mesures prises au niveau national et communautaire afin de renforcer le potentiel économique des pays moins prospères de la Communauté.

Afin de coordonner les politiques économiques à court et moyen terme des Etats membres trois organes avaient été institués au départ : un Comité de politique conjoncturelle, en mars 1960, un Comité de politique budgétaire, en avril 1964, et un comité de politique économique à moyen terme, aussi en avril 1964. Ces trois comités ont fusionné en un Comité de politique économique par décision du Conseil du 18 février 1974. Ce comité, composé de quatre représentants de la Commission et de quatre représentants de chacun des Etats membres, a été investi des fonctions exercées auparavant par les trois comités qu'il a remplacés. Il lui appartient notamment : de concourir à la coordination des politiques économiques conjoncturelles, d'examiner et confronter les politiques budgétaires des Etats membres et de veiller à leur mise en œuvre, de préparer l'avant-projet de politique économique à moyen terme, de suivre les politiques à moyen terme des Etats membres et d'en examiner la compatibilité avec le programme, d'analyser l'évolution des économies et de rechercher les causes de divergence avec le programme.

On peut enfin considérer comme un organe de coordination des politiques économiques et de participation des partenaires sociaux au processus d'intégration économique, la « conférence tripartite », c'est-à-dire des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, qui se tient annuellement depuis 1976. Les conclusions de ces conférences sont notamment prises en compte lors de l'élaboration des programmes à moyen terme de la Communauté.



LES NOUVEAUX PROTOCOLES FINANCIERS CONCLUS ENTRE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET LES PAYS DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE

Yves RENIER

Dans le cadre de sa politique globale méditerranéenne dont les bases ont été jetées, en 1972, la Communauté a conclu entre 1975 et 1977 des accords de coopération avec les pays du Sud de la Méditerranée. Il s'agissait des pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) des pays du Machrek (Egypte, Jordanie, Liban, Syrie) et d'Israël. La Communauté était déjà liée auparavant avec quatre de ces pays (Maroc, Tunisie, Egypte et Israël) par un accord commercial préférentiel. L'élément novateur de ces nouveaux accords était constitué par l'instauration d'une coopération non plus limitée aux échanges commerciaux, mais couvrant toute une série d'actions regroupées sous la dénomination de coopération économique, technique et financière : participation de la Communauté aux efforts des partenaires pour développer leur production et leur infrastructure économique, coopération industrielle, coopération dans le domaine scientifique, technologique et de la protection de l'environnement, coopération énergétique, coopération dans le secteur de la pêche, etc. Pour appuyer les efforts de coopération entre la Communauté et ses partenaires, une assistance financière de celle-ci avait été convenue dans un protocole financier annexé à chacun des accords.

Les moyens financiers inscrits dans les différents protocoles avaient été accordés pour une période se terminant le 31 octobre 1981. De nouveaux protocoles financiers valables pour une nouvelle période se terminant le 31 octobre 1986 viennent d'être négociés avec les pays du Maghreb, du Machrek et d'Israël, afin de permettre la poursuite de la coopération financière et technique.

Avant d'examiner le contenu de ces nouveaux protocoles financiers, il serait intéressant de faire au préalable un premier bilan de cette coopération. Ceci nous permettrait ensuite de mieux évaluer, à la lumière de cette première expérience, les possibilités ouvertes pour l'avenir.

I. — Mise en œuvre des premiers protocoles financiers

La mise en œuvre de la coopération financière et technique entre la Communauté et les pays du Sud de la Méditerranée a connu, au départ, les difficultés inhérentes à toute action nouvelle, ne s'appuyant pas sur une expérience précédente. Les partenaires n'étaient pas encore familiarisés avec les procédures appliquées par la Communauté de même que celle-ci n'était pas toujours en mesure de lever les contraintes auxquelles souvent elle se heurtait dans les différents pays. A ces difficultés s'est ajouté le fait que les premiers engagements n'ont pu avoir lieu avant le 1^{er} novembre 1978, date à laquelle seulement les protocoles financiers sont entrés en vigueur en raison des procédures de ratifications dans les Etats membres. Il n'en reste pas moins qu'une grande partie du retard a pu être comblé, jusqu'à la date

du 31 octobre 1981, fixée comme objectif pour l'utilisation de l'aide, 71,6 % de celle-ci avait été engagée. Au 1^{er} septembre 1982, ce pourcentage s'élevait à 91,3 %. Le reliquat de 58 MIO d'ECU environ, sur un total de 669 MIO pour tous les pays s'expliquait par des situations particulières propres à certains partenaires où à certains projets. Il devrait être utilisé très rapidement.

Si l'on veut apprécier maintenant les résultats de la coopération financière sous l'aspect qualitatif, on peut déjà établir des conclusions intéressantes en examinant la répartition de l'aide communautaire selon les différents domaines, comme l'indique le tableau ci-dessous :

Répartition, selon les différents domaines de l'aide communautaire engagés au 31 décembre 1981 (prêts de la BEI, prêts spéciaux et dons)

	en millions d'ECU	en %
Agriculture	22 250	4,2
Industrie	123 595	23,3
Infrastructures	295 636	55,7
Formation	50.867	9,6
Coopération scientifique	17 170	3,2
Coopération industrielle	8 230	1,6
Coopération technique	10.170	1,9
Promotion commerciale	2 667	0,5
Total	530 585	100,0

Bien que ce tableau couvre seulement 79 % de l'aide totale à engager, la prédominance des financements consacrés aux investissements dans le domaine des infrastructures s'impose déjà. Il s'agit d'infrastructures très variées : installations portuaires, centrales thermiques, routes, voies ferrées, équipements hydrauliques, etc. Par contre, les interventions appelées à avoir directement un effet sur la production (investissements dans l'industrie et l'agriculture) tiennent une place limitée. De même la coopération en matière de formation, domaine qui est particulièrement déterminant pour le développement, a bénéficié de concours financiers assez modestes. Ce qui apparaît encore plus manifeste est la place très minime d'actions telles que celles relatives à la coopération industrielle et à la coopération scientifique, sur lesquelles

les on avait fondé beaucoup d'espoirs au moment de la négociation des accords.

II. — Les nouveaux protocoles financiers

FORMES ET VOLUME DE L'AIDE DE LA COMMUNAUTÉ

Les nouveaux protocoles financiers n'apporteront aucune modification quant aux formes de l'aide accordée par la Communauté.

L'aide de la Communauté continuera à être mise en œuvre sous les trois formes suivantes : prêts de la Banque Européenne d'Investissements, prêts à des conditions spéciales, aides non remboursables.

Les prêts de la Banque Européenne d'Investissement sont fournis sur ses ressources propres et aux conditions du marché. Pour les pays du Maghreb et du Machreck, tous ces prêts seront assortis d'une bonification des taux d'intérêts, à l'exception du Liban qui y a renoncé. Toutefois, les projets relevant du secteur pétrolier ne pourront bénéficier d'une telle bonification en raison de leur rentabilité. Selon le choix fait par chacun des partenaires en négociation, la bonification sera effectuée au taux suivant : Algérie, Maroc, Jordanie : 2 %, Egypte, Syrie, Tunisie : 3 % ; quant à Israël, qui continuera à bénéficier seulement de prêts de la BEI, aucune bonification des taux d'intérêt n'a été prévue par la Communauté, comme dans le premier protocole financier.

Les prêts à conditions spéciales et les dons sont financés par le budget de la Communauté. Les premiers sont accordés pour une durée de 40 ans avec un différé d'amortissement de 10 ans et portent intérêt à 1 % l'an. Une partie des dons est affectée au financement des bonifications d'intérêts indiquées plus haut.

Le tableau figurant ci-après indique le volume de l'aide et sa répartition entre les différentes for-

Pays	Premiers protocoles financiers (Millions d'ECU)				Deuxièmes protocoles financiers (Millions d'ECU)			
	Total	BEI	Prêts à conditions spéciales	dons	Total	BEI	Prêts à conditions spéciales	Dons
Algérie	114	70	19	25	151	107	16	28
Maroc	130	56	58	16	199	90	42	67
Tunisie	95	41	39	15	139	78	24	37
Egypte	170	93	14	63	276	150	50	76
Jordanie	40	18	4	18	63	37	7	19
Liban	30	20	2	8	50	34	5	11
Syrie	60	34	7	19	97	64	11	22
Israël	30	30	—	—	40	40	—	—
TOTAL	669	362	143	164	1 015	600	155	260



Evolution par rapport aux premiers protocoles financiers

Pays	Augmentation de l'aide par rapport aux premiers protocoles financiers (%)			Population en millions d'habitants (1979)	PNB/capita	Effort financier par habitant (ECU)
	Budget de la Commu- té (prêts spéciaux et dons)	BEI	Total			
Algérie	—	52,9	32,5	18,2	1 580	8,6
Maroc	47,3	60,7	53,1	19,4	740	10,5
Tunisie	13,0	90,2	46,3	6,2	1 120	23,2
Egypte	63,6	61,3	62,4	40,9	460	6,9
Jordanie	18,2	105,6	57,5	3,1	1 180	21,0
Liban	60,0	70,0	66,7	3,1	—	16,7
Syrie	26,9	88,2	61,7	8,4	1 070	12,0
Israël	—	33,3	33,3	3,8	4 170	10,8
TOTAL	35,0	65,7	51,7	103,1	—	10,1

mes de cette aide qui ont été fixés pour chacun des pays concernés dans les nouveaux protocoles financiers. Les montants correspondants des premiers protocoles, qui avaient été fixés également en étant considérés valables pour une période de cinq années, sont repris dans ce tableau de manière à pouvoir noter en même temps l'évolution qui a pu se produire dans le traitement accordé par la Communauté à ses partenaires.

1. Ensemble de l'aide

Si l'on considère, sur la base du tableau qui figure ci-dessus, l'ensemble de l'aide au pays du Sud de la Méditerranée, deux constatations doivent être faites: le montant nominal de l'aide a été augmenté de 51,7 %, l'augmentation a été inégale suivant qu'il s'agit des prêts spéciaux et des dons ou des prêts de la BEI.

Cette augmentation de 51,7 % doit être, bien sûr, comparée au niveau de l'inflation réalisée depuis l'établissement des premiers protocoles financiers. Il est, certes, difficile de mesurer exactement les termes de cette inflation et leurs conséquences sur la valeur réelle de l'aide. Certains calculs effectués au cours des travaux communautaires pour la fixation des nouveaux montants à inscrire dans les protocoles financiers avaient évalué cette inflation à 43 % en prenant en considération la période 1^{er} juillet 1976-31 décembre 1980. La date du 1^{er} juillet 1976 avait été choisie parce qu'elle correspondait à celle à laquelle le volume de l'aide pour les pays du Maghreb avait été fixé, trois mois après la signature des accords avec les pays du Maghreb. En outre, il serait logique d'adapter ces calculs, dont les résultats ne peuvent être en toute hypothèse d'une rigoureuse exactitude, en allant jusqu'à la période à laquelle les nouveaux montants ont été définitivement fixés, c'est-à-dire juillet 1981.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que le montant total de l'aide prévue pour les cinq prochaines années permet de maintenir grosso modo le volume de l'aide accordée dans les premiers protocoles financiers.

Sur le plan qualitatif il est incontestable que l'aide de la Communauté, prise dans son ensemble pour tous les pays du Sud de la Méditerranée, connaît une certaine dégradation par rapport aux protocoles de la première génération. En effet, pour la fixation du montant de cette aide, un taux d'augmentation plus faible (35 %) a été retenu pour les prêts spéciaux et les dons que pour les prêts de la BEI (65,7 %). Il en résulte que ces derniers qui, comme nous le savons, sont accordés aux conditions du marché sous réserve d'une faible bonification des intérêts, représentent désormais 59 % de l'aide totale au lieu de 56 % pour les premiers protocoles financiers. Il est facile de déceler les raisons de cette situation: les difficultés que connaît actuellement le budget de la Communauté ont amené les Etats Membres à ne pas suivre la Commission, qui avait proposé au départ des montants plus substantiels pour les prêts spéciaux et les dons et à se tourner davantage vers la Banque qui puise ses ressources sur le marché des capitaux. Les conséquences sur le niveau de libéralité de l'aide communautaire sont d'autant plus grandes que depuis les dernières années les taux d'intérêts ont très sensiblement augmenté sur ce marché. Actuellement, la BEI doit appliquer des taux de l'ordre de 14 à 15 %, alors qu'ils s'établissaient aux alentours de 9 % en 1976.

Il résulte surtout de cette situation que l'aide fournie par le budget de la Communauté au cours des cinq prochaines années représentera une diminution en valeur par rapport aux protocoles financiers de la première génération. Une augmentation de 35 % est certainement inférieure au niveau de l'inflation constatée au cours des cinq dernières années.

2. Répartition de l'aide entre les différents pays.

Si l'on examine maintenant le traitement accordé à chaque pays, on constate des différences sensibles entre les partenaires.

Lors de l'établissement des premiers protocoles financiers la Communauté était partie, au départ, du principe qu'il convenait d'assurer un équilibre entre tous les pays au sujet du volume et des formes de l'aide en tenant compte de l'importance de leur population, de leur situation économique et, d'une manière générale, de leur niveau de développement. Ce principe n'a certes pas été appliqué avec rigueur et des facteurs moins objectifs sont quelques fois intervenus. La nécessité de respecter un équilibre entre les différents partenaires a inspiré également les travaux communautaires pour les nouveaux protocoles financiers. Et justement parce que cet équilibre ne semblait pas avoir été suffisamment assuré au départ, on a voulu apporter quelques éléments correcteurs à l'occasion des nouveaux protocoles.

Ainsi, à propos des pays du Machrek, on a pu constater qu'ils avaient bénéficié, dans les négociations en 1977, d'un traitement moins favorable pour le volume de l'aide que les pays du Maghreb, en 1976, en raison des autres engagements extérieurs pris antérieurement par la Communauté. Cette situation n'a pas été ignorée en 1981 lors de la fixation par celle-ci des nouveaux montants de l'aide. Ceci explique probablement les taux d'augmentation plus élevés de l'aide totale accordée à certains des quatre pays concernés.

Mais c'est surtout au niveau de la répartition de cette aide entre les prêts spéciaux et les dons, d'une part, et les prêts de la BEI, d'autre part, que des différenciations ont été faites entre les partenaires. Celles-ci ont été justifiées principalement par leur situation économique, mais comme en 1976 et 1977 des facteurs moins objectifs ont pu certainement inspirer les Etats membres lors des travaux internes. Le cas de l'Egypte et du Maroc est particulièrement manifeste. Ces deux pays ont le plus faible revenu par habitant. On a estimé qu'on n'en avait pas suffisamment tenu compte précédemment. De même en raison de l'importance de leur population, notamment pour l'Egypte, l'effort financier par habitant, accompli par la Communauté, paraissait moins substantiel que pour la Tunisie par exemple (cf. tableau figurant plus haut). Ceci a amené à prévoir une aide globalement plus libérale en faveur de ces pays en augmentant plus fortement, par rapport au premier protocole financier, les montants correspondants aux prêts spéciaux et aux dons. Pour le Liban, on a tenu compte de la situation dramatique qu'il connaît actuellement. A l'opposé, le montant réservé aux prêts spéciaux et aux dons pour l'Algérie est resté fixé à 44 millions d'Ecu, ce qui en raison de l'inflation signifie une diminution de sa valeur réelle. Les richesses de ce pays en hydrocarbures, qui lui ont fourni des ressources

sans cesse accrues depuis la conclusion de l'accord de coopération ont été prises en considération. Enfin il convient de souligner que l'aide à Israël est restée limitée à des prêts de la BEI, sans possibilité de bonifications des taux d'intérêts, alors que la Commission avait soumis des propositions pour une aide supplémentaire sous forme de dons.

Il résulte de cette répartition de l'aide communautaire et de ses différents éléments entre les partenaires, telle qu'elle vient d'être analysée, des situations différentes : pour certains les nouveaux protocoles financiers apportent globalement une amélioration de la valeur réelle de l'aide, pour d'autres — et les plus nombreux — ils représentent une stratégie ou même une dégradation de celle-ci.

3. Modalités de mise en œuvre de l'aide.

Aucune modification fondamentale n'a été apportée dans les nouveaux protocoles financiers au sujet des modalités de mise en œuvre de l'aide.

En particulier ces protocoles maintiennent le principe que, pour les interventions faisant l'objet d'un financement, la participation aux adjudications, appels d'offres, marchés et contrats, est réservée aux personnes physiques et morales des Etats membres et des pays partenaires. Ceci vaut toutefois sous réserve de l'application par la BEI de ses statuts qui pour ses prêts ne prévoient pas une telle condition. A cela s'ajoute le fait que ce principe n'est pas appliquée en général dans le cas d'opérations réalisées conjointement avec d'autres bailleurs de fonds.

De même, pour la comparaison des offres faites par les participants à ces adjudications, les nouveaux protocoles comme les premiers, ne prévoient pas de préférence en faveur des personnes physiques ou morales du pays partenaire par rapport aux ressortissants des Etats Membres. La Convention de Lomé, par contre, prévoit une préférence de 15 ou 10 % en faveur des pays A.C.P. Le seul avantage consenti aux pays méditerranéens est la possibilité d'organiser une procédure accélérée de lancement des appels à la concurrence comportant des délais réduits pour le dépôt des soumissions, ce qui a pour effet d'avantager les entreprises se trouvant dans le pays.

III. — Perspectives ouvertes par les nouveaux protocoles financiers

Pour apprécier les perspectives ouvertes par les nouveaux protocoles financiers il convient de tenir compte des limites de l'aide accordée par la Communauté à ses différents partenaires, à la fois du point de vue du volume et des conditions.



Si l'on considère les besoins énormes de ces pays pour réaliser leurs plans de développement, l'aide de la Communauté apparaît modeste. Pour le Maroc par exemple, elle représente à peine 2 % des capitaux extérieurs escomptés par ce pays pour financer son plan quinquennal en cours.

En outre, une partie substantielle des concours, accordés par la Communauté, est constituée de prêts de la BEI consentis aux conditions habituelles du marché. L'augmentation des taux d'intérêts sur le marché des capitaux a diminué encore plus les avantages que représentent de tels prêts pour les partenaires méditerranéens. Pour cette raison les partenaires ont eu la possibilité de bénéficier d'une bonification légèrement plus élevée s'ils le souhaitaient (3 % au lieu de 2 %), mais, en retour, il en résultera pour ceux qui ont fait ce choix une plus grande amputation de l'enveloppe de l'aide affectée aux dons afin de financer l'augmentation de la bonification.

Dans ces conditions il importe de rechercher tous les moyens pour assurer à l'aide communautaire la plus grande efficacité possible, en dépit de ses limites.

Le bilan que nous avons fait plus haut au sujet des premiers protocoles financiers nous a montré qu'une partie importante des moyens inscrits dans ces protocoles avait été consacrée au financement de projets situés dans le domaine des infrastructures. Or, le plus souvent ces projets nécessitent des investissements très coûteux. Sans vouloir négliger l'importance que peuvent avoir de tels projets pour le développement des pays concernés, la Communauté aurait intérêt à limiter ses interventions dans le domaine des infrastructures de façon à pouvoir engager un certain nombre d'opérations d'envergure plus modeste, mais qui, de par leur nature, seraient assurées d'un impact important.

Pour ce faire, il conviendrait de choisir quelques secteurs prioritaires particulièrement déterminants pour la réalisation des objectifs de développement : expansion des petites et moyennes industries pour favoriser le développement des régions défavorisées, reconversion et modernisation de la production agricole, en vue de l'amélioration de la sécurité alimentaire dans certains secteurs (céréales, viande, lait, etc.), formation des cadres et du personnel qualifié dans tous les secteurs de l'activité économique, recherche de nouvelles sources d'énergie, coopération scientifique, coopération industrielle, etc.

Les contraintes auxquelles on est soumis en raison des conditions de l'aide communautaire, comme il a été souligné plus haut, peuvent constituer un obstacle sérieux pour réaliser un tel programme, notamment dans le cas de certains pays pour lesquels les prêts de la BEI tiennent une

place prépondérante. En effet, ces prêts, même bonifiés, se prêtent mal à un grand nombre des opérations à réaliser dans les secteurs qui viennent d'être cités comme prioritaires. On peut bien sûr imaginer le jumelage d'un prêt de la BEI et d'un prêt spécial pour une même opération afin d'adoucir les conditions du premier, comme cela a déjà été le cas pour plusieurs projets, mais toutes les opérations ne se prêtent pas à une telle solution. En effet, si l'on met à part les interventions en faveur des P.M.I qui consistent dans le financement d'investissements, ces opérations sont réalisées le plus souvent sous la forme d'actions de coopération et d'assistance technique qui par nature doivent bénéficier de conditions de financement particulièrement favorables (envoi d'experts, projets de recherche, études, stages, bourses...).

Au terme de ce bref examen de la situation après l'établissement des nouveaux protocoles financiers on peut s'interroger sur la mise en œuvre de la coopération entre la Communauté et les pays du Sud de la Méditerranée, telle qu'elle a été conçue dans les accords. Comme il est dit dans le préambule des accords de coopération conclus avec les pays du Maghreb et du Machrek, les parties contractantes ont voulu instaurer un nouveau modèle de relations entre Etats développés et Etats en voie de développement. A cet effet, ils ont voulu mettre en œuvre une coopération dite « globale », qui allait bien au-delà du domaine traditionnel des échanges commerciaux. Des actions relevant de la coopération industrielle ou de la coopération scientifique, par exemple, ont déjà été engagées, mais comme on a pu le constater, elles ont une importance limitée dans le bilan global des premiers protocoles financiers. D'autres secteurs, comme l'énergie ou la pêche, où la coopération était prévue, n'ont pas encore été abordés. Des raisons diverses expliquent cette situation et notamment le fait que de telles actions, avant d'aboutir, demandent une longue préparation. Mais il y a aussi le fait que la coopération, dans beaucoup de cas se fait directement entre les opérateurs sur lesquels la Communauté a peu de prise.

Dans la réalité, l'assistance financière constitue donc, le plus souvent, le seul moyen dont la Communauté dispose pour réaliser des actions de coopération. L'exemple d'Israël le montre suffisamment. En l'absence de moyens appropriés dans l'accord, il n'y a pas eu d'actions notables, à l'exception de quelques activités sous forme de rencontres entre opérateurs, de séminaires, qui ont pu être financés avec des ressources tirées du budget de la Commission. Dans ces conditions on peut légitimement se demander, au vu des nouveaux protocoles financiers si la Communauté a prévu les moyens qui permettent de réaliser la coopération dont elle a posé les principes dans les accords conclus avec les pays du Sud de la Méditerranée.

LE PASSEPORT EUROPÉEN

Eileen DENZA*

*Conseiller juridique auprès de la Représentation
permanente du Royaume-Uni auprès des Commu-
nautés européennes*

*« A l'aube du vingtième siècle, le passe-
port s'est mis à l'heure de l'appareil pho-
tographique ; il est temps maintenant de
le mettre à l'heure de l'ordinateur ». (1)*

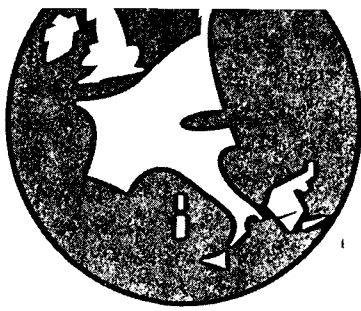
Lorsque l'idée d'un passeport uniforme pour les citoyens des Etats membres de la Communauté européenne a été lancée pour la première fois, ce fut à l'occasion de propositions beaucoup plus ambitieuses visant à la création d'une « union des passeports ». Une telle union impliquait une harmonisation générale de la législation relative aux étrangers dans les Etats membres et, une fois cette harmonisation réalisée, la suppression du contrôle des passeports aux frontières intérieures de la Communauté. Lors de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté en décembre 1974, le chancelier Schmidt lança ses idées et ses collègues convinrent qu'un groupe de travail devrait être créé pour examiner aussi bien « l'union des passeports » que la possibilité, dans un premier stade, de concevoir et d'introduire des passeports uniformes.

Avec un mandat politique aussi clair, le groupe de travail parvint assez rapidement à un consensus assez large. Au bout d'un an seulement, la Commission présenta au Conseil européen un rapport ayant trait à la fois aux points de détail d'un éventuel passeport uniforme et aux possibilités d'aller au-delà, vers une véritable union des passeports. En décembre 1975, le Conseil européen prit la décision de principe d'introduire un passeport de conception uniforme. Le Conseil européen prit acte du rapport du Conseil qui devait constituer la base de la suite des travaux consacrés au contenu détaillé et à la présentation du passeport.

De fait ce rapport indique que, même en 1975, il existait un accord entre les Etats membres sur la plupart des points techniques concernant les nouveaux passeports ; format, couleur, libellé de la couverture, de la première page et de la page où sont consignées les données relatives au titulaire et sur le fait que ces passeports resteraient des passeports nationaux, émis par chaque Etat membre conformément à sa propre législation et à ses propres usages. Toutefois, il a fallu plus de cinq ans pour parvenir à un accord définitif sur les termes d'une résolution des Etats membres de la Communauté européenne, et plus longtemps encore pour que les derniers détails techniques fussent réglés afin que la production puisse commencer.

* La présente étude n'engage que son auteur et ne reflète pas obligatoirement les vues de l'Etat membre à la Représentation duquel elle est attachée.

(1) Commission restreinte de la Chambre des Lords du Royaume-Uni chargée des questions relatives aux Communautés européennes 1979-1980 : 10ème rapport sur l'union des passeports, page 7.



Il y a eu à cela deux raisons. L'incidence accrue du terrorisme international a rendu les gouvernements des Etats membres plus sensibles aux questions de sécurité et moins désireux d'envisager des modifications susceptibles de réduire l'efficacité de leurs contrôles frontaliers pour arrêter les terroristes. L'enthousiasme suscité par l'objectif plus lointain de l'union des passeports étant tombé, l'idée d'un passeport uniforme a perdu quelque peu le souffle politique qui l'animait. Pendant plusieurs années la question n'a pas été débattue officiellement à un niveau élevé.

La deuxième raison du retard observé tient aux travaux qui se sont déroulés parallèlement au sujet des passeports dans le cadre de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Les experts en matière de passeports provenant d'un très grand nombre de pays membres de l'ONU ont passé plusieurs années à étudier les avantages que les usagers des lignes aériennes pourraient retirer d'une présentation normalisée des indications personnelles dans les passeports, de la plastification de la page où figurent ces données et de l'impression de la photographie du titulaire sur cette page, ainsi que de la lecture électronique de cette dernière. Leurs ultimes recommandations quant à la présentation normalisée des renseignements relatifs au titulaire se fondaient sur la comparaison d'un grand nombre de possibilités et sur l'évaluation prudente des renseignements d'ordre personnel qui sont réellement nécessaires aux fins de l'identification, ainsi que de la meilleure présentation possible de ces renseignements pour qu'il soit aisé de les reconnaître. Les experts ont souligné qu'à leur avis la normalisation de la présentation aurait pour effet, à terme, d'accélérer considérablement les opérations de contrôle des passeports partout où elles ont lieu. Si la page où sont consignés les renseignements relatifs au titulaire et portant une photographie de celui-ci était ensuite plastifiée — c'est-à-dire recouverte d'une fine pellicule de plastic transparent — et revêtue d'un sceau de manière à ce que celui-ci couvre partiellement la photographie, les contrefaçons consistant à modifier les renseignements relatifs au titulaire ou à remplacer la photographie deviendraient beaucoup plus difficiles. En conséquence, il y aurait beaucoup moins de risques de voir voler, à des fins frauduleuses, un passeport comportant une page plastifiée.

Le groupe d'experts des Etats membres de l'OACI a également consacré beaucoup d'efforts à l'élaboration d'un volet normalisé destiné à la lecture électronique qui pourrait être ajouté à cette page de renseignements. Les experts ont fait valoir que l'introduction de passeports à lecture électronique accélérerait l'écoulement des passagers en nombre croissant dans les aéroports internationaux. Dans la perspective de voir des avions géants encore plus grands déverser un nombre toujours plus grand de passagers, il est essentiel de mettre au point une méthode permettant un contrôle plus rapide, si l'on ne veut pas réduire à néant les avantages découlant de l'accélération

des transports aériens en prolongeant l'attente due au contrôle des passeports. La possibilité de la lecture électronique augmenterait aussi les chances de dépister les criminels et autres immigrants indésirables et dispenserait les titulaires de tels passeports de la nécessité de remplir des cartes de débarquement pour les Etats ayant installé le matériel de lecture nécessaire. Les experts ont toutefois reconnu que certains Etats n'accepteraient pas ou ne pourraient pas introduire de passeports à lecture électronique, ou bien l'équipement nécessaire, et que les passeports conventionnels devraient donc être acceptés partout dans un avenir prévisible. Ils ont donc insisté pour que les Etats qui n'adopteraient pas le passeport à lecture électronique « fassent figurer dans leur passeport conventionnel des informations nécessaires au contrôle ayant le format et la présentation recommandés pour le passeport à lecture électronique ». Ils espéraient évidemment que les Etats qui, pour commencer, n'adopteraient que la présentation et les caractères recommandés pour la page de renseignements passeraient ensuite à la plastification et ajouteraient finalement le bord permettant la lecture électronique au fur et à mesure que son usage se répandrait et que les avantages en seraient démontrés. Au début de l'année 1981, les Etats-Unis sont devenus le premier pays du monde à introduire le passeport à lecture électronique du type OACI.

L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni étaient représentés au sein du groupe d'experts et la Belgique ainsi que les Pays-Bas y ont participé ultérieurement à titre d'observateurs. Le Royaume-Uni et l'Allemagne ont été très impressionnés par les travaux du groupe d'experts de l'OACI, dont les résultats ont ensuite été adoptés par le Comité du Transport aérien et par le Conseil de l'OACI sous la forme d'une recommandation qui a été communiquée à tous les Etats membres (2). En conséquence, lorsque la Présidence italienne, début 1980, a relancé les travaux relatifs au passeport européen, ces deux pays ont indiqué qu'ils ne souhaitent pas s'orienter vers un accord européen limité sur les modèles de passeport qui, quel qu'il soit, compromettrait la possibilité pour eux d'adopter les recommandations de l'OACI et d'introduire des passeports à lecture électronique. D'autre part, les négociations en vue d'un passeport européen pourraient fournir une occasion de persuader les autres membres de la Communauté des avantages et des perspectives à long terme du passeport à lecture électronique. Si l'introduction des passeports européens de modèle uniforme pouvait être associée à l'introduction des recommandations de l'OACI par tous ou au moins par certains des autres Etats membres, cela donnerait un aspect pratique à une opération qui, avec la disparition de tout espoir de progresser

(2) 1980 : Document n°9303 de l'Organisation de l'aviation civile internationale

vers une authentique union des passeports, revêt un caractère en grande partie symbolique.

La fusion des recommandations de l'OACI avec les points de détail propre au passeport européen ayant fait l'objet d'un accord provisoire ne s'est pas opérée sans difficulté. Certains pays n'avaient nullement l'intention de mettre en œuvre les recommandations de l'OACI dans un avenir proche. Certains avaient des objections de principe au passeport à lecture électronique. Ces pays se sont efforcés de préserver pour le passeport européen le contenu détaillé convenu quelques années auparavant et ils ont suggéré que les pays désirant incorporer la page de renseignements de l'OACI pourraient tout simplement l'ajouter au modèle convenu antérieurement. Le Royaume-Uni a toutefois fait valoir avec insistance qu'un système entraînant la reproduction en double exemplaire des photographies et des informations relatives au titulaire selon des modèles différents seraient ridiculement coûteux et constituerait un gaspillage. Les pages de renseignements prévues par l'OACI ont été simplifiées afin d'en faciliter la production et l'utilisation : elles constituent un moyen de remplacer les pages traditionnelles de contrôle et non pas un supplément facultatif. Les modalités provisoirement arrêtées en 1975 devaient donc être réexaminées à la lumière des conclusions auxquelles étaient parvenus les experts de l'OACI. En fin de compte, cet avis a été accepté. Bien qu'il n'y ait que 4 pays susceptibles d'adopter les recommandations de l'OACI dès la création du passeport européen, la page des renseignements prévues par l'OACI a été acceptée intégralement en remplacement de la page traditionnelle de contrôle. En effet, par son contenu, celle-ci s'inspire maintenant de la page de renseignements prévue par l'OACI, bien que trois renseignements supplémentaires puissent être ajoutés à la liste de ceux qui figurent dans le passeport conventionnel.

Le 23 juin 1981, à l'issue de travaux intensifs menés sous la Présidence néerlandaise, les Etats membres des Communautés européennes, réunis au sein du Conseil, sont parvenus à un accord sur la résolution ci-après (3) :

**LES REPRÉSENTANTS DES GOUVERNEMENTS
DES ETATS MEMBRES DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES, RÉUNIS AU SEIN DU CONSEIL**

rappelant que les chefs de gouvernements, réunis à Paris les 9 et 10 décembre 1974, ont demandé que soient étudiées la possibilité d'établir une union des passeports et, par anticipation, l'introduction d'un passeport uniforme, et que le Conseil européen, réuni à Rome les 3 et 4 décembre 1975, est convenu, au vu du rapport qui lui était soumis, de l'instauration d'un passeport d'un modèle uniforme.

soucieux de favoriser tout ce qui peut renforcer le sentiment des ressortissants des Etats membres d'appartenir à une même Communauté,

estimant que l'établissement d'un tel passeport est de nature à faciliter la circulation des ressortissants des Etats membres,

ont établi un passeport dont le modèle uniforme est décrit à l'annexe I et le champ d'application à l'annexe II, annexes qui font partie intégrante de la présente résolution,

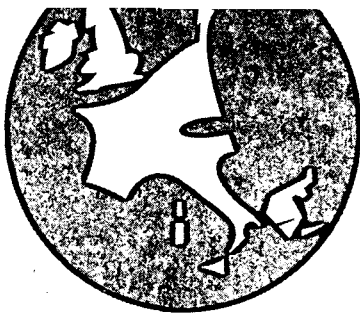
sont convenus que les Etats membres s'efforceront de délivrer ce passeport au plus tard à partir du 1^{er} janvier 1985.

Cette résolution explique ainsi l'historique de l'idée d'un passeport de conception uniforme et expose les deux objectifs : un objectif politique visant à promouvoir un sens d'appartenance à la même communauté et un objectif pratique, qui est de faciliter la circulation des ressortissants des Etats membres. Ce dernier avantage sera bien sûr limité. Le nouveau passeport ne confèrera à son détenteur aucun nouveau droit en matière de liberté de circulation. L'abandon de la formalité des cartes de débarquement par les Etats qui l'exigent encore des ressortissants d'Etats membres de la Communauté, l'accélération de la vérification des passeports par les préposés grâce à la présentation normalisée de la page de contrôle, surtout lorsque la page plastifiée prévue par l'OACI sera utilisée, tout cela accélèrera dans une certaine mesure le passage des frontières communautaires. On espère que l'utilisation simultanée de la page plastifiée prévue par l'OACI et du passeport européen fera connaître la première et en favorisera l'adoption tant par les pays de la Communauté qui ont actuellement l'intention de garder des passeports de type conventionnel que par des pays situés en dehors de la Communauté. Les avantages déjà mentionnés en matière de sécurité devraient alors devenir plus directement évidents. L'adoption par les Etats-Unis et par la moitié des Etats membres de la Communauté européenne de la page plastifiée prévue par l'OACI constituerait un progrès important en vue de son utilisation mondiale.

En effet, cinq pays européens ont exprimé l'intention d'introduire avec le passeport européen la carte OACI.

La résolution prévoit que les Etats membres « s'efforceront de délivrer ce passeport au plus tard à partir du 1^{er} janvier 1985 » Bien que certains Etats membres aient l'intention d'émettre des passeports européens dès que possible, il se peut que d'autres Etats soient plus longs à mettre en route le processus de production. Il a été convenu de donner encore un répit aux Etats qui, au premier janvier 1985 n'auraient pas encore achevé la mise en place des nouvelles méthodes de production des passeports. Il est tout à fait probable que les Etats observant les recommandations de

(3) Journal Officiel C 241, du 19 septembre 1981



l'OACI, en totalité ou en partie, éprouveront des difficultés pour disposer de tout le matériel technique nécessaire au début de 1985. Les passeports existants resteront, bien entendu, valables et seront progressivement remplacés, au fur et à mesure qu'ils expireront, par des passeports européens.

Un autre point important de la résolution est la forme qu'elle revêt : il ne s'agit pas d'un instrument communautaire de n'importe quel type, mais d'une résolution des Etats membres, réunis au sein du Conseil. A un stade antérieur des négociations, il avait été proposé de considérer cette question comme une question de compétence mixte, c'est-à-dire relevant à la fois de la compétence des Etats membres en ce qui concerne l'émission de passeports en application de leurs dispositions législatives et réglementaires nationales, mais aussi de la compétence de la Communauté en matière de libre circulation des travailleurs et autres ressortissants économiquement actifs des Etats membres. Dans sa forme définitive, toutefois, en dépit des ambitions beaucoup plus grandes manifestées par le Conseil européen en 1974 et 1975, la résolution ne vise que la conception uniforme des passeports que les Etats membres continueraient d'émettre chacun de son côté en application de ses dispositions législatives et réglementaires nationales. C'est pourquoi plusieurs Etats membres ont insisté sur le fait que le maintien du caractère national des passeports devait avoir pour conséquence que l'instrument approprié pour traduire leur intention commune était une résolution des gouvernements des Etats membres, et ce type d'instrument a été accepté. Il traduit exactement à la fois l'inspiration communautaire qui anime la résolution et les pouvoirs que les Etats continuent d'exercer en la matière. Il a par ailleurs été convenu que la résolution ne serait pas juridiquement contraignante, ce qui ressort de son libellé.

L'annexe I à la résolution énumère les caractéristiques du passeport uniforme. Le format est uniforme. Il n'y a aucune possibilité de dérogation à cette mesure. Les délégations ont estimé, et elles ont insisté sur ce point, que si les passeports européens n'avaient pas tous le même format et la même couleur, cela nuirait à la notion même d'uniformité. Le format serait déterminé par un groupe d'experts « en tenant compte des problèmes techniques et notamment de ceux posés par l'insertion d'une éventuelle carte plastifiée. » Il a fallu un certain temps pour résoudre les problèmes d'ordre technique. Le problème le plus délicat pour le Royaume-Uni a été que, bien qu'il ait annoncé clairement son intention d'adopter la page plastifiée munie d'un bord à lecture électronique, comme le recommande l'OACI, il n'avait pas pris de décision au sujet de la méthode selon laquelle la page plastifiée serait insérée dans le passeport. Cette page plastifiée pourrait constituer l'intérieur de la couverture au début du passeport, ou à la fin du passeport, ou encore pourrait être insérée à l'intérieur et constituer une page dis-

tincte. Si la page plastifiée faisait partie de la couverture, les dimensions extérieures du passeport seraient dictées par les dimensions que l'OACI a prescrites pour cette page. Même si la page plastifiée était distincte, il serait quand même plus satisfaisant de respecter pour le passeport les dimensions prévues par l'OACI, mais la marge nécessaire à l'insertion de la page en question dépendrait de la méthode choisie, le choix de cette méthode nécessitant des recherches techniques complexes. Toutefois, le format a finalement fait l'objet d'un accord au sein du groupe et d'une résolution complémentaire des Etats membres : il s'agit du format de la page recommandée par l'OACI, à quelques millimètres près, pour en permettre l'insertion.

La couleur de la couverture — lilas — a été choisie en 1975 parce qu'elle n'avait encore jamais été utilisée pour le passeport d'aucun Etat membre. Tous les Etats doivent donc changer. Le matériau dont sera fait la couverture n'est toutefois pas prescrit. En 1981, un échantillon de la couleur choisie a été coupée en morceaux, à raison d'un par délégation. Chaque Etat doit s'efforcer, en utilisant le matériau de son choix, de parvenir à un résultat aussi proche que possible de l'échantillon modèle. Le recto de la couverture comportera, dans la langue nationale de l'Etat qui délivre le passeport, en haut la mention « Communautés européennes, en bas, la mention « passeport » et, au centre, le nom de l'Etat à côté du symbole de celui-ci. L'intérieur de la couverture au début du passeport est réservé à l'Etat émetteur — le Royaume-Uni a insisté au maintien de la formule traditionnelle : « le ministre des affaires étrangères et des affaires relatives au Commonwealth, ministre de sa Majesté britannique, prie, au nom de sa Majesté, qui de droit d'autoriser le porteur du présent document à passer librement et sans encombre et de lui accorder toute l'aide et la protection nécessaires. ». Toutefois, l'intérieur de la couverture pourra également être utilisé pour la page de contrôle plastifiée ou pour recevoir toute autre information à caractère officiel. La résolution a été expressément conçue de manière à laisser aux Etats membres le choix de la place à donner à la page plastifiée ou à la page traditionnelle de contrôle.

La « première page » — décrite dans la résolution pourrait donc suivre la page de contrôle. Cette page reprend les mentions portées sur la couverture — moins le symbole national — mais dans toutes les langues officielles des Communautés. Il y en a déjà 8, y compris l'irlandais, et il faudra peut-être bientôt rajouter l'espagnol et le portugais sur une page déjà assez encombrée. Toutefois, de nombreux Etats membres se sont montrés très susceptibles sur la question de la langue. A cet égard, la page de contrôle a présenté encore plus de difficultés. Suivant la pratique internationale traditionnelle — et la recommandation de l'OACI — la page de contrôle doit comporter les rubriques fixées par l'OACI, dans la langue nationale, ainsi qu'en anglais et en fran-

çais. Toutefois, le principe de l'égalité des langues au sein de la Communauté est préservé par un système consistant à assortir chaque mention d'un petit numéro renvoyant à un index qui se trouve à l'une des pages suivantes du passeport et où ces mentions sont traduites dans toutes les langues communautaires.

Bien que seules les mentions prévues par l'OACI pour permettre d'identifier le porteur soient obligatoires, les Etats membres peuvent, s'ils le désirent, utiliser la page suivante pour y porter des mentions relatives au domicile, à la taille, à la couleur des yeux et à la prorogation éventuelle du passeport. Le groupe d'experts de l'OACI a estimé que les trois premières de ces mentions étant sujettes à changement, n'étaient guère utiles pour assurer de manière fiable l'identification du porteur. La page recommandée par l'OACI comprend dans sa version plastifiée la date d'expiration du passeport (il est si aisé de contrefaire une prorogation que les experts ont recommandé aux Etats de ne pas autoriser la prorogation des passeports).

L'Annexe II a trait au champ d'application de la résolution. Le passeport de modèle uniforme est délivré aux « ressortissants des Etats membres des Communautés européennes ». Dans ce contexte, le terme doit être interprété dans le sens qu'il a dans les traités communautaires. Ainsi, dans le cas du Royaume-Uni par exemple, il doit être interprété à la lumière de la déclaration faite par le Royaume-Uni lors de son adhésion, dans laquelle l'expression « ressortissants du Royaume-Uni » a été définie de manière à n'y inclure que les personnes ayant un lien étroit avec le Royaume-Uni et ayant le droit d'y élire domicile et, par conséquent, celui de circuler librement à des fins économiques n'importe où dans la Communauté.

« Dans certains cas particuliers », les Etats membres peuvent délivrer des passeports d'un autre modèle — en particulier le passeport diplomatique et le passeport de service. C'est intentionnellement que cette disposition est libellée en termes assez vagues, afin de couvrir par exemple les passeports délivrés par certains Etats à des personnalités officielles voyageant en service commandé, mais seuls les passeports de ce type général devaient être couverts.

Une omission apparente dans le texte de la résolution et de ses annexes a trait à la question du bord à lecture automatique. Toutefois, en réponse à une question du Parlement européen (4), le Conseil a indiqué clairement que l'addition d'un bord à lecture automatique à la plage plastifiée recommandée par l'OACI, comme la plage plastifiée elle-même, est tout à fait facultative. Il a aussi très longuement insisté, dans plus d'une réponse, sur le fait que le bord à lecture automatique telle qu'il est prescrit par l'OACI ne comporte rien qui ne soit visible à l'œil nu.

Il ne s'agit pas, bien qu'on l'ait parfois ainsi appelé, d'une « bande magnétique ». Les caractères qui y figurent reproduisent les informations contenues en caractère ordinaires sur la page elle-même : nom, nationalité, date et lieu de naissance, sexe, date de délivrance et date d'expiration. Il suffit à n'importe quel titulaire d'un tel passeport d'examiner les symboles dont la signification est indiquée dans le rapport du groupe d'experts de l'OACI pour avoir accès à tous les renseignements qui figurent sur le bord à lecture automatique. Les craintes exprimées, selon lesquelles le passeport pourrait être codé de manière à comporter des renseignements d'une nature inexacte ou incriminant le titulaire du passeport sont donc injustifiées. C'est la machine et non pas le passeport lui-même qui pourra à la longue, remplacer les « listes noires » que détiennent et que compulsent les préposés à l'immigration et qui, de cette manière, aident à repérer les terroristes et les grands criminels. Jusqu'à présent, seul le Royaume-Uni a manifesté la ferme intention de mettre en service un dispositif de lecture électronique en même temps qu'il adopterait le passeport européen. Il faut toutefois espérer que d'autres Etats — et en particulier les pays qui ont participé directement aux travaux des experts dont les conclusions ont été approuvées par l'OACI — pourront à terme être convaincus de suivre l'exemple du Royaume-Uni. Cela permettrait en effet de réaliser l'objectif de la résolution qui est « de faciliter la circulation des ressortissants des Etats membres ».

(4) Question écrite n° 232/81, de Mme EWING : J.O. n° C 345/1 du 31.12.1981.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

I. — Activités communautaires

RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTÉRIEUR

La Commission a adopté (juin 1982) un certain nombre de propositions visant à un renforcement du marché intérieur par la simplification des formalités dans les échanges de marchandises entre Etats membres et par l'allègement du contrôle des personnes aux frontières intracommunautaires.

La Commission avait déjà attiré l'attention du Conseil, du Conseil Européen et du Parlement sur le fait que 25 ans après la création du marché commun de nombreux obstacles aux frontières intérieures de la Communauté subsistent qui pourraient être générateurs économiques et servir de ferment aux tendances protectionnistes notamment dans des périodes économiques difficiles comme c'est le cas actuellement.

Le Conseil Européen, sensibilisé par la Commission lors de sa réunion le 30 juin 81, s'est rallié au « cri d'alarme » de la Commission et a demandé qu'un effort particulier soit fait en vue de renforcer et développer le marché intérieur.

En effet, le citoyen européen qui franchit les frontières intérieures de la Communauté se heurte encore aujourd'hui à un nombre considérable d'obstacles, dont les effets les plus perceptibles sont les suivants :

- existence de files d'attente de camions aux postes frontières, le coût de cette immobilisation ayant été estimé à environ un milliard d'Ecus par an ;
- contrôle des passeports quasi systématique en certains points de franchissement des frontières ;
- difficultés sur le plan fiscal pour les travailleurs transfrontaliers ;
- difficultés sur le plan des formalités douanières pour l'utilisation des instruments de travail au-delà des frontières nationales.

Par ailleurs, les formalités et contrôles effectués aux frontières intérieures de la Communauté sont quasiment identiques à ceux effectués aux frontières avec les pays tiers. Ces derniers coûtent, en effet, très cher à l'économie communautaire et donc finalement au consommateur européen, puisque les milieux intéressés estiment que cela représente 5 à 7 % du prix des produits échangés.

Or, les formalités actuelles doivent perdre leur caractère douanier pour se rapprocher le plus possible des conditions dans lesquelles les transactions commerciales sont réalisées à l'intérieur d'un même Etat membre. Il faut donc différencier les formalités selon qu'il s'agit d'échanges intracommunautaires ou d'échanges avec les pays tiers. Cette différenciation constitue le postulat duquel les règles régissant les échanges doivent être conçues.

Dans le domaine fiscal, la TVA due en raison de l'importation des marchandises dans un Etat membre est encore parfois perçue exactement comme s'il s'agissait d'un droit de douane. Ceci était compréhensible avant le 1^{er} juillet 1968, date à laquelle les droits de douane ont été supprimés dans les échanges intracommunautaires. Ce ne l'est plus aujourd'hui. Rien ne justifie donc de dissocier les modalités de paiement de la TVA due par un opérateur économique selon qu'il s'agit d'opérations intérieures ou d'importations. Une évolution

en ce domaine exactement comme si celles-ci avaient été réalisées à l'intérieur du marché national et de leur simplifier considérablement la tâche.

Toute diminution de la complexité des formalités est en effet particulièrement importante pour les entreprises en raison de leur incidence sur les coûts. Elle l'est plus particulièrement à l'égard des entreprises de dimension modeste, dont une part non négligeable hésite à sortir de son cadre purement national ou se voit contrainte de recourir à des intermédiaires qui réduisent d'autant la rentabilité des opérations effectuées.

Afin d'atteindre les objectifs précités, la Commission a transmis au Conseil un certain nombre de propositions concrètes relatives :

1. au contrôle des personnes, avec un projet de résolution du conseil tendant à l'adoption de mesures ponctuelles en vue d'alléger le contrôle des personnes aux frontières intracommunautaires. Le projet de résolution prévoit de ne plus effectuer les contrôles de façon systématique dès lors que le voyageur présente soit le passeport européen soit la carte d'identité prouvant ainsi son appartenance à la Communauté européenne, et de prévoir dans les ports et aéroports des points de passage spécifique réservés aux citoyens des Etats membres ;

2. aux transports, avec une proposition de directive du Conseil tendant à simplifier les passages frontaliers dans les échanges entre les Etats membres ;

3. aux formalités à accomplir, avec une proposition de règlement du Conseil relatif à la simplification des formalités dans les échanges à l'intérieur de la Communauté ainsi que deux propositions complémentaires apportant certains aménagements techniques aux dispositions existantes. La proposition prévoit de mettre fin à la grande variété de documents en mettant à la place un document unique qui devrait couvrir toute l'opération (expédition des marchandises, transit communautaire interne, mise en consommation). Cette réforme, tout en allégeant les sujétions qui pèsent sur les usagers, permettra d'ailleurs de renforcer les possibilités de lutte contre la fraude dans les échanges intracommunautaires ;

4. à la fiscalité, avec une proposition de 14^e directive du Conseil en matière d'harmonisation des législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires concernant le report de paiement de la taxe due à l'importation par les assujettis.

ACTIONS EN VUE DE RÉDUIRE LES RETARDS SUBIS PAR LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES

Vingt-cinq ans après l'établissement du marché commun, les transports entre les Etats Membres sont toujours entravés par des problèmes de franchissement des frontières qui peuvent avoir pour effet d'augmenter le coût de certains prix à la consommation, dans la Communauté, dans une mesure pouvant aller jusqu'à 7 %. Les temps d'attente aux frontières intérieures accroissent le coût des transports d'environ 1 milliard d'ECU par an, si l'on ne considère que les seuls transports routiers. Il a été estimé qu'une amélioration de l'organisation et de la mise en œuvre des 70 contrôles ou procédures existants qui interviennent encore d'une manière ou d'une autre dans les diverses relations de transport entre les Etats Membres permettrait aux transports routiers d'économiser de 400 à 500 millions d'ECU par an.

En mars 1981, le Conseil a approuvé pour l'ensemble du domaine des transports une liste de 10 sujets principaux à traiter en priorité au cours de la période s'étendant jusqu'à la fin de 1983, dans laquelle figure « la facilitation des passages frontaliers ». Le Parlement européen a demandé à diverses reprises, et récemment encore dans le cadre d'un débat sur le rapport Carosino, qu'une action soit entreprise en ce qui concerne ces problèmes.

Sur la base d'un rapport d'experts de 138 pages (SEC/82/50 final) sur les entraves aux passages frontaliers dans les transports, la Commission a élaboré (avril 1982) un projet de directive relative à la facilitation des formalités et contrôles lors du transport des marchandises entre Etats Membres (COM (82) 182 final). Tant le rapport que le projet de directive ont été soumis au Conseil.

Comme il faut admettre qu'aussi longtemps qu'une intégration plus poussée n'aura pas été réalisée au niveau communautaire, des contrôles continueront à être effectués dans les échanges entre Etats membres, cette nouvelle initiative vise à entreprendre la réalisation d'une meilleure organisation des différents contrôles et formalités dans les échanges entre Etats Membres. Voici quels sont les principaux éléments constituant la base de la directive :

1. Centralisation des contrôles.
2. Vérification non systématique.
3. Reconnaissance mutuelle des résultats des contrôles.
4. Collaboration entre les différentes instances effectuant des contrôles.
5. Heures d'ouverture et nombre d'effectifs en relation avec le volume du trafic.
6. Facilités spéciales pour les moyens de transport circulant à vide ou transportant des marchandises placées sous un régime de transit.
7. Procédures d'information et de communication.

La présente proposition fait partie d'une série de propositions que la Commission se propose de soumettre au Conseil en vue de renforcer encore le marché intérieur et ne constitue qu'un premier pas sur la voie de la simplification des formalités et contrôles aux frontières. Elles devraient s'accompagner d'autres mesures qui conduiront à la simplification et, à long terme, à la suppression progressive des contrôles qui retardent les opérations de transport.

14^e DIRECTIVE TVA

La Commission a présenté (juin 1982) une proposition de directive relative au report de paiement de la taxe sur la valeur ajoutée due par les entreprises assujetties à cet impôt pour les importations de biens en provenance d'Etats membres.

Cette proposition fiscale s'inscrit au premier chef dans le cadre de l'action globale lancée par la Commission pour le renforcement du marché intérieur de la Communauté.

Le mécanisme proposé s'inspire largement de celui qui appliqué depuis déjà de nombreuses années par les pays du Benelux ainsi que par deux autres Etats membres de la Communauté.

Sans remettre en cause le fait générateur de la taxe pour les importations de biens faites entre Etats membres, le report de paiement présente d'indéniables avan-



tages de simplification, tant pour les assujettis que pour les administrations de la TVA et des douanes :

- il fonctionne sous la responsabilité des assujettis à qui il incombe, sous le contrôle du bureau TVA dont ils relèvent, de calculer la taxe due, de la déclarer, de la payer et, le cas échéant, de la déduire dans le cadre de la déclaration fiscale déposée périodiquement pour l'ensemble de leur activité économique ;

- les formalités nécessaires au moment de l'importation peuvent donc se limiter au simple dépôt des documents requis ainsi qu'au contrôle par sondage des marchandises.

Le régime proposé constitue un minimum communautaire au-delà duquel les Etats membres sont autorisés à aller dans le sens d'une plus grande simplification. C'est ainsi que, contrairement au projet communautaire, ils pourront accorder le report de paiement à des assujettis non établis à l'intérieur du pays ou retenir le principe de l'octroi d'office de l'autorisation, sans demande préalable, pour toutes ou certaines importations. Les Etats membres pourront également accorder cette procédure pour les importations de biens en provenance de pays tiers.

La procédure de report de paiement se distingue très nettement de celle appliquée, sur la base de la réglementation douanière, y compris pour les échanges communautaires, par cinq Etats membres. Cette dernière procédure, dans laquelle le paiement de la taxe à l'importation est généralement différé à 30 jours, voire même plus, met en œuvre un mécanisme dont la lourdeur est particulièrement ressentie par les petites et moyennes entreprises, soit en termes de coût administratif si l'entreprise fait face seule à l'accomplissement des opérations d'importation, soit en termes de dépenses supplémentaires si elle recourt à un intermédiaire. Cette lourdeur réside essentiellement dans la « prise en compte » par laquelle les autorités douanières établissent le montant des droits dus à l'importation, ceci pour chaque opération.

Sur le strict plan de la technique fiscale, la Commission estime que la mise en œuvre de cette proposition n'exigerait que ceux des Etats membres qui devraient modifier leur législation qu'un effort minimum, pour un résultat particulièrement appréciable quant au renforcement du marché intérieur. Il est vrai, en outre, que cette proposition est susceptible de poser à ces mêmes Etats membres deux problèmes. Le premier est relatif à la modification de la répartition des tâches entre l'administration de la TVA et celle des douanes, celle-ci n'ayant plus notamment à percevoir la taxe désormais déclarée auprès de la première. Le deuxième est d'ordre budgétaire et découle du fait que le report de paiement proposé aura pour effet d'anticiper le moment de la déduction effective de la taxe. Il en résultera une certaine moins value de recettes au cours de l'exercice pendant lequel la mesure entre en application. Ce problème dont la portée est d'ailleurs relativement faible, peut aisément trouver une solution dans une mise en œuvre progressive du report de paiement, afin d'en étaler l'effet sur deux exercices budgétaires.

Le sort de la présente proposition dépendra donc beaucoup de l'arbitrage que les Etats membres concernés voudront faire entre ces deux problèmes, dont l'un est essentiellement un problème d'organisation administrative interne, et les nécessaires simplifications qui doivent être introduites pour renforcer le marché intérieur, nécessité reconnue par toutes les institutions communautaires, notamment par le Parlement européen, qui a d'ailleurs demandé la présentation de cette proposition

dans diverses résolutions récentes, ainsi que par le Conseil européen lui-même.

RAPPORT SUR LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Tandis que la crise économique persiste et s'aiguise, une tendance à l'oligopolisation se marque de plus en plus à l'intérieur de la Communauté. Dans ces conditions, la Commission se doit de reconformer la nécessité de poursuivre au niveau du marché commun des politiques soucieuses de leurs effets sur la situation concurrentielle d'une Communauté étroitement intégrée dans l'économie concurrentielle d'une Communauté étroitement intégrée dans l'économie mondiale. Aussi la Commission, tout en adoptant une attitude positive à l'égard de la coopération entre des entreprises qui ont pour but d'améliorer leur compétitivité, entend-elle veiller à ce que les possibilités de concurrence effective ne soient pas mises en cause par des mesures privées ou étatiques.

Sur le plan des aides d'Etat, les Etats membres pratiquent de plus en plus une course aux subventions pour sauver des entreprises chancelantes et les emplois qu'elles assurent. Dans ce domaine, la Commission est confrontée à une responsabilité qu'elle n'avait pas encore rencontrée jusqu'ici dans la Communauté. En règle générale, elle juge ces aides en appliquant des critères assurant le retour des entreprises concernées à la rentabilité et la viabilité.

Voici les lignes principales qui se dégagent du onzième rapport annuel de la Commission sur sa politique de concurrence, rapport qui vient d'être envoyée (avril 1982) au Parlement européen, au Conseil et à la Cour de Justice. En outre, le rapport est soumis au Comité économique et social pour avis.

Le rapport constate que dans les différents Etats membres, les autorités publiques, soumises à de fortes pressions, marquent une tendance croissante à utiliser les aides pour protéger leurs industries. Ces interventions visent souvent à permettre à des industries de se maintenir, ou à atténuer les effets de la crise qui sont d'autant plus importants que les structures industrielles sont mal adaptées aux nouvelles exigences du marché mondial.

La politique de la Commission dans le domaine des aides doit trouver un équilibre réaliste garantissant que les aides ne mettent en jeu d'aucune façon, par leur ampleur ou leurs modalités, le maintien de l'unité du marché, sans pour autant empêcher le recours aux aides qui, en tant que mesures de transition, contribuent effectivement et de façon durable au rétablissement économique et social de la Communauté.

D'une manière générale, la Commission adopte une attitude positive, en les encadrant toutefois, à l'égard des aides qui favorisent l'adaptation des entreprises aux nouvelles conditions du marché de l'énergie ainsi qu'aux exigences accrues en matière d'environnement ou qui contribuent à promouvoir le développement technologique dans la Communauté. Elle juge également de manière favorable les aides qui agissent dans le sens d'un meilleur équilibre entre les régions ou qui permettent de faire face à des problèmes particuliers tels que le chômage des jeunes. Ces exemples font, par ailleurs, ressortir la relation étroite entre la politique de la Commission à l'égard des aides des Etats membres et la mise en œuvre des instruments communautaires propres dans ce domaine.

Secteurs en crise structurelle

Cette attitude trouve toutefois ses limites dans la nécessité d'éviter des distorsions de concurrence à l'intérieur de la Communauté. C'est particulièrement à l'égard des secteurs en crise comme la sidérurgie, les textiles et les chantiers navals, qu'une telle politique implique que des conditions rigoureuses à l'octroi d'aides soient imposées et respectées. Chercher à résoudre les difficultés économiques ou de l'emploi par l'attribution aux entreprises d'avantages financiers qui ne leur permettraient d'augmenter leur force concurrentielle que de façon artificielle, serait erroné. Quels que soient les bénéfices qui pourraient être obtenus à très court terme par un tel relâchement, il ne fait pas de doute qu'à moyen et à long terme, celui-ci conduirait à une aggravation et non pas à une amélioration de la situation. Il ne ferait qu'empêcher ou retarder les adaptations indispensables par une mauvaise allocation des ressources financières limitées disponibles. L'ensemble de la politique sidérurgique menée au niveau communautaire est profondément inspiré de ces considérations.

Les secteurs en crise posent également le problème de l'organisation par des entreprises de mesures défensives, sous forme d'accords dits « cartels de crise structurels », qui doivent être appréciés au titre des dispositions en matière d'ententes. En cas de disparité irréversible entre capacité de production et demande, les accords entre entreprises visant à la réduction ordonnée de surcapacités peuvent être exemptés de l'interdiction des ententes dans la mesure où les entreprises ne fixent pas en commun les quantités de production et de livraison et les prix de vente des produits concernés ne visant pas à une protection contre les importations. De même, la Commission ne peut admettre des mesures destinées à privilégier un marché intérieur qui feraient appel au protectionnisme privé ou public pour se préserver de la pression concurrentielle exercée de l'extérieur.

Nationalisations

Quant à la nationalisation de secteurs économiques, la Commission adopte une position de neutralité de principe. La décision d'un Etat membre d'étendre la propriété publique n'est pas une nouveauté dans la Communauté européenne. Cette faculté est prévue par les traités qui stipulent qu'ils ne préjugent pas le régime de la propriété dans les Etats membres et donnent aux participants comme aux adversaires d'une extension de la propriété publique l'assurance que leur appartenance à la Communauté ne fait pas obstacle aux objectifs qu'ils poursuivent en la matière. La Commission n'a donc pas à réagir vis-à-vis des décisions de nationalisation elles-mêmes. A cet égard, la liberté de l'Etat membre reste entière.

Par contre, en ce qui concerne le comportement des entreprises nouvellement nationalisées, comme de celles qui le sont déjà dans la Communauté, l'Etat membre dont elles relèvent et les entreprises elles-mêmes sont liés par l'ensemble des principes et règles du Traité, en particulier par l'ensemble des règles de concurrence. C'est là que se trouve la garantie contre d'éventuelles distorsions de concurrence avec les autres entreprises.

Dans l'exemple récent des nationalisations opérées en France, la Commission estime ainsi que leur mise en œuvre ne devrait pas causer en elle-même de distorsions de concurrence. Comme pour toutes les entreprises publiques dans la Communauté, elle entend toutefois veiller à ce que les distorsions ne résultent pas des dispositions que l'Etat prend à l'égard de ces entrepri-

ses ou du comportement qu'elles-mêmes adopteront sur le marché.

Dans ce contexte, la directive sur la transparence des relations financières entre les Etats membres et leurs entreprises publiques, adoptée par la Commission en juin 1980 et entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1982, revêt une importance particulière.

Ententes

Quant à l'application des dispositions du traité CEE qui concernent les ententes et les positions dominantes, la Commission, considérant comme primordial le respect de l'unité du marché communautaire, a poursuivi sa politique d'amendes dissuasives pour condamner les pratiques restrictives ou abusives qui tendent à isoler les marchés nationaux. La politique de concurrence est toutefois loin d'être uniquement négative. Elle permet d'agir également d'une manière positive en exemptant de l'interdiction des ententes, par décisions individuelles ou par règlements généraux, des accords ou certaines formes de coopération souhaitables entre entreprises.

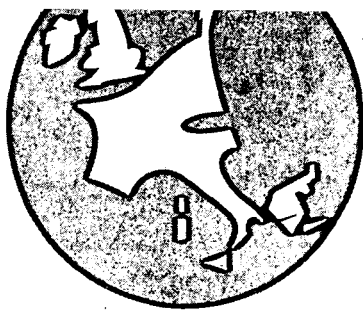
En ce qui concerne l'élaboration de dispositions générales, dans le but d'empêcher que des secteurs qui présentent déjà un degré élevé d'oligopolisation ne basculent vers des structures anticoncurrentielles, la Commission a cherché à relancer sa proposition de règlement de contrôle des concentrations, qui date de 1973 et dont l'examen est bloqué depuis 1978. A cette fin, elle a proposé au Conseil une modification de sa proposition de règlement de contrôle des concentrations, qui date de 1973 et dont l'examen est bloqué depuis 1978. A cette fin, elle a proposé au Conseil une modification de sa proposition initiale. Cette nouvelle proposition a essentiellement pour objet de mieux faire ressortir que le futur règlement devrait s'appliquer en priorité aux opérations de concentration de dimension européenne ainsi que d'associer davantage les Etats membres au processus décisionnel.

Parallèlement, afin de renforcer la position des petites et moyennes entreprises, qui dans la période de difficultés actuelles, constituent une source importante d'emplois et un facteur d'adaptabilité aux changements structurels nécessaires, la Commission s'efforce de concrétiser son attitude favorable aux différentes formes de coopération entre ces entreprises. En exemptant de façon générale de l'interdiction des ententes certains types d'accord notamment de spécialisation, ou de recherche-développement, elle permet aux petites et moyennes entreprises de mieux faire face aux pressions concurrentielles d'entreprises de taille plus grande. Dans la même optique, elle envisage d'accepter uniquement en leur faveur certaines restrictions de concurrence importantes, notamment en matière d'accords de licence et de distribution. Elle adopte également une position de principe positive à l'égard des aides aux petites et moyennes entreprises.

Procédures

L'efficacité du rôle stratégique de la politique de concurrence dans la solution des problèmes économiques actuels, est conditionnée par deux facteurs : la rapidité de sa mise en œuvre et sa compréhension par l'opinion publique.

Consciente de ces nécessités, la Commission prend un certain nombre de mesures concrètes de nature à rendre son processus décisionnel plus rapide et plus transparent. Après vingt ans d'une pratique administrative continue, il est en effet apparu que, en particulier,



l'instruction des affaires pendantes devant la Commission pouvait être améliorée quant aux procédures de vérification, à la communication des dossiers et au déroulement des auditions. Sans exiger une modification des dispositions formelles de procédure, les amendements apportés rendent encore plus effectif l'exercice des droits de la défense.

La Commission a également décidé de consulter de manière régulière le Comité économique et social et espère ainsi, par des contacts systématiques avec les différents milieux socio-économiques intéressés, mieux faire comprendre l'importance de la politique de concurrence et sensibiliser davantage le citoyen européen aux problèmes qui se posent et aux solutions qui sont choisies pour les résoudre.

Résumé du document

Le onzième rapport sur la politique de concurrence, annexé au quinzième rapport général sur l'activité des Communautés, est destinée à donner une vue d'ensemble sur la politique de concurrence suivie au cours de l'année écoulée.

La première partie porte sur l'application de cette politique à l'égard des *entreprises*. Elle rend compte notamment de l'activité réglementaire et interprétative de la Commission concernant particulièrement l'application des règles de concurrence aux transports aériens et maritimes, ainsi qu'aux accords de distribution. Des développements importants sont consacrés aux améliorations apportées en matière de procédure. Un chapitre est également consacré à une analyse de la jurisprudence de la Cour de justice en matière de concurrence. A côté de la description des décisions et autres interventions de la Commission à l'égard des ententes et abus de positions dominantes, cette partie rend également compte de la participation de la Commission aux travaux qui se déroulent dans les enceintes internationales, des développements les plus marquants des politiques nationales de la concurrence ainsi que des contacts avec les milieux politiques et socio-économiques intéressés par la politique de concurrence.

La deuxième partie du rapport traite de la politique de concurrence et des *interventions de l'Etat vis-à-vis des entreprises*.

En ce qui concerne les aides à l'industrie, les lignes directrices de la politique de la Commission en la matière sont examinées de manière détaillée, de même que leur application au niveau de certains secteurs, particulièrement la sidérurgie, la construction navale et textile.

La position de la Commission en matière d'*aides régionales* et son activité dans ce domaine sont également exposées de manière détaillée.

Enfin, cette section du rapport traite des activités de la Commission dans le domaine des *monopoles nationaux à caractère commercial*, en particulier les monopoles français et italiens des tabacs, ainsi que de l'action poursuivie par la Commission en ce qui concerne les *entreprises publiques*, plus spécifiquement, la transparence des relations entre les Etats membres et leurs entreprises publiques.

Comme dans les rapports précédents, la troisième partie présente d'abord l'état et l'évolution des opérations de prise de participation, de création de filiales communes, de fusion et d'absorption dans la Communauté.

Cette partie contient également une sélection des considérations qui découlent du programme d'études de la Commission sur *l'évolution de la concentration*. Sont mises notamment en évidence quelques relations possibles entre la structure de marché et le comportement des entreprises, eu égard au fonctionnement de la concurrence.

Un bilan des résultats des enquêtes sur les prix précède les conclusions de cette partie.

NOUVELLES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS DES ZONES AFFECTÉES PAR DES FERMETURES D'ENTREPRISES DE L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE AU ROYAUME-UNI.

La Commission a approuvé (mai 1982) un programme spécial visant à mettre en œuvre des actions spécifiques dans le cadre de la section hors-quota du Fonds de développement régional. Le programme vise à promouvoir des activités créatrices d'emplois nouveaux dans les zones du Royaume-Uni affectées par la récession et la restructuration de l'industrie sidérurgique. Ces zones sont la région de Strathclyde, les comtés de Cleveland, Cluw, South Glamorgan, West Glamorgan, Gwent et l'« Employment Office area of Corby ». Cinquante-trois mille six cents emplois ont été perdus dans ces zones depuis 1975 à la suite de la fermeture d'aciéries.

Le programme spécial s'étend sur une période de cinq ans, de 1981 à 1985. Le montant total des dépenses s'élèvera à 52,8 millions d'Ecus (environ 29,4 millions de Livres), dont 33 millions d'Ecus (environ 18,4 millions de Livres) provenant du Fonds européen de développement régional.

Le programme a été élaboré par le gouvernement du Royaume-Uni en concertation avec les organismes régionaux concernés et dans le cadre du règlement du Conseil n°2616/80 du mois d'octobre 1980.

Ce règlement prévoit six opérations auxquelles le Fonds régional peut participer :

1. Aménagement des sites dégradés soit industriels, soit industriels et urbains dans la mesure où ces deux aspects sont indissociables, comportant leur assainissement et leur viabilisation, la transformation des bâtiments industriels inutilisés et de leurs abords, y compris la modernisation de locaux pour les PME, la création d'espaces verts et les travaux mineurs concernant l'amélioration de l'aspect esthétique des sites, et, exceptionnellement, les voies de desserte routière des lieux d'implantation des nouvelles activités.

2. Construction et modernisation, nécessaires pour attirer des activités procurant des emplois, de logements destinés aux travailleurs et devant se situer à une distance raisonnable des lieux où les activités nouvelles sont projetées, pour autant que la situation du logement constitue un goulot d'étranglement pour la réalisation du programme en cause.

3. Création ou développement de sociétés ou autres organismes de conseil en matière de gestion ou d'organisation, par des aides directes ou indirectes. L'activité de ces sociétés ou organismes peut comporter une assistance temporaire aux entreprises pour la mise en œuvre des recommandations qu'ils ont formulées.

4. Création ou développement de services communs à plusieurs entreprises.

5. Promotion de l'innovation dans l'industrie et les services.

6. Amélioration de l'accès des PME aux capitaux à risques.

Le programme spécial couvre cinq de ces six opérations, négligeant l'opération concernant la construction de logements modernes (opération n°2). En fait, le gouvernement du Royaume-Uni a décidé de concentrer les ressources, qui sont limitées, aux actions où elles seraient susceptibles d'avoir un effet maximal. La majeure partie de l'aide accordée sera dès lors affectée à l'opération n°1 afin de préparer le terrain en vue de l'implantation de petites et moyennes entreprises (PME) tout en veillant, dans le même temps, à ce qu'elles puissent bénéficier des opérations 3, à 6, qui fournissent les bases nécessaires permettant aux PME de s'adapter aux conditions du monde moderne (voir annexe pour le détail de l'affectation des fonds).

Des actions spécifiques similaires de la Communauté sont également envisagées pour la Belgique et l'Italie dans le règlement n°2616/80. Le programme spécial pour la Belgique a été adopté par la Commission au mois de janvier 1982 et le programme pour l'Italie doit encore être soumis à la Commission. La contribution du Fonds régional s'est élevée à 6 millions d'Ecus pour le programme belge et s'élèvera à 4 millions d'Ecus pour le programme italien.

TRAVAIL TEMPORAIRE

La Commission a approuvé (avril 1982). Le texte d'une proposition de directive en matière de travail temporaire qui lui a été soumis par Mr Ivor Richard, Commissaire aux Affaires Sociales. Les trois objectifs de cette proposition dont la discussion s'insère dans le cadre de la politique communautaire sur l'aménagement du temps de travail, sont :

1. protéger les travailleurs temporaires en leur accordant autant que possible les droits reconnus aux travailleurs permanents ;

2. protéger l'emploi permanent en diminuant les abus du recours au travail temporaire ;

3. garantir le sérieux et la qualité des entreprises de travail intérimaire pour supprimer les abus du travail intérimaire au niveau national et transfrontalier.

Cette proposition, qui s'applique à la fois aux travailleurs intérimaires fournis par les entreprises de travail intérimaire et aux employés travaillant sous contrat d'une durée déterminée, cherche à atteindre ce triple objectif sans pour autant limiter de manière déraisonnable la flexibilité dont les entreprises ont besoin pour gérer leur personnel. Elle cherche à corriger les désavantages subis par les travailleurs temporaires, notamment : le fait qu'ils ne bénéficient pas toujours des systèmes de sécurité sociale, qu'ils perçoivent parfois des rémunérations sensiblement inférieures à celles de leurs collègues « permanents », et qu'ils ne bénéficient pas de préavis ou indemnité de licenciement réservés aux travailleurs permanentes, etc.

Par ailleurs, les problèmes posés par le travail temporaire ont retenu l'attention et du Parlement Européen et du Conseil des Ministres. Par sa résolution du 17 septembre 1981. Le Parlement Européen a indiqué que le travail temporaire connaissait un développement préoccupant, tandis qu'une Résolution du Conseil des Ministres du 18 septembre 1979 a constaté que le travail temporaire avait connu dans la majorité des Etats membres un développement notable, et qu'il convenait « d'entreprendre une action communautaire appuyant l'action des Etats membres en vue d'assurer, d'une part, le contrôle du travail temporaire et, d'autre part, la protection des travailleurs temporaires sur le plan social ».

Des informations plus détaillées sur la proposition de directive, qui comporte 24 articles, sont énumérées dans l'annexe ci-après.

Annexe

Une partie du texte proposé concerne le travail intérimaire et une autre les contrats à durée déterminée.

I. Le travail intérimaire

A. Dispositions visant à protéger les travailleurs intérimaires et à rapprocher leurs droits de ceux des travailleurs permanents

1) Leurs rémunérations devraient être définies par voie de conventions collectives. A défaut, elles devraient être comparables à celles des travailleurs permanents (article 6),

2) Leurs contrats de travail devraient être à durée indéterminée ou à défaut, à durée déterminée par des conditions objectives (atteinte d'une date, achèvement d'une tâche, retour de salarié, etc.) (article 5),

3) Les principales modalités d'intervention dans l'entreprise utilisatrice devraient être précisées par écrit (article 5) (horaires, nature du travail, rémunérations, etc.),

4) Ils devraient être protégés en cas de rupture de leur contrat avant l'échéance convenue (indemnités compensatrices de la perte de leurs rémunérations) (art. 7).

5) En cas de défaillance de l'entreprise intérimaire illégale, l'entreprise utilisatrice devrait être subsidiairement responsable du paiement de leurs salaires (article 2 § 4),

6) Leurs droits à la sécurité sociale devraient être reconnus comme ils le sont pour les travailleurs permanents (article 4)

7) Les conditions d'exécution de leur travail devraient être les mêmes que celles des travailleurs permanents, ils devraient avoir accès aux équipements sociaux collectifs (cantines, douches) accessibles aux travailleurs permanents (article 9).

B. Dispositions visant à protéger l'emploi permanent contre un recours abusif au travail intérimaire

1) Lorsque les travailleurs intérimaires ne bénéficient pas des avantages sociaux accordés aux travailleurs permanents,

Le recours à l'intérim devrait être limité à deux séries de circonstances : diminution temporaire des effectifs (maladie, congés départs en retraite, démissions) et surcroît temporaire ou exceptionnel d'activité (accroissement des carnets de commande, démarrage d'une activité nouvelle, accomplissement d'une tâche exceptionnelle, etc.) (article 3).

2) L'information interne des représentants des travailleurs devrait être effectuée avant tout recours à des intérimaires non motivé par de simples remplacements (article 8).



3) La durée de chaque mission d'intérim devrait être limitée dans le temps (article 3, § 2).

4) L'emploi successif de plusieurs travailleurs intérimaires sur un même poste de travail au-delà des délais fixés ne devraient pas être autorisé (article 3, § 3).

5) Le travailleur intérimaire devrait être libre d'entrer au service de l'utilisateur à titre permanent (article 5 § 4).

6) Les travailleurs intérimaires (recrutés en cas de surcroît d'activité) devraient être inclus dans l'effectif de l'entreprise utilisatrice pour déterminer les obligations sociales de celle-ci liées au nombre de salariés habituellement employés (article 10).

7) Le recours à des intérimaires pour accomplir la tâche de salariés en grève devrait être proscrit (article 11).

c) Dispositions visant à garantir le sérieux et la qualité des travailleurs intérimaires

(Pour supprimer les abus du travail intérimaire, qu'il soit national ou transfrontalier)

1) une autorisation préalable devrait être obtenue des autorités nationales compétentes avant l'exercice des activités d'intérim au niveau national ou transfrontalier (article 2),

2) une surveillance adéquate des ETI devrait être assurée pour toutes leurs activités (au niveau national ou trans-frontalier) (article 2),

3) une coopération des administrations compétentes devrait assurer une information réciproque et une assistance mutuelle efficace pour éviter et réprimer les abus du travail intérimaire trans-frontalier (articles 12 à 14).

II. Les contrats de travail à durée déterminée

A. Dispositions visant à protéger les travailleurs recrutés sur base de contrats à durée déterminée

1) Les conventions collectives applicables aux travailleurs permanents devraient bénéficier dans tous les Etats membres aux travailleurs recrutés à titre temporaire pour une durée ou une tâche déterminée. A défaut, la conclusion des contrats en cause devrait être limitée à des emplois non durables (article 15 § 4).

2) La durée de leur contrat devrait être déterminée par des conditions objectives (date précise, achèvement d'une tâche, survenance d'un événement déterminé) et les principales modalités d'exécution du contrat (horaire, lieu d'occupation, rémunération, durée de la période d'essai) devraient être précisées par écrit (article 16).

3) Leur rémunération devrait être définie par la convention collective de l'entreprise. A défaut, elle ne devrait pas être inférieure à celle versée aux travailleurs permanents (article 17).

4) Ils devraient être protégés en cas de rupture de leur contrat par leur employeur avant la date convenue (indemnité compensatrice de la perte de leurs rémunérations) (article 16).

B. Dispositions visant à protéger l'emploi permanent

1) Le recours aux contrats à durée déterminée devrait être limité exclusivement pour pourvoir des *emplois non durables*. L'absentéisme, surcroît temporaire exceptionnel d'activités, activités saisonnières, tâches occasionnelles, contrats où il est d'usage constant de ne pas recourir à des contrats de travail à durée indéterminée, lancement d'une nouvelle activité de durée incertaine (article 15).

2) L'information interne des représentants des travailleurs devrait être effectuée en cas de recrutement de travailleurs sous contrats à durée déterminée (article 19).

3) Ces travailleurs devraient être inclus dans l'effectif de l'entreprise pour déterminer les obligations sociales de cette entreprise liées au nombre de salariés employés habituellement employés (article 20).

4) Le recours à des travailleurs sous contrats à durée déterminée pour accomplir la tâche de travailleurs en grève devrait être proscrit.

PROGRAMME D'ÉCHANGE DE JEUNES TRAVAILLEURS

La Commission a approuvé (juin 1982) le rapport au Conseil sur le déroulement, depuis sa mise en œuvre à la mi-juillet 1979, du deuxième programme commun visant à favoriser l'échange de jeunes travailleurs au sein de la Communauté.

Ce deuxième programme devait offrir aux jeunes travailleurs âgés de 18 à 28 ans, ressortissants des Etats membres, par le biais de séjours de courte durée (3 semaines à 3 mois) et/ ou de longue durée (4 mois à 16 mois), les possibilités d'élargir, dans un Etat membre autre que celui de leur résidence, leur formation professionnelle et leurs connaissances culturelles, linguistiques et humaines.

Il a vu le jour et se déroule encore dans une période de récession économique et de chômage élevé qui touche plus particulièrement les jeunes, ce qui explique qu'il n'a pas toujours été aisé de convaincre les employeurs d'accepter et surtout d'être en mesure d'offrir aux jeunes travailleurs une expérience de travail ou une possibilité de formation complémentaire doublée de possibilités culturelles et sociales, de même qu'il est évident qu'au départ, beaucoup de jeunes hésiterent à renoncer à leur emploi et à courir l'éventuel risque du chômage à l'issue de l'échange.

Néanmoins, parallèlement aux mesures visant à promouvoir l'emploi, les échanges se sont développés et tendent annuellement vers les 1 000 stagiaires, limite essentiellement imposée par des nécessités budgétaires. Ils couvrent des secteurs professionnels de plus en plus diversifiés: agriculture, import-export, tourisme — hôtellerie, banques, hôpitaux, administration et services et plus faiblement les industries de fabrication et de transformation.

De juillet 1979 à fin 1981 quelque 1 700 jeunes travailleurs ont donc vécu une expérience culturelle, sociale et professionnelle qui outre l'acquisition d'une meilleure connaissance du monde du travail, a favorisé une large prise de conscience européenne.

A court terme, la Commission tentera de répondre aux nombreuses demandes excédentaires des jeunes travailleurs de 16 à 28 ans qui sollicitent le droit de pouvoir participer à ce programme, en associant plus étroitement les gouvernements des Etats membres au développement des échanges et, le cas échéant, en revoyant les modalités de sa contribution financière. Elle continuera, d'autre part, à œuvrer à la diversification des secteurs professionnels et incitera les organismes promoteurs d'échanges à chercher des possibilités de stages aussi bien dans l'industrie lourde que dans des secteurs de pointes.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIQUES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE: NOUVELLES INITIATIVES COMMUNAUTAIRES POUR LA PÉRIODE 1983-1987

La Commission a adopté (mai 1982) une communication relative à un ensemble d'initiatives communautaires pour la période 1983-1987 dans le domaine des nouvelles

technologies de l'information et la formation professionnelle.

La présente communication a pour objectif de proposer une série de mesures destinées à compléter et à renforcer les politiques des Etats membres en matière de formation; elle s'inscrit dans le contexte des activités de la Communauté visant à promouvoir une politique pour l'introduction des nouvelles technologies qui soit à la fois socialement responsable et sensible et qui en même temps réponde pleinement aux besoins économiques et techniques.

Dans ce contexte, et en référence aux propositions que la Commission entend transmettre au Conseil dans le courant de 1982 relatives au développement d'une politique commune de formation professionnelle pour les années 1980, la Commission a sélectionné un nombre limité d'initiatives spécifiques considérées comme ayant un caractère prioritaire et présentant un intérêt commun pour les Etats membres. Ces initiatives seraient centrées sur les priorités suivantes :

(i) Les petites et moyennes entreprises cherchant, grâce aux applications des nouvelles technologies, à moderniser leurs processus de production : leurs besoins en formation et les compétences pour la planification des ressources en formation sur la base d'un consensus avec l'ensemble des travailleurs ;

(ii) Les grandes entreprises dans le secteur des services qui sont contraintes à introduire progressivement des techniques automatisées d'administration et de gestion (par exemple dans les banques et le commerce) : les conséquences pour les politiques internes de formation du personnel et la possibilité d'engager des actions positives vis-à-vis des travailleurs dont les compétences deviennent redondantes ;

(iii) Les jeunes chômeurs non qualifiés qui ont peur d'aptitudes pour des formes plus traditionnelles de formation professionnelle : La possibilité d'utiliser les nouvelles technologies de l'information et d'autres compétences professionnelles.

(iv) Les travailleurs âgés qualifiés menacés dans leur emploi par les restructurations dans l'industrie manufacturière traditionnelle : les possibilités d'adaptation et de remise à niveau des compétences existantes en vue d'améliorer les perspectives d'emploi des travailleurs dans des zones présentant un déclin industriel, tout spécialement celles dominées par l'industrie sidérurgique ;

(v) L'évolution et la comparabilité des qualifications professionnelles dans l'ensemble de la Communauté : les implications pour la reconnaissance mutuelle des diplômes ;

(vi) La compréhension et l'éducation du public quant aux applications de la nouvelle technologie : les conséquences pour les activités de la formation et d'information à caractère non-professionnel, tout spécialement pour les organismes de radiodiffusion.

Pour ce qui concerne les quatre premières priorités, la Commission propose que soit mis sur pieds un processus coordonné pour l'échange d'idées et d'expériences entre les Etats membres en vue de contribuer à une évaluation continue et au développement des politiques nationales. De cette façon il serait possible de développer et d'expérimenter de nouvelles approches, d'explorer plus profondément certains problèmes d'intérêt commun, d'encourager le transfert d'expériences et d'innovations prometteuses et d'établir une plate-forme pour un effort plus concret à moyen terme. A cette fin la Commission

propose qu'un réseau de 4 groupes de projets pilotes inter-actifs soit mis sur pieds au regard de ces 4 premières priorités — accompagné d'une banque de données. La Commission propose d'examiner l'évolution détaillée des qualifications dans un certain nombre de secteurs spécifiques (traitement de l'information, électronique, technologies de l'information) et, en vue de familiariser le public avec les potentialités offertes par les nouvelles technologies de l'information d'encourager le développement de programmes d'éducation et d'information des adultes (en liaison avec les mass media au niveau national et local).

Il est envisagé que le réseau de projets pilotes commence à fonctionner en 1984 pour une période de 3 années — sa mise en œuvre devant être assurée au moyen de ressources provenant des instruments financiers de la Communauté.

PROGRAMMES INTÉGRÉS MÉDITERRANÉENS

Afin de permettre aux régions méditerranéennes de la Communauté de rattraper le retard de développement économique dont elles souffrent par rapport aux régions les plus prospères, la Commission va commencer le travail d'élaboration des Programmes Intégrés Méditerranéens, dont les grandes lignes avaient été déjà été approuvées en novembre 1981 par le Conseil Européen.

Le rapport du Vice-président Natali qui a été adopté (1 juin 1982) en Commission représente la base sur laquelle la Commission conduira les contacts avec les gouvernements concernés en vue de la définition du premier groupe de Programmes, dont les projets seront mis au point avant la fin de l'année. Les programmes intégrés figureront dans le budget 1983 : une dépense de 10 MUC pour la préparation des Programmes, et — pour la réalisation — un « poste » budgétaire dont le montant sera précisé dès que le stade d'élaboration le permettra.

La décision de réaliser les Programmes vient du fait que la Commission — et ensuite le Conseil européen — ont considéré dans le cadre du Mandat que dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales et communautaires il n'a pas été suffisamment tenu compte des handicaps et des potentialités particulières des régions méditerranéennes, dont la situation est caractérisée par un revenu relativement bas, parfois sensiblement inférieur à la moyenne communautaire, par un taux de chômage parfois sensiblement inférieur à la moyenne communautaire, par un taux de chômage qui compte parmi les plus élevés de la Communauté. Un chômage dont la gravité est notamment accentué par le taux de sous-emplois agricole, par l'arrivée sur le marché de l'emploi d'un nombre massif des jeunes, par le renversement des courants traditionnels d'émigration.

C'est dans un esprit d'« équivalence et d'équité » entre les régions de la Communauté — ces termes figurent dans le rapport sur le Mandat — que la Commission et le Conseil ont donc opté pour des programmes que l'on appelle « intégrés » à double titre : intégrés au niveau des champs d'action, puisque ils visent aussi bien l'agriculture et la pêche que l'industrie, l'énergie et la recherche ; intégrés aussi au point de vue du financement, puisqu'ils feront appel aux différents Fonds communautaires.

Nature et portée des Programmes

— Agriculture

Aux actions agricoles est réservé une position centrale, en raison de l'importance de l'agriculture dans les



régions méditerranéennes (20 à 60 % de la population active, contre 8 % pour la moyenne communautaire et 5 % pour les régions centrales) et de la nécessité de donner à ce secteur une meilleure compétitivité dans la perspective de la Communauté élargie. Les programmes visent notamment à un reconversion de variété des produits dans les zones d'irrigation traditionnelle; dans les zones où de nouvelles irrigations seront possibles, des aides aux investissements d'irrigation sont prévues; dans les zones de plaines non destinées à l'irrigation, les actions devront permettre d'améliorer la productivité des cultures existantes tout en introduisant de nouvelles productions plus adaptées aux possibilités du marché, tandis que dans les zones internes de collines ou montagnes, où les risques de destruction du tissu social et économique sont les plus grands, l'effort sera notamment exercé dans le sens de l'amélioration de la productivité dans les secteurs tels que l'élevage (amélioration des pâturages et des progrès génétiques) ainsi que du développement — grâce à des concours financiers — des productions telles que les fruits secs, les plantes médicinales, les plants et les semences.

Dans toutes les zones, un effort particulier est prévu pour améliorer la qualification professionnelles des agriculteurs ainsi que les conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles.

— Pêche

Création de nouveaux pôles de développement pour la pêche et l'aquaculture, aménagement des zones marines protégées action de dépollution marine, action en faveur de la pêche côtière et du développement des infrastructures portuaires.

— PME et artisanat

Amélioration de l'accès à l'information sur les marchés de L'innovation technologique des capacités de gestion, des infrastructures de communication.

— Tourisme

Un effort particulier pour le développement du tourisme rural, ainsi que des capacités d'hébergement et des équipements touristiques valorisant le patrimoine culturel et l'environnement.

— Energie

Compte tenu de l'état d'extrême dépendance énergétique des régions méditerranéennes, l'effort devra être essentiellement dirigé vers le développement du solaire.

— Transports et infrastructure

La situation périphérique des régions méditerranéennes accroît les nécessités dans ce domaine. Par ailleurs, le développement de bonnes infrastructures et des services permettrait aux régions méditerranéennes de bien exploiter leur position au carrefour des courants commerciaux entre l'Europe du Nord et du Centre et les autres Pays du bassin méditerranéen liés à la Communauté par des accords de coopération. Des actions particulièrement soutenues sont donc envisagées pour le trafic maritime et ferroviaire, pour le transport aérien, pour le transport routier de marchandises.

POLITIQUE GLOBALE MÉDITERRANÉENNE

Voici trois ans, la Commission s'était engagée à présenter au Conseil — « dès que l'état d'avancement des négociations le permettrait » — des propositions concrètes de solutions afin de sauvegarder et de développer,

notamment en vue de l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, la politique d'ouverture et de coopération de la Communauté avec les Pays tiers du pourtour méditerranéen: la communication au Conseil que la Commission a adopté (juin 1982) sur la politique méditerranéenne fait suite à cet engagement.

Il s'agit d'une réflexion d'ensemble sur les différents aspects de la politique méditerranéenne, dont les problèmes bien sûr n'ont pas été créés par l'élargissement, bien que la perspective de celui-ci ait souligné la nécessité d'une initiative.

« L'approche globale » de 1972, en effet, n'a pas pu atteindre pleinement ses objectifs, notamment à cause de la crise économique internationale et aussi des difficultés internes de la Communauté. La politique de « l'approche globale », en outre, avait été conduite sans que l'on tienne suffisamment compte du fait qu'il s'agissait du volet extérieur — à l'égard des Pays-Tiers — d'une politique globale méditerranéenne dont les deux autres volets s'adressent le premier aux Pays méditerranéens membres de la Communauté et le deuxième aux Pays méditerranéens membres de la Communauté et le deuxième aux Pays méditerranéens qui ont présenté une demande d'adhésion.

Dans le document qu'elle a transmis au Conseil, la Commission indique l'action par laquelle la Communauté pourra éviter d'aggraver les difficultés économiques (donc sociales et à terme politiques) d'un ensemble de Pays qui non seulement représentent des partenaires commerciaux d'une grande importance puisqu'ils absorbent plus de 10 % de ses exportations totales, mais pour lesquels la CEE constitue de très loin le principal marché d'exportation. Cela est vrai pour la Communauté des Dix, il le restera pour la Communauté des Douze: nous avons en conséquence un intérêt vital à éviter d'aggraver les difficultés économiques et sociales de ces Pays, toute aggravation pouvant favoriser la déstabilisation politique de la région méditerranéenne, une région-clef pour la Communauté mais pas seulement pour elle.

Voici quelques orientations essentielles:

— en *Agriculture*, le bon fonctionnement du volet commercial des accords, et donc le maintien de l'accès au marché communautaire, demeure une condition essentielle du succès de notre politique, à l'égard des Pays tiers méditerranéens. Cela dit, il est nécessaire que nos partenaires se sentent concrètement encouragés à réduire leur dépendance externe sur le plan alimentaire par le développement de leurs potentialités, plutôt qu'à tout miser (selon un schéma résiduel des anciennes relations coloniales) sur une augmentation de leurs exportations pour parvenir à atténuer leur déséquilibre commercial. C'est sur ce chemin que nos partenaires méditerranéens pourront trouver, avec la collaboration active de la Communauté, la solution aux problèmes de balance alimentaire que leur posent des taux importants de croissance démographique.

En ce qui concerne l'*industrie* le bon fonctionnement du volet commercial des accords est essentiel, mais cela devra s'accompagner d'une nette amélioration des mécanismes de consultation mutuelle, de manière à arriver à une véritable concertation. Elle paraît d'autant plus nécessaire qu'il s'agit essentiellement de secteurs actuellement sensibles dans la Communauté: textile, chaussures, agro-alimentaire. Les mécanismes de concertation doivent être en mesure de permettre à travers les échanges d'informations dans les secteurs sensibles,

de prévenir les situations de crise, de mieux ajuster les mesures à prendre en cas de menaces de perturbations de part et d'autre.

— L'objectif fondamental de la politique méditerranéenne étant la participation au développement de ses partenaires, il est clair que la coopération doit recevoir une impulsion vigoureuse dans tous les domaines économiques et sociaux. Sur ce deuxième point il faut envisager des actions pour la création de nouveaux emplois et pour la formation professionnelle afin de faire face à toute éventualité d'amenuisement des possibilités d'émigration vers la Communauté à la suite notamment de l'élargissement.

— Les répercussions extérieures de la politique méditerranéenne, qui se font sentir en particulier dans les relations CEE-Etats Unis, méritent de ne pas être négligées. Le contentieux a connu différents rebondissements depuis 1973, et l'attitude américaine au GATT semble indiquer qu'il ne pourrait s'aggraver. Le préjudice que la politique méditerranéenne porterait aux intérêts commerciaux des Etats Unis reste à prouver. Ce qui nous semble évident est l'énorme disproportion entre les craintes de ce que l'on appelle un préjudice commercial (mais qui ne serait dans le pire des cas qu'un manque à gagner) et, de l'autre côté, les conséquences politiques très graves qu'un échec des relations Communauté-Pays méditerranéens aurait pour la stabilité économique, et par conséquent sociale et politique de cette région cruciale pour l'équilibre mondial.

La Commission est consciente des intérêts économiques politiques en jeu, ainsi que du fait que les objectifs énoncés ne pourront être atteints que par l'acceptation, de la part de la Communauté, de responsabilités plus grandes et d'un engagement accru. Du point de vue de la procédure, une fois ce document approuvé par le Conseil, la Commission devrait effectuer rapidement les consultations avec les Pays tiers méditerranéens afin d'avoir leurs réactions au moment de la conclusion des négociations pour l'adhésion des Pays Candidats.

Il est évident que nous ne pourrions demander aux Pays candidats de s'engager sur cette politique avant qu'ils n'aient la certitude d'entrer dans la Communauté.

Cette politique méditerranéenne externe est conçue parallèlement à une vigoureuse action interne de développement des régions méditerranéennes de la Communauté, par le biais notamment d'une politique régionale plus ambitieuse et mieux dotée, d'une politique sociale plus dynamique et mieux adaptée aux particularités régionales, d'une réorientation de la politique agricole commune.

Les régions méditerranéennes de la Communauté sont, globalement, plus exposées que les autres aux conséquences de l'élargissement vers le sud et de la politique méditerranéenne de la Communauté. Leur situation appelle donc des mesures spécifiques, dans les différents domaines. Elles devront être prises dans le cadre des programmes communautaires intégrés, préconisés par la Commission dans son rapport sur le Mandat du 30 mai et dont les lignes directrices ont été approuvées par le Conseil Européen.

ORIENTATIONS POUR UNE POLITIQUE COMMUNAUTAIRE DU TOURISME

Dans une communication, adoptée le 30 juin 1982, la Commission demande au Conseil d'approuver les premières orientations d'une politique communautaire du tou-

risme. A la lumière des discussions d'une politique communautaire du tourisme. A la lumière des discussions sur ces orientations, qui auront lieu tant devant le Conseil que devant le Parlement européen, la Commission se propose de présenter au Conseil que devant le Parlement européen, la Commission se propose de présenter au Conseil des propositions concrètes dans le domaine précité.

L'importance du tourisme pour la Communauté est évidente :

- il aide l'intégration européenne ;
- il est aussi une activité économique importante, vue que 4 millions de personnes dans la Communauté sont occupés directement dans ce secteur (et indirectement beaucoup plus) ;
- il exerce un effet stabilisateur sur les balances de paiements des pays du Nord et du Sud de l'Europe et contribue au développement des régions les plus pauvres de la Communauté.

Un grand nombre d'activités communautaires influent directement ou indirectement sur le tourisme :

- La libre circulation des personnes ;
- La libre prestation de services touristiques ;
- Le développement de l'environnement ;
- Le transport des voyageurs.

Cependant la Commission considère qu'afin de mieux encourager le tourisme intracommunautaire, une « dimension touristique » devrait être donnée à ces politiques pour prendre en compte les intérêts du tourisme. Dans le cadre de cette nouvelle « dimension touristique » la Communauté devrait : a) jouer un rôle actif pour le développement du tourisme dans les Etats membres et b) se concentrer sur certaines actions prioritaires.

a) Jouer un rôle actif pour le développement du tourisme

Le tourisme relève bien entendu en premier lieu des politiques des Etats membres. La Communauté a créé un contexte favorable pour les activités touristiques des agents économiques privés et publics des Etats membres. Elle ne veut pas pourtant se substituer aux politiques nationales, adaptées aux situations particulières fort différentes des divers pays.

Pour ce qui concerne d'autre part les actions spécifiques, il faut distinguer : qu'il y a au niveau communautaire certaines actions favorables au tourisme, dépendant également en premier lieu des initiatives des Etats membres. Il est de leur ressort notamment de présenter pour financement communautaire par les Fonds régional, social et agricole des projets dans le domaine du tourisme.

D'autres actions importantes pour le tourisme relèvent du Conseil, la Commission lui ayant soumis des propositions dont certaines datent depuis longtemps (relèvement des limites des « franchises voyageurs », coordination des dispositions des Etats limites des « franchises voyageurs », coordination des dispositions des Etats membres concernant l'assistance touristique et l'assurance de la responsabilité civile automobile, mesures favorisant la liberté d'établissement de certains auxiliaires des transports et des agents de voyage, augmentation de la transparence des tarifs aériens pour les vols réguliers entre Etats membres, dans le domaine des infrastructures de transport, soutien des projets d'investissement d'intérêt communautaire, programme d'actions de la Communauté en matière d'environnement, etc).



D'autres actions enfin, intéressant le tourisme relèvent de la Commission, qui étudiera les options possibles et fera des propositions appropriées. De la Commission dépend aussi l'examen de la conformité des aides d'Etat et la coordination des actions et des moyens financiers communautaires visant l'encouragement des activités touristiques.

b) Se concentrer sur certaines actions prioritaires

La Commission indique certaines questions prioritaires qui pourraient être mieux traitées par une action concertée nationale et communautaire. Il s'agit de l'étalement de la période touristique, de la sauvegarde du patrimoine architectural des régions défavorisées et de la promotion du tourisme social, du tourisme culturel et du tourisme rural. Ces questions sont liées et peuvent se résumer en une seule : comment mieux utiliser les équipements de la main d'œuvre touristique, notamment dans les régions rurales tout en permettant l'accès au tourisme aux catégories les moins favorisées de la population ?

L'étalement des vacances scolaires et des congés industriels sera examiné dans le cadre d'une réglementation. Il pourrait pourtant être facilité, si on réussissait à vaincre les habitudes qui lient les vacances à un ou deux mois de l'année intéressant aux prix « hors saison » le public le moins fortuné.

Il faut favoriser aussi certaines catégories sociales qui ne disposent pas encore de revenus suffisants pour participer au tourisme (jeunes travailleurs, pensionnés). Si en plus, ces catégories étaient encouragées à partir en vacances pendant la basse saison, ceci contribuerait à servir l'objectif prioritaire de l'étalement de la période touristique.

Le même objectif peut être poursuivi par l'encouragement hors saison de voyages touristiques à dominance culturelle.

La recherche des meilleurs prix, peut enfin favoriser l'agri-tourisme ou tourisme rural, ce qui permettrait un meilleur emploi de la main d'œuvre rural, aiderait le développement des zones défavorisées de la Communauté et assurerait la conservation de leur patrimoine naturel et culturel.

Utilisation de l'herbicide « 2, 4, 5-T »

La Commission a approuvé (juin 1982) une communication exprimant sa position à l'égard de l'herbicide « 2, 4, 5-T ».

Il s'agit d'un herbicide dont l'usage a été fort critiqué notamment en raison de son utilisation comme défoliant au Vietnam et des difficultés auxquelles peut donner lieu la production de sa matière première, à cause de la toxicité de la TCDD (1) mise en évidence dans des accidents de fabrication tels que celui de Seveso en 1976. L'autorisation d'utiliser le « 2, 4, 5-T » comme produit phytopharmaceutique a été retirée en Italie, aux Pays-Bas et récemment en République fédérale d'Allemagne où cette mesure n'est pas encore entrée en application. Le produit n'est plus commercialisé au Danemark.

La Commission a consulté à ce sujet le Comité Scientifique des Pesticides (2). Celui-ci, dans son avis, conclut que, sous certaines conditions, la vente et l'utilisation agricole correcte de « 2, 4, 5-T » ne sont pas dangereuses pour la santé humaine ou animale et ne sont pas nuisibles à l'environnement.

Se basant sur cet avis, la Commission estime qu'il n'est pas nécessaire, au niveau communautaire, d'interdire cet herbicide dont l'efficacité est des meilleures. L'autorisation de ce produit doit néanmoins être subordonnée à des conditions très strictes, notamment en ce qui concerne la présence de TCDD ainsi que les règles d'utilisation de façon à éviter notamment la présence des résidus de « 2, 4, 5-T » dans les denrées alimentaires.

La Commission estime, en particulier, qu'il y a lieu :

— de réduire la teneur maximale en TCDD à 0,01 mg/kg de « 2, 4, 5-T » et ultérieurement, dès qu'il sera possible de disposer d'une méthode d'analyse normalisée au niveau international, à 0,005 mg/kg (3).

— de ne pas utiliser le « 2, 4, 5-T » en culture céréalière, dans les jardins familiaux, dans les zones boisées en période de maturation et de cueillette des fruits et des champignons sauvages,

— de ne pas admettre, dans les denrées alimentaires, des résidus de « 2, 4, 5-T » dépassant la limite de détection (d'environ 0,05 mg/kg actuellement).

Outre la directive de 1979 qui prévoit l'interdiction pure et simple de certains produits dangereux et qui ne paraît pas appropriée dans le cas d'espèce, la Commission a présenté en 1976 une proposition de directive relative à la mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques homologués CEE. Cette proposition prévoit la constitution, chaque année, d'une liste de produits phytopharmaceutiques répondant à une série d'exigences en matière de sécurité et d'efficacité et pouvant donc être mis sur le marché sous la dénomination « homologation CEE ». Cette proposition pourrait, si elle était adoptée par le Conseil, fournir le cadre approprié pour garantir la compatibilité de produits phytopharmaceutiques tels que les herbicides avec la santé publique et la protection de l'environnement qui restent les préoccupations fondamentales de la Commission.

La Commission continuera à examiner, au fur et à mesure de leur disponibilité, les nouvelles données scientifiques sur le « 2, 4, 5-T » et les informations concernant l'exposition à ce produit.

II. — Relations extérieures

10^e ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE CEE/AELE

A l'occasion du 10^e anniversaire de la signature (22 juillet 1972) des accords de libre-échange qui lient la

(1) La TCDD est une impureté hautement toxique, (la tétrachloro-2, 3, 7, 8-dibenzo-p-dioxine), qui se forme au cours du processus de production du trichlorophénol, matière première du « 2, 4, 5-T » (acide trichloro 2, 4, 5 phénoxyacétique).

(2) Rapports du Comité Scientifique des Pesticides, Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, EUR 7581 (décembre 1981).

(3) La teneur admise actuellement en Belgique, République Fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni est déjà de 0,01 mg/kg.

Communauté et les pays de l'AELE, la Commission tient à exprimer sa satisfaction quant au bon fonctionnement de ces accords.

Environ 25 % des échanges extérieurs de la Communauté se font avec les pays de l'AELE; ceux-ci effectuent environ 60 % de leurs échanges avec la Communauté. Ensemble, nous formons un marché de 300 millions de consommateurs.

La Commission estime qu'il est dans l'intérêt mutuel de tous les partenaires concernés de tout faire pour améliorer le fonctionnement de ce grand marché de l'Europe occidentale, d'éliminer les obstacles, entraves et cloisonnements qui existent encore, et de prévenir toutes nouvelles tendances protectionnistes. La Commission pour sa part s'emploiera à prendre en considération l'importance du libre-échange avec les pays de l'AELE dans ses réflexions relatives au renforcement du marché intérieur de la Communauté.

En ce qui concerne les domaines autres que ceux directement couverts par les accords de libre-échange, cette coopération a été étendue à de nombreux domaines tels que la coopération scientifique, l'environnement, les transports, les affaires économiques et monétaires; cela s'est fait de façon diverse, doit par des accords en bonne et due forme, soit par des procédures souples d'information réciproque. La Commission attache beaucoup de prix à cette coopération pragmatique qui permet aux pays de l'AELE, selon leurs propres possibilités, de coopérer avec la Communauté dans des domaines d'intérêt commun.

En ce qui concerne les échanges agricoles, ceux-ci ne sont pas couverts par les accords de libre-échange, bien que dans ces accords la Communauté s'est déclarée prête à favoriser, dans le respect des politiques agricoles réciproques, le développement harmonieux des échanges agricoles.

Une multitude d'accords et d'arrangements agricoles pour différents produits régissent ces échanges et son constamment adaptés à l'évolution des marchés. Alors que plus de 26 % des exportations industrielles de la Communauté vont vers ces pays, et la part relative de l'AELE dans ces exportations de la CEE a tendance à se réduire depuis quelques années.

Sur le plan général de la politique économique extérieure de la Communauté, les positions et les actions de la Communauté ne laissent pas indifférents les pays de l'AELE. Au contraire, la politique communautaire à l'égard de ses autres partenaires commerciaux industrialisés ou à l'égard des pays en voie de développement, les intéresse et les concerne au plus haut point. La Commission estime qu'il est de l'intérêt de la Communauté de ne pas limiter les contacts et les échanges de vue aux seuls problèmes commerciaux bilatéraux. Elle souhaite élargir l'horizon de ces discussions aux domaines de la politique économique extérieure dans son ensemble, dans l'esprit de solidarité et de coopération, comme le Conseil en a souligné l'importance au cours de la dernière réunion.

Les pays membres de la Communauté et les pays de l'AELE trouveront toujours dans la Commission la volonté et le dynamisme nécessaires pour approfondir et élargir la coopération avec les pays de l'AELE dans l'intérêt mutuel de la Communauté et de ces pays.

SYSTÈME DES PRÉFÉRENCES GÉNÉRALISÉES

La Commission a transmis (juillet 1982) au Conseil de Ministres, ses propositions concernant le système des

préférences généralisées (SPG) pour 1983. Dans ces propositions, la Commission définit ce que sera son attitude globale pendant la période 1983-1985 et présente de manière détaillée le schéma applicable en 1983.

Le SPG a été mis en place par la Communauté en 1971 et a subi des modifications importantes en 1981. Actuellement, 123 pays en voie de développement, y compris tous les membres du «Groupe des 7» et la Chine, ainsi que 24 pays et territoires dépendants, bénéficient de ce régime. C'est ainsi que tous les produits industriels en provenance de ces pays sont admis en franchise dans la Communauté et que 324 produits agricoles environ bénéficient de réductions tarifaires. Dans les deux cas, certaines concessions font l'objet de plafonds et de contingents.

Produits agricoles

La Commission propose, cette année, un élargissement important de son système, dont bénéficiera le groupe des pays les moins avancés. Elle propose, pour permettre à ces pays de vendre davantage de produits agricoles transformés à la Communauté, d'étendre à partir de 1983 la liste des produits admis en franchise.

Les autres propositions de la Commission dans ce domaine sont les suivantes :

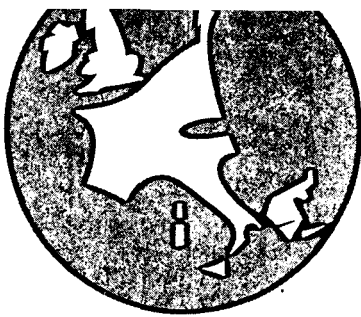
- relèvement des marges préférentielles concernant 18 produits figurant déjà dans le SPG, notamment certaines plantes, les feuilles de laurier, les mangues, le chocolat, les jus d'ananas et certains produits du tabac;
- inclusion de 9 nouveaux produits; notamment le raifort, le comboux, les dattes et les escargots;
- réexamen des quote-parts concernant les produits faisant déjà l'objet de contingents SPG, à savoir le beurre de cacao, le café soluble, les conserves d'ananas en tranches, les conserves d'ananas en cubes et le tabac brut du type Virginia;
- extension de l'offre, dans son intégralité, à la République Populaire de Chine.

Produits industriels

Compte tenu de son expérience d'une année entière d'application du nouveau système mis en place en 1981, les propositions de la Commission sont, cette année, adaptées beaucoup plus précisément à la situation des différents produits. La Commission a dû cependant reconnaître que, compte tenu de la situation de plusieurs secteurs industriels importants de la Communauté, les possibilités d'amélioration sont limitées.

Les propositions concernent :

- un relèvement général de 15 % pour tous les produits non sensibles;
- des augmentations pouvant aller jusqu'à 15 % pour les produits auxquels s'appliquent des contingents et des plafonds individuels par pays. En ce qui concerne certains secteurs qui connaissent des difficultés d'ordre interne ou dues à des importations concurrentielles, par exemple la sidérurgie, l'industrie de la chaussure et du cuir ainsi que certaines parties de l'industrie chimique, aucun relèvement n'est proposé;
- un élargissement limité de la gamme des produits bénéficiaires du système pour la Roumanie et la Chine;
- la fixation de 9 nouveaux contingents individuels par pays pour certains produits sensibles et la suppression de 7 autres contingents par pays;
- l'inclusion de 2 produits — engrais et chaussures à semelles extérieures en autres matières — dans la



liste des produits sensibles et la suppression de 8 autres produits figurant sur cette liste.

En ce qui concerne les produits textiles, la Commission propose un relèvement général de 5 % des plafonds répartis ou non, sauf pour certains fournisseurs dominants et pays à commerce d'Etat. En outre, elle propose de recalculer les chiffres correspondant à la « sortie du panier » et de simplifier l'appareil administratif. Pour les produits ne relevant pas de l'AMF, la Commission propose, compte tenu du succès du nouveau système de contrôle des produits industriels, de substituer au système actuel des plafonds globaux un système similaire consistant à fixer des plafonds individuels par pays.

ACCORD SUISSE/CEE EN MATIÈRE D'ASSURANCE

L'Accord entre la Confédération suisse et la Communauté économique européenne concernant l'assurance directe autre que sur l'assurance sur la « vie » a été paraphé, le 25 juin 1982, à Bruxelles, au siège de la Commission des C.E. par les deux Chefs de délégation aux négociations, l'Ambassadeur Franz Blankart pour la Suisse, et le Directeur Gérard Imbert pour la CEE.

La mise au point de cet accord a été facilitée du fait que tant les Etats membres de la Communauté que la Suisse avaient activement participé aux travaux menés entre 1956 et 1965 au sein de l'OECE/OCDE en matière de coordination des législations concernant les activités des entreprises d'assurance dommages. Par la suite, les résultats de ces travaux avaient été largement repris lors de l'élaboration de la directive CEE de 1973 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès et l'activité de l'assurance directe autre que l'assurance sur la vie et son exercice. Ces mêmes résultats trouvent maintenant leur première concrétisation au niveau du droit international public.

L'Accord paraphé ce jour vise, sur une base de réciprocité, à assurer aux agences et succursales relevant d'entreprises d'assurance non vie dont le siège social se trouve dans la Communauté ou en Suisse, des conditions d'accès et d'exercice identiques sur le territoire de l'autre Partie contractante, tout en garantissant la protection des assurés. Il contient, à cet effet, des dispositions traitant notamment de l'obligation d'agrément, des conditions exigées pour son obtention et des modalités de collaboration entre les autorités de contrôle. Par ailleurs, il fixe certaines règles essentielles pour l'activité des entreprises visées par l'Accord, en particulier en ce qui concerne la constitution, le calcul et la représentation de la marge de solvabilité. De façon plus générale, il traite de certaines définitions quant aux réserves techniques et fixe les conséquences qui s'attachent à l'observation des règles de bonne gestion financière. En outre, il est prévu une procédure d'arbitrage en cas de différend entre les Parties contractantes au sujet du fonctionnement de l'Accord.

Il convient de noter que cet Accord sera le premier Traité conclu en matière de droit d'établissement des assurances. Il revêt une importance économique considérable et contribuera à promouvoir en Europe l'harmoni-

sation du droit des assurances. Il souligne, par ailleurs, la confiance et le caractère évolutif des relations existantes entre la Suisse et la CEE.

INTERCONNEXION DU RÉSEAU EURONET ET DU RÉSEAU FINLANDAIS DE TRANSMISSION DE DONNÉES

La Commission a approuvé (juin 1982) une proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord entre la CEE et la République de Finlande portant sur l'interconnexion du réseau communautaire de transmission de données Euronet et du réseau correspondant finlandais.

Le réseau communautaire de télécommunications Euronet, construit à l'initiative de la Communauté et inauguré le 13 février 1980, doit servir à fournir à tous les intéressés un accès rapide, facile, économique et efficace à l'information scientifique et technique de toute provenance.

Depuis sa première résolution en matière de réseaux, le 24 juin 1971, l'attitude du Conseil favorable à une ouverture vers les autres pays d'Europe a été une constante; le 9 octobre 1978, le Conseil autorisait la Commission à négocier des accords de coopération avec des Etats tiers participant à la Conférence européenne des Postes et des Télécommunications (CEPT).

Ces accords devaient en principe porter sur l'extension d'Euronet et déterminer les conditions de connexion des terminaux et des serveurs ainsi que les modalités techniques y afférentes.

Des accords analogues avec la Suisse et la Suède ont été respectivement signés en septembre 1979 et décembre 1981.

La Finlande a demandé le raccordement de son propre réseau de transmission de données au réseau Euronet. Les négociations qui ont été menées par les services de la Commission ont conduit à un projet d'accord, accompagné d'une « déclaration commune d'intention », code de conduite devant garantir le droit des utilisateurs du réseau Euronet.

L'accord prévoit e.a. que la Finlande contribuera rétrospectivement à l'effort d'investissement de la Communauté en versant 200 000 FF en espèces et 257 155 FF en nature sous forme de prestations techniques.

Dans le cadre de ce projet d'accord, la Finlande accepte de se conformer aux principes du Traité du Marché Commun, les deux parties acceptent le principe de non-discrimination qui doit présider à leurs relations en matière d'utilisation du réseau Euronet et acceptent également que le trafic scientifique et technique ait priorité sur les autres données qui peuvent cependant être véhiculées par le réseau.

Il est d'ailleurs prévu de conclure un protocole tripartite entre la Communauté, la Suisse, la Suède et la Finlande précisant les relations créées par ces trois accords bilatéraux dans le contexte de l'exploitation d'Euronet-Diane.

REPERTOIRE DES ANNONCEURS

Editions Techniques et Economiques : p. II couv. Essai d'une politique pétrolière européenne ; p. IV couv. Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions civiles et commerciales dans la C.E. — Librairie sociale et économique : Droit social (Les Réformes).

BIBLIOGRAPHIE

but de faire le point sur les problèmes posés par l'existence de diverses réglementations nationales régissant les échanges d'œuvres d'art. L'ouvrage examine successivement la notion d'œuvre d'art, les questions relatives à la libre circulation des œuvres d'art et la fiscalité qui touche à la production artistique et ses échanges.

□ Michael Tracy, **Agriculture in Western Europe — Challenge and Response 1880-1980**, 2ème édition, London-Toronto-Sydney-New-York, Granada Publishing, 1982, 419 pages.

C'est Bacon qui disait que l'histoire rend les hommes sages. Selon nous, non point tant parce qu'elle pourrait leur permettre d'éviter de retomber dans les mêmes errements — ils sont incorrigibles — mais parce qu'elle explique le présent par la description du passé. A ce titre, le remarquable livre consacré à l'histoire de l'agriculture et de la politique agricole européennes, dont Michael Tracy vient de faire publier une deuxième édition, est un modèle du genre. Dans sa nouvelle version, l'auteur a étendu son sujet par les deux bouts, décrivant d'une part ce qui s'est passé depuis 1963 (date de la première rédaction de son ouvrage) jusqu'au 31 décembre 1980, mais poussant aussi son enquête dans le passé jusqu'aux débuts de la féodalité — quoique sommairement, l'essentiel demeurant l'analyse des cent ans de politique agricole européenne, de 1880 à 1980.

□ Axel de Theux, **Le droit de la représentation commerciale — L'exécution du contrat de représentation commerciale**, (tome II, vol. 2, livre IV), Centre interuniversitaire de droit comparé, Bruxelles, Editions Emil Bruylant, 1981, 876 pages.

Ce volume constitue le livre IV d'une étude comparative sur le statut juridique des représentants salariés et des agents commerciaux, dans les six Etats originaires de la Communauté économique européenne, et dont le but consiste à formuler des propositions en vue d'harmoniser les réglementations nationales.

Il est consacré aux problèmes inhérents à l'exécution du contrat synallagmatique de représentation commerciale à savoir : — les obligations du représentant de commerce — les obligations de son employeur ou commettant — l'étendue des pouvoirs du représentant de commerce — l'extension conventionnelle de la responsabilité du représentant de commerce : la clause de du croire ; la rémunération du représentant de commerce.

□ **Le marché commun et le marché de l'art**, journée d'études organisée par l'Institut d'Etudes européennes, Editions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1982, 119 pages.

L'art est une activité économique. A ce titre, les activités artistiques et leur marché s'insèrent dans la problématique du Marché commun, définie par le traité de 1958. Cette journée d'études avait pour

Force lui a été de limiter l'examen à quelques pays judicieusement choisis comme suffisamment contrastés et caractéristiques d'une des tendances de cette politique : la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le Danemark. Mais on trouve aussi continuellement des références à d'autres pays européens, l'auteur nous prévenant toutefois qu'à l'exception de l'Italie, il n'a pas inclus les pays du Sud de l'Europe dans son examen.

Il est inutile de présenter M. Tracy aux spécialistes de l'économie agricole, tant académiques que professionnels : sa propre carrière a été largement consacrée à ce sujet et son livre ne peut que faire autorité. On relèvera en outre un don pour la synthèse et une remarquable facilité d'exposé, qui rend la lecture de ce sujet, plutôt aride, même s'il s'agit de ce « miracle » de fécondité, cher aux Physiocrates — étonnamment aisée et même passionnante.

L'ouvrage se répartit logiquement en trois phases chronologiques successives, autour de trois événements majeurs de l'histoire économique : la grande dépression des années 80, au 19ème siècle ; la crise des années 30, au siècle actuel ; et enfin le redressement d'après la 2ème guerre mondiale, avec l'établissement du Marché commun et, plus spécifiquement, de la politique agricole commune. Si dans les deux premières parties, l'auteur fait preuve d'une érudition sans failles, dans la troisième il démontre en outre, encore plus nettement qu'ailleurs, son grand souci d'objectivité et



d'impartialité et on ne peut qu'applaudir au diagnostic lucide qu'il formule au sujet de la situation présente, dans les dernières pages de son livre : maintien d'une politique de soutien, mais dans certaines limites, et en introduisant des critères de différenciation selon les types de fermes, et selon les régions ; attention accrue accordée aux revenus agricoles, aux aspects énergétiques, et, plus particulièrement à la promotion de l'exportation, — pour ne citer que quelques unes des directions indiquées dans l'ouvrage — Un tel livre est à considérer comme une lecture obligée pour quiconque désire se documenter sérieusement sur la problématique agricole européenne.

□ Franco Fortuna, **Commercio internazionale, Lineamenti tecnico-economici**, Milano, Giuffrè, 1982, 516 pages.

Cette quatrième édition est une mise à jour d'un volume particulièrement intéressant, constituant un compendium aux allures encyclopédiques de tout ce qu'il faut savoir sur le commerce international, mais en mettant surtout l'accent sur les aspects techniques : types de marchandises, prix, paiement, facturation, transport, risques et couverture (garanties et assurances), consignement, contrats, crédits ; organismes italiens qui organisent et contrôlent les échanges, techniques de compensation, aspects monétaires ; marché des devises ; régimes douaniers ; promotion des échanges, financement des crédits à l'exportation. La 6ème partie, consacrée à la Communauté, au Gatt et au SME, constitue un bel effort de synthèse, entaché par-ci par-là de quelques erreurs de détail que l'on rencontre surtout là où l'auteur est visiblement moins intéressé, par exemple sur le plan institutionnel.

□ (Seminario Internazionale su) **La legge Elettorale Europea del 1984**, Circolo Europeo, Milano, A. Giuffrè, 1982, 147 pages.

En novembre 1981, s'est tenu à Rome, à l'initiative du Circolo europeo et de Fondation F. Naumann un séminaire sur la loi électorale européenne pour 1984. Partant de la proposition du Groupe de travail Guazzaroni qui est reproduite *in extenso* dans le présent volume, ainsi que des discussions approfondies qui ont suivi, les participants ont conclu à la nécessité d'instaurer un système proportionnel uniforme, mais avec une certaine flexibilité en faveur des pays qui appliquent la méthode britannique.

□ Theodoros Skountzos, **Structural changes in the greek economy: intertemporal analysis in an input-output framework**, Centre of planning and economic research, Editions Eptalofos SA, Athènes, 1980, 77 pages.

L'objet de cette étude est, d'une part, la mesure des changements structurels dans l'économie

grecque et, d'autre part, l'évaluation des conséquences de ces changements sur la production, la demande, l'emploi et le capital.

□ Georges D. Demopoulos, **Monetary policy in the open economy of Greece**, Centre of planning and economic research, Athènes, 1981, 122 pages.

Etude de la structure et de l'efficacité de la politique monétaire grecque dans le contexte d'une économie ouverte, notamment dans l'optique du développement économique et de la stabilité monétaire.

□ Pierre-Marie Martin, **Introduction aux relations internationales**, Editions Privat, Collection Societas, Toulouse, 1982, 221 pages.

Description des composantes des relations internationales et des principes qui les régissent, mais aussi analyse de leur dynamique qui est le fruit tant des différentes formes et organes de coopération instaurés que des tensions, crises et conflits armés qui surviennent.

□ Claude Courlet, **L'économie espagnole — Perspective et enjeu européen**, Notes et Etudes documentaires, La documentation française, Paris, 1981, 176 p.

L'ouvrage privilégie l'analyse du processus national de croissance en Espagne depuis vingt ans et en dégage les caractéristiques essentielles : insertion croissante dans l'économie mondiale, déséquilibres régionaux, inégalités sociales et développement contrasté du système productif.

Ainsi s'éclairent les enjeux de l'intégration de l'Espagne dans la CEE. Cette ouverture aux économies européennes dominantes nécessite un effort d'adaptation et des réformes structurelles qui sont examinés par l'auteur. Le pacte de la Moncloa de 1977 et le pacte social de juin 1981 sont étudiés dans cette optique.

□ **Système monétaire européen et réforme monétaire mondiale**, Conférence organisée sous le patronage de la Fondation Camille Gutt par le Collège d'Europe et l'Institut d'Etudes européennes de l'ULB, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1981, 500 pages.

Comment le système monétaire européen qui vise à établir une zone de stabilité en Europe peut-il s'inscrire dans un monde dominé par le provisoire et l'incertain ? Etudes des positions en présence sous l'angle de l'analyse scientifique des faits, mais aussi tentative de déterminer quelles pourraient être les initiatives à prendre au niveau mondial et au niveau européen pour améliorer les relations monétaires et économiques entre les Etats.

DROIT SOCIAL

Directeur : Jean-Jacques DUPEYROUX

numéros spéciaux

« LES RÉFORMES »

LES RÉFORMES — I —

La révolution du bon sens, *par Jean AUROUX*

I. SUR LE RAPPORT AUROUX

Le rapport Auroux, *par Yvon CHOTARD*

Le rapport Auroux, le point de vue des P.M.E., *par Jean BRUNET*

Le temps de la démocratie dans l'entreprise, *par Gérard GAUMÉ*

Les « lois Auroux » : un droit qui encadrera ou un droit qui stimulera, *par Paulette HOFMAN*

Le rapport Auroux tue le pluralisme syndical, *par Jean MENIN*

La négociation collective : chances et risques de la réforme en cours, *par Raymond SOUBIE*

La technique juridique et la réforme des conventions collectives, *par Philippe LANGLOIS*

A propos du « droit d'expression des salariés » : réflexions critiques sur un texte sans importance, *par Gérard ADAM*

Les réformes et le droit syndical, *par Jean-Maurice VERDIER*

Le comité d'entreprise à l'heure du changement, *par Antoine LYON-CAEN*

II. NOUVELLES DISPOSITIONS

Le nouveau régime du temps de travail, *par Antoine JEAMMAUD*

Les contrats de solidarité (aspects de droit public), *par Yves GAUDEMET*

L'intervention du régime d'assurance chômage dans la mise en œuvre des contrats de solidarité, *par Gérard GALPIN*

La réforme du contrat de travail à durée déterminée, *par Guy POULAIN*

La réforme du travail temporaire, *par Yves CHALARON*

LES RÉFORMES — II —

Le travail à temps partiel (ordonnance n° 82-271 du 26 mars 1982), *par Bernard TEYSSIE*
Droit disciplinaire et citoyenneté dans l'entreprise dans la réforme des droits des travailleurs, *par Gilles BELIER*

*
* *

L'ENTREPRISE ET LES LIBERTÉS PUBLIQUES

sous la direction de Jean-Maurice VERDIER

Travail et libertés, *par Jean-Maurice VERDIER*

Les libertés publiques dans l'entreprise, *par Jean RIVERO*

L'organisation internationale du travail et les libertés publiques, *par Bernard GERNIGON*

Table ronde n° 1 :

Les libertés du citoyen dans l'entreprise

Introduction au débat, *par Philippe ARDANT*

Rapport de synthèse, *par Philippe LANGLOIS*

Table ronde n° 2 :

Les libertés publiques
propres aux travailleurs

Introduction au débat, *par Pierre D. OLLIER*

Rapport de synthèse, *par Jean-Claude JAVILLIER*

*
* *

Réflexions sur le statut des travailleurs italiens, *par Gino GIUGNI*

La loi italienne du 20 mai 1970 sur la sauvegarde de la liberté et de la dignité du travailleur (« statut du travailleur »), *par Giuseppe SANTORO PASSARELLI*

*
* *

Conclusion, *par Pierre LAROQUE*

LES RÉFORMES — III —

— I —

La retraite à 60 ans, *par François MERCE-REAU*

Quel avenir pour la garantie de ressources ? *par Pierre SOUTOU*

L'abaissement de l'âge de la retraite : aspects sociaux et financiers, *par François DURIN*

Les effets redistributifs du système des retraites : une méthode, un constat et des voies de réforme, *par François LAGARDE, Jean-Pierre LAUNAY, François LENORMAND*

Les durées d'activité, étude A.R.R.C.O.

— II —

La pré-retraite progressive, *par Rose-Marie VAN LERBERGHE*

— III —

La nouvelle politique familiale, *par Gilles JOHANET*

— IV —

Les charges sociales des entreprises et le financement de la protection sociale, *par Jacques PESKINE*

n° 6 - juin 82 - 80 pages - 45 F

n° 4 - avril 82 - 138 pages - 52 F

n° 5 - mai 82 - 56 pages - 39 F

DROIT SOCIAL

Abonnements
et ventes au numéro :

3, rue Soufflot

75005 PARIS

Tél. : (1) 634.10.30

COMPÉTENCE JUDICIAIRE, RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION DES DÉCISIONS CIVILES ET COMMERCIALES DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Les accords multilatéraux conclus en application
de l'article 220 du Traité de Rome
et leur interprétation par la Cour de justice
des Communautés européennes

*Convention de Bruxelles de 1968
et Protocole de Luxembourg de 1971*

Lazar FOCSANEANU

*Docteur ès sciences économiques,
Diplômé de l'Académie de droit international de La Haye
Chargé de Cours
à l'Institut de Droit des affaires de l'Université d'Aix-Marseille III*

Cet ouvrage constitue un précis destiné aux praticiens, aux enseignants, aux étudiants et à tous ceux qui cherchent une information rapide sur les conventions et protocoles concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions civiles et commerciales dans la Communauté Economique Européenne, ainsi que sur la jurisprudence de la Cour de justice consacrée à l'interprétation des textes susmentionnés. Malgré la finalité pratique du travail, de brèves appréciations critiques accompagnent l'analyse des arrêts.

La jurisprudence de la Cour de justice examinée dans le présent ouvrage est à jour au 30 juin 1981. Elle comprend 25 arrêts, dont la liste est exhaustive.

Enfin, la Troisième Partie de l'ouvrage est prospective. Elle analyse sommairement les adaptations apportées à la Convention de Bruxelles et au Protocole de Luxembourg en vertu de la Convention d'adhésion du 9 octobre 1979, signée par le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark avec des Etats contractants originaires des accords de 1968 et 1971. A cause de la lenteur des procédures de ratification, les adaptations ne sont pas encore entrées en vigueur. Dans l'intérêt de l'unification communautaire d'une partie importante de la procédure civile, il est souhaitable que la ratification de la Convention d'adhésion ne soit pas trop retardée.

Un ouvrage 21 x 27 - 216 pages - Prix 195 F TTC

EDITIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES
3, rue Soufflot - F - 75005 PARIS - Tél. (1) 634.10.30